

L'Irangate escamoté

Il aura fallu trois semaines de délibérations, trois mois de procès et un an et demi d'une enquête qui a coûté 4 millions de dollars au contribuable américain, pour qu'un premier verdict tombe enfin dans le scandale de l'Irangate. Reconnu coupable de trois chefs d'insoumission sur douze, le principal protagoniste de l'affaire des ventes d'armes secrètes à l'Iran, Oliver North, risque dix ans de prison, mais il est décidé à faire appel.

Avant même le début du procès, les plus lourdes charges avaient été abandonnées (conspiration et vol de documents) et les principaux acteurs étaient sortis de la scène politique, de William Casey, directeur de la CIA à l'époque des faits, mort d'une tumeur au cerveau, en passant par le président Reagan lui-même, qu'une commission d'enquête du Congrès avait « blanchi » au bénéfice du doute en novembre 1987. En d'autres termes, la montagne juridico-politique accumulée pendant cette affaire a écroulé d'une toute petite souris. Et, somme toute, est ex-lieutenant-colonel modeste, héros des « marines », se voit reprocher d'avoir un peu trop cru au credo réaganien (aider la guérilla anti-sandiniste au Nicaragua, à laquelle le produit des ventes d'armes était destiné) et surtout d'avoir obéi « aux ordres ».

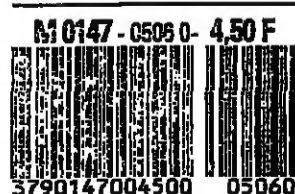
L'Irangate, ce n'est pas le Watergate, cette perversion de la présidence au profit d'un seul homme qui fut raison de Nixon en 1974 et ébranla le fol américain en ses propres institutions. C'est l'histoire d'un « coup » politique raté, dans le but presque naïf d'obtenir la libération des otages américains. Elle a réussi, personne n'aurait pu l'empêcher. Qui s'insurge après tout contre Henry Kissinger en 1972, alors que conseiller national pour la sécurité (et non contre l'Etat) il préparait seul et dans le secret absolu le fameux voyage de Nixon en Chine ?

Enfin et surtout, ce détournement de fonds, c'est aussi l'histoire d'un détournement de pouvoir. Mais pas seulement. Certes, l'exécutif a une fois de plus escamoté le droit de regard du Congrès sur ses activités, mais le laxisme de la Maison Blanche de Reagan a aussi permis aux membres du Conseil de sécurité de constituer à eux seuls un centre de décision parallèle. En ce sens, le procès North et surtout celui de son ancien patron l'amiral Poindexter qui va suivre, seront-ils aussi le procès de l'administration Reagan. Mais dans aucun cas celui de George Bush.

Conscients, ils le disent eux-mêmes, que leur nouveau président « n'avait plus qu'à n'a bien voulu le dire », la majorité des Américains ont choisi de ne pas savoir - ou de pardonner ? - en l'élevant en novembre dernier. Il est douteux à présent que le Congrès à majorité démocrate se saisisse à nouveau de l'affaire pour déstabiliser un président qui pratique si bien la politique de la « main tendue » et vient de signer un compromis « historique » sur l'aide à la Corée.

Sagesse ou désir de ne pas aller trop loin, le vent de moralisme aigu qui agite la classe politique américaine préfère s'acharner sur la vie privée des individus que s'attaquer aux institutions, même lorsqu'elles paraissent grippées. M. Tower a pu le constater. Lui dont la candidature à la direction du Pentagone a été refusée pour « alcoolisme » fut érigé en parangon de vertu il y a deux ans pour présider la commission à laquelle il donna son nom et qui « innocenta » le président...

(Lire nos informations page 2.)



L'assassinat des deux dirigeants indépendantistes canaques

Le FLNKS réaffirme sa fidélité aux accords de Matignon

M. Rocard assistera à Nouméa aux obsèques de Jean-Marie Tjibaou et de Yeiwéné Yeiwéné

Après l'assassinat, jeudi 4 mai, sur l'île d'Ouvéa, de Jean-Marie Tjibaou et de Yeiwéné Yeiwéné, les deux principaux chefs de file du mouvement indépendantiste de Nouvelle-Calédonie, signataires des accords de Matignon, l'Union calédonienne, principale composante du FLNKS, a affirmé qu'elle entend mener à son terme le processus enclenché le 26 juin 1988. « Scellé par le sacrifice, le pro-

cessus ira à son terme », a encore indiqué l'Union calédonienne, avant d'ajouter que ses deux leaders assassinés « laissent un héritage de tolérance et de sagesse que le mouvement se doit d'assumer avec courage et fermeté ».

Vendredi matin, les dirigeants indépendantistes semblaient convaincus qu'un véritable complot avait été ourdi au sein même de la

direction du FLNKS pour éliminer physiquement les dirigeants de l'Union calédonienne.

Le premier ministre, qui s'était exprimé dès jeudi avec émotion et avait réaffirmé l'engagement du gouvernement de maintenir le cap des accords de Matignon, devait quitter Paris, vendredi 5 mai, en début d'après-midi, pour assister, dimanche, aux obsèques des deux dirigeants du FLNKS.

■ Deux hommes qui avaient choisi de faire la paix page 6

■ Djubelly Wéa continuait « sa » guerre page 7

■ Un assassinat mûrement prémédité page 6

■ M. Rocard veut croire que les accords de Matignon n'ont pas été assassinés page 8

■ Les réactions en métropole pages 8 et 9



L'impossible héritage

par Jean-Marie Colombani et Alain Rollat

M. Christian Blanc, l'archimiste discret des accords de Matignon, a trouvé les mots justes pour résumer la consternation de tous les hommes de bonne volonté à l'annonce de l'assassinat, sur cette île d'Ouvéa devenue maudite, de Jean-Marie Tjibaou et Yeiwéné Yeiwéné. Ils étaient, en effet, « de ces hommes qui don-

nent un sens à la vie, donc à l'histoire ».

On n'assassine pas les faiseurs de guerre. On tue les Tjibaou, comme on tue les Jaurès, parce qu'ils incarnent des valeurs qui dérangent. Ces deux Canaques-là sont morts pour avoir tout simplement choisi la paix, envers et contre tous, y compris certains de leurs propres amis, au moment où la Nouvelle-Calédonie basculait dans la guerre civile.

Il fallait que ces deux artisans de la paix se sentent vulnérables pour oser défier ainsi la tragique fatalité qui fait de ce territoire, depuis sa « prise de possession » par la France en 1853, une terre de larmes et de sang.

La réponse du destin a dépassé les limites de l'absurde, en armant contre eux le bras devenu fou d'un autre Canaque. Par un étrange bond en arrière d'un siècle, la communauté mélanésienne, frappée au cœur, revit le même cauchemar que celui qui l'avait traumatisée au terme de la grande révolte de 1878. C'est la main d'un Canaque de Canala, auxiliaire des troupes françaises, qui avait tranché la tête d'Atai, ce grand chef qui ne supportait plus de voir les siens spoliés par les envahisseurs blancs. C'est celle d'un Canaque d'Ouvéa - un ancien pasteur - qui vient d'abattre le chef des révoltés de 1988 - un ancien prêtre - le chef de la tribu de Tiendanite qui lutait contre les mêmes injustices. Mille fois Jean-Marie Tjibaou avait senti autour de lui la menace de l'attentat. Mais pouvait-il concevoir que la mort lui viendrait d'un de ses compagnons d'armes ?

(Lire la suite page 8.)

Le prix du courage

par Daniel Vernet

La plus grande réussite politique de Michel Rocard depuis son arrivée, il y a un an, à Matignon - les esprits les plus critiques disant même la seule vraie - est menacée. Par un règlement de comptes au sein de la communauté canaque. Par le geste d'un fanatique qui n'a pas accepté la démarche réaliste de Jean-Marie Tjibaou : il sursaut sans doute attendu avec patience et détermination l'occasion propice et symbolique de manifester tragiquement son désaccord avec l'œuvre de réconciliation entreprise par le président du FLNKS. Par la disparition d'un des deux hommes sur lesquels reposaient les accords de Matignon : Jean-Marie Tjibaou chez les Canaques et Jacques Lafleur pour les calédoches avaient compris qu'après des années de violence il fallait avoir le courage de faire travailler ensemble les habitants de la Nouvelle-Calédonie, au-delà des différences ethniques et des divergences stratégiques.

Les accords de Matignon sont le fruit d'un double pari contradictoire : en acceptant de repousser jusqu'en 1998 la question fondamentale sur l'avenir de l'archipel, Jacques Lafleur espérait que l'indépendance apparaitrait alors superflue et Jean-Marie Tjibaou espérait que ses frères mettraient à profit ce délai pour se donner les moyens de cette indépendance.

Dans sa mairie de Hienghène, à l'automne dernier, quelque temps après le référendum dont les résultats l'avaient beaucoup déçu, il détaillait avec ravissement les projets de développement économique, social, éducatif, culturel qu'avec « l'aide de la France », il se proposait de réaliser. Comme son lieutenant Yeiwéné Yeiwéné, il avait admis qu'avant d'accéder à l'indépendance les Canaques devaient

apprendre à exercer des responsabilités dans les nouvelles institutions que la République s'engageait à créer en Nouvelle-Calédonie.

Il n'était pas avoué devant les difficultés et insistait toujours sur l'indispensable vigilance. Mais il avait réussi à imposer ses vues à ses frères canaques. Pas à tous, puisqu'il est tombé sous les balles d'un irréductible. Depuis l'automne dernier, la mise en œuvre des accords de Matignon, sans être idyllique, n'a pas connu d'accroc sérieux. Jean-Marie Tjibaou savait qu'ils étaient fragiles et menacés, moins par l'instabilité des gouvernements parisiens, car il croyait à l'engagement de Michel Rocard et du président de la République, que par les extrémismes des deux bords.

Et cette conviction est largement partagée par Jacques Lafleur, qui n'a pas réussi, lui non plus, à convaincre l'ensemble de sa communauté.

Portés par deux personnalités hors du commun pour des raisons diverses et parfois opposées, les accords de Matignon sont aussi l'aboutissement d'une situation devenue insupportable, dont les événements d'Ouvéa au printemps dernier ont été la manifestation la plus dramatique.

C'est pourquoi, malgré l'échec que constitue toujours une mort violente, la disparition de Jean-Marie Tjibaou ne ferme pas tout espoir à l'avenir d'un apaisement durable. Le successeur à la tête du FLNKS n'aura sans doute pas le même charisme : il lui faudra le même courage pour convaincre les siens qu'il n'y a pas d'autre voie raisonnable pour le « caillou » que la compromission.

Manifestations et promesses de « consultations » à Pékin

Ouverture à la chinoise

Après les imposantes manifestations - auxquelles des journalistes participaient pour la première fois - qui ont marqué la journée du jeudi 4 mai à Pékin, les dirigeants étudiants semblaient s'orienter vers une reprise des cours lundi prochain.

PÉKIN
de notre correspondant

Les vingt jours qui ébranlèrent le régime communiste chinois ? Il est bien trop tôt pour savoir si l'agitation étudiante qui a culminé jeudi 4 mai à Pékin avec une manifestation triomphale - et finalement tolérée - sur la place Tiananmen laissera réellement cette marque dans l'histoire

de ce pays. Mais les vingt journées écoulées depuis la mort, le 15 avril, de Hu Yaobang, l'ancien secrétaire général dont la disparition a servi de détonateur à ce spectaculaire regain de contestation, marquent à coup sûr un tournant : l'émergence d'un contre-pouvoir populaire conscient de sa force, rassemblé de manière informelle, et surtout non institutionnelle autour d'étudiants qui ont retrouvé leur position privilégiée de révélateurs des réels tourments de la société chinoise.

C'est le sens de l'ordre donné de retirer, peu après l'arrivée des cortèges étudiants au centre de la ville, la totalité du dispositif massif des forces qui, comme lors de la première grande manifestation, le 27 avril, avaient été déployées pour faire respecter l'interdiction de manifester sur la place Tiananmen. C'est aussi, de manière bien

plus importante pour le régime, la leçon à tirer de la participation sans précédent de journalistes de la presse officielle à un mouvement dont les débordements dans la rue avaient été condamnés au préalable comme « illégaux ».

FRANCIS DÉRON

(Lire la suite page 4.)

Le Monde SANS VISA

Les rivages du Yucatan
après le passage
du cyclone Gilberto

■ Gastronomie ■ Jeux

Pages 13 à 15

هَذَا مِنْ الْأَصْلِ

ÉTATS-UNIS

Le lieutenant-colonel North est reconnu partiellement coupable dans l'affaire de l'« Irangate »

WASHINGTON
de notre correspondant

La « justice » a fini par parler : le lieutenant-colonel Oliver North est coupable, ou du moins un peu coupable, et le « héros américain » pourrait théoriquement se retrouver en prison pour dix ans (la sentence exacte ne sera prononcée qu'en juin). Au douzième jour de leurs délibérations, les douze jurés ont estimé l'ancien « marine » coupable, mais de trois seulement des douze chefs d'accusation retenus contre lui.

La justice, toutefois, peut encore se dédire. Le condamné a immédiatement annoncé son intention de faire appel, et ses chances de succès sont tout sauf négligeables. La procédure, en bonne logique, devrait encore durer des années, si les parties décident d'aller jusqu'à soumettre leur cas à la Cour suprême.

Le verdict « provisoire » est un verdict de compromis, et il a été enfanté dans la douleur, après que les jurés eurent, selon l'un d'entre eux, prié pour trouver une solution. Ces jurés, tous de condition modeste, tous Noirs, et tous assez peu intéressés par l'actualité pour n'avoir jamais entendu parler de l'affaire North avant d'être chargés de la juger, ont fini par se décider au lendemain d'une discrète admonestation du juge, qui avait décidé d'allonger leurs journées de travail, pour hâter le dénouement.

C'est un verdict qui ne satisfait personne, pas même apparemment les jurés qui faisaient une bien triste figure au moment où le juge lisait le fruit de leurs longs travaux. Et c'est aussi un verdict un peu étrange, puisqu'il condamne Oliver North sur des points relativement accessoires - complicité d'obstruction à l'enquête du Congrès (par l'établissement d'une chronologie inexacte des ventes d'armes à l'Iran), destruction de documents, et acceptation d'un don illégal (la fameuse clôture de sécurité installée autour de sa maison après qu'il eut reçu des menaces d'un groupe terroriste - clôture d'une valeur de 13 873 dollars, le prix d'une voiture moyenne).

En revanche, le jury s'est tout de suite débarrassé de crimes qu'il a pourtant confessés - en particulier celui d'avoir menti à diverses commissions du Congrès avant que le scandale n'éclate : mais Oliver North avait fait valoir qu'il croyait servir ainsi la volonté de ses supérieurs, y compris du président Reagan, et bien que, dans ses instructions au jury, le juge Gesell, chargé de la conduite du procès, ait fait valoir que cette explication, juridiquement, ne tenait pas, les jurés l'ont apparemment acceptée.

Celui que le président Reagan considérait, il y a un an encore, comme un « héros américain », a écouté sans broncher, le visage de marbre, la lecture du verdict. L'espace d'un instant, il était redevenu ce parfait officier qui avait tellement impressionné l'Amérique lors des auditions télévisées de l'« Irangate », et c'est aussi sur le ton du brave soldat qu'il a annoncé, peu après, sa volonté de faire appel : « Nous allons poursuivre cette

PANAMA
de notre correspondant
en Amérique centrale

A vingt-quatre heures d'intervalle, les deux grandes coalitions qui s'affrontent dimanche dans les bureaux de vote ont mesuré leurs forces dans les rues de la capitale panaméenne ne réunissant chacune plus de cent mille personnes sur une population totale d'un peu plus de deux millions d'habitants. Dans les deux cas, les orateurs ont adopté un ton très agressif, confirmant les risques d'affrontements civils si, comme le craint l'opposition, les autorités recourent à la fraude mas-



bataille. (...) Nous avons une totale confiance dans le résultat final. En tant que « marine », j'ai appris à me battre, et à me battre durement, aussi longtemps qu'il le faut pour vaincre ».

Pendant les deux mois et demi du procès, c'est pourtant un autre Oliver North qu'on avait découvert, un accusé qui, humblement cherchait à se défendre. Le chevalier de la lutte contre le communisme était pris dans les rets d'une justice tatillonne qui le poursuivait pour de médiocres délits de droit commun.

Les grandes questions - les questions de principe, l'utilisation secrète de l'argent des ventes d'armes à l'Iran - avaient été préalablement mises de côté, faute de quoi on bien le procès n'aurait pu avoir lieu, ou bien il aurait fallu dévoiler des « secrets d'Etat ».

Restait donc l'accessoire, les accommodements qu'Oliver North avait, dans le feu de l'action, pris avec la légalité. Du coup, cet homme - qui au cours des auditions devant le Congrès avait revendiqué comme un honneur le fait de se sacrifier pour couvrir son président - chercha au contraire, au cours de son propre procès, à s'abriter derrière ses supérieurs (« J'étais un pion dans un jeu de géants »).

Trois ans de scandale et de procédure

L'origine de l'affaire se situe fin 1984, début 1985. L'administration Reagan tente une périlleuse et discrète opération de séduction auprès de dirigeants iraniens modérés, dans l'espoir notamment de faciliter la libération d'otages aux Liban. Des armes seront illégalement livrées. Membre du Conseil national de sécurité, le lieutenant-colonel North - à l'insu du président, apparemment - affecte le produit de la vente de ces armes à l'aide militaire des « contras » au Nicaragua, alors que ces derniers sont privés de ressources par le Congrès.

Révélatrice à l'automne 1986, l'affaire devient le scandale de l'« Irangate » et donne lieu en 1987 à une longue enquête parlementaire dont les auditions, au Congrès, se

tandis que son avocat réclamait en vain le témoignage de Ronald Reagan lui-même.

L'ex-« marine » revenu - par force - à la vie civile doit aussi subir les assauts presque haineux d'un autre ancien « marine », le procureur John Kecker, qui poussa l'inconscience jusqu'à comparer l'accusé à Hitler, et parut étonné de sa tranquillité.

Il dut aussi, lui qui naguère était si éloquent, à son côté et brillant défenseur, M. Brent Sullivan. C'était, pour une affaire extraordinaire, un procès ordinaire, morne et souvent pénible.

« Parole de président »

Qui a gagné, qui a perdu ? Le verdict, en fait, est aussi ambigu que l'avait été le procès, le gong a retenti sur des boxeurs les d'un trop long combat, accablés dans un corps à corps confus qui laisse le public perplexe, et toujours aussi divisé.

Le vrai procès, celui qui a permis de poser les vraies questions, tant sur les rapports entre l'exécutif et le Congrès que sur le fonctionnement interne de l'administration Reagan, s'est déroulé pendant l'été 1987 : ce

transformeront souvent en show télévisé.

Le rapport publié en novembre est plutôt décevant. Le président Reagan est blanchi au bénéfice du doute. Impliqué lui aussi, M. George Bush, alors vice-président, n'est pas inculpé et ne sera pas obligé de comparaître - pas plus que M. Reagan - au procès d'Oliver North qui, après avoir été plusieurs fois reporté, s'est ouvert le 21 février dernier.

Patron d'Oliver North au Conseil national de sécurité, M. Robert McFarlane, qui avait plaidé coupable, a été condamné le 3 mars à deux ans de mise à l'épreuve et à une amende de 20 000 dollars pour avoir caché au Congrès des informations sur l'aide clandestine aux rebelles nicaraguais.

furent les auditions de l'« Irangate ». Le procès North proprement dit ne fut qu'un mauvais remake, et ni son déroulement ni son dénouement n'ont ajouté grand-chose à l'histoire.

Sans doute quelques épisodes jusqu'à peu connus ont-ils été évoqués - en particulier un possible arrangement tacite de l'administration Reagan avec le Honduras, qui aurait obtenu une assistance économique en échange de facilités pour les « contras ». Les adversaires de l'ancienne administration y voient la preuve que M. Reagan, en tout état de cause, ne respectait pas la volonté du Congrès, qui, cette année-là (c'était en 1985), n'entendait pas apporter d'aide aux « contras » (il devait rétablir cette aide peu après).

Les faits n'ont pas été prouvés, mais l'affaire a pris un certain relief du fait que M. Bush, alors vice-président, s'était précipité rendu à l'époque au Honduras, et que certains le soupçonnent d'avoir personnellement transmis cette proposition d'échange de bons procédés aux dirigeants de ce pays.

Mais M. Bush a rompu jeudi le silence qu'il avait maintenu pendant la durée du procès, pour affirmer avec la plus grande netteté qu'il n'y avait pas eu de marché de ce type. Et il a mis dans la balance sa « parole de président des États-Unis », ce qui, ajouté à la lassitude générale, devrait mettre un point final à cette affaire de rebondissement.

Certains prolongements mineurs semblent malgré tout inévitables. A l'initiative de certains élus démocrates - et au grand déplaisir de certains de leurs collègues qui sentent que le public en a par-dessus la tête, une commission de la Chambre des représentants a décidé de réclamer des éclaircissements sur les raisons pour lesquelles certains documents présentés lors du procès North à l'exécutif ont été précédemment fournis par l'exécutif aux commissions d'enquête du Congrès sur l'« Irangate ». Faute de telles explications, les membres de la commission menacent de bloquer le versement des fonds humanitaires aux « contras » objet d'un récent accord entre la Maison Blanche et le Congrès.

Et puis, dans sa lenteur majestueuse, cette justice va s'intéresser aux autres protagonistes du scandale. Après avoir dépensé 14 millions de dollars à enquêter sur le cas North, le procureur indépendant Walsh va s'attaquer à celui de l'ancien conseiller en sécurité, et à ce titre, supérieur direct d'Oliver North.

Il faudra également juger l'ex-général Secord, organisateur des livraisons d'armes aux « contras », et puis l'homme d'affaires Albert Hakim, également impliqué. En outre, on demandera périodiquement au président Bush si, au bout du compte, il envisage d'accorder son pardon à Oliver North et aux autres inculpés. Les États-Unis sont sans doute le seul pays au monde où les affaires, mêmes morales, ne sont jamais enterrées.

JAN KRAUZE.

La « guerre des étoiles » et l'alliance atlantique au centre des entretiens entre M. Reagan et M. Chirac

LOS ANGELES
de notre envoyé spécial

La tour, particulièrement élégante, domine Bel Air, le quartier le plus riche sinon le plus chic de Los Angeles. Elle s'appelle Fox Tower, la tour du Renard, et c'est au troisième étage que M. Ronald Reagan a installé les bureaux de la fondation qui porte son nom. C'est là aussi, fidèle en amitié, qu'il a reçu, jeudi 4 mai, M. Jacques Chirac, qui sillonne les États-Unis depuis lundi dernier et doit rencontrer le président Bush lundi prochain à Washington avant de regagner Paris et ses problèmes.

La rencontre entre les deux hommes a duré près d'une heure, a eu lieu en anglais et était placée sous le signe du cheval, tant le bureau de l'ancien président des États-Unis compte de souvenirs célébrant la plus noble conquête de l'homme.

Il ne fut pas plus question du cas du colonel North que des événements de Nouvelle-Calédonie qui préoccupent pourtant beaucoup M. Chirac, même s'il les redoutait depuis son départ de Matignon, mais qui sont royalement ignorés ici.

C'est plutôt du passé qu'a parlé M. Reagan, en particulier de sa rencontre de Reykjavik avec M. Gorbatchev en 1986 qui avait failli aboutir à une mise hors la loi des armes nucléaires. L'ancien président américain, infiniment plus empreint qu'on ne le croit d'un véritable puritanisme antinucléaire, regrette encore aujourd'hui d'avoir vu s'écrouler son projet sur sa fameuse « guerre des étoiles ».

Mais ses propos confirment bien que, à Reykjavik, on est passé extrêmement près d'un renoncement à la dissuasion nucléaire en échange de la perspective lointaine - utopique selon bien des experts - de la mise en place d'un « bouclier » antimissile capable théoriquement de mettre en échec toute attaque nucléaire.

Le raisonnement de M. Reagan était alors, et reste, le suivant : des hommes aussi raisonnables que M. Gorbatchev et lui-même ne seraient pas toujours à pour éviter un malheur. Un nouveau fou, genre Hitler, peut apparaître et ne pas hésiter à déclencher un affrontement nucléaire tant la prolifération est dangereuse. D'où l'importance de l'initiative de défense stratégique (IDS), cette potion magique dont il voulait donner la recette à tous les pays qui en feraient la demande, y compris à l'URSS, pour préserver la planète de tout terrorisme nucléaire.

M. Reagan, on le voit, n'a rien perdu de sa foi en la guerre de l'espace même s'il évite de critiquer M. Bush pour avoir réduit les crédits de l'IDS et il l'approuve dans sa controverse avec la RFA à propos

des missiles à très courte portée (SNF).

De la même manière, il affirme ce jour de l'appel bruyant fourni, dans cette affaire, aux États-Unis par M. Thatcher à laquelle il n'a pas cessé de téléphoner pour réclamer de ses dix ans passés au 10 Downing Street. Mais il est clair que, avec son départ de la Maison Blanche, les États-Unis viennent d'entrer dans une nouvelle phase de leurs relations avec l'URSS : une période moins messianique, plus prudente, plus vigilante.

Le fait devrait devenir patent lorsque l'on comparera avec plus de précision les conclusions auxquelles sont parvenus les experts de l'administration Bush chargés de remettre à jour les objectifs américains.

Une escapade à Disneyland

De nombreux interlocuteurs de M. Chirac le lui ont d'ailleurs confirmé, aussi bien à Cambridge (Massachusetts) lorsque le maire de Paris a eu des entretiens avec des collaborateurs de la Kennedy School of Government et du Center for European Affairs de Stanley Hoffmann, que mardi et mercredi à New-York lors des rencontres avec la direction du *New York Times*, les membres du Council of Foreign Relations et l'ancien secrétaire d'Etat Henry Kissinger.

Même son de cloche jeudi, au sortir de l'entrevue avec M. Reagan lorsque M. Chirac a été reçu à la Rand Corporation, le prestigieux « think-tank » de la côte ouest, avant de se rendre au siège de Northrop, le constructeur, entre autres, du fameux bombardier furtif B-2, et du chasseur bombardier F-18, qui fascine tant la marine française mais auquel M. Chirac a naguère préféré le Rafale.

C'est lundi prochain, après une escapade au Disneyland d'Orlando (Floride), que M. Chirac rencontrera M. Bush, et plusieurs autres membres de l'administration américaine, dont M. Cheney, le nouveau chef du Pentagone.

Deux thèmes tiennent au cœur de l'ancien premier ministre et il les développera à n'en pas douter : ne pas céder sur la demande puérilement allemande concernant l'ouverture de négociations sur les SNF car elle ne peut conduire qu'à une troisième « option zéro », mais favoriser la mise au point d'une solution de compromis pour éviter une grave crise à l'alliance atlantique, persuader les dirigeants américains que la construction européenne en cours ne vise pas à ériger une « forteresse » protectionniste, et qu'il faut éviter à tout prix une guerre commerciale dont tous les participants seraient victimes.

JACQUES AMALRIC.

PANAMA : les élections générales du 7 mai

Un scrutin en forme de règlement de comptes

Plus d'un million d'électeurs panaméens doivent élire, dimanche 7 mai, leur nouveau président, pour un mandat de cinq ans, et procéder au renouvellement des députés à l'Assemblée législative. Après une campagne très vive, une nouvelle période de tension risque de s'ouvrir, alors que les États-Unis multiplient les mises en garde au régime dirigé, de fait, par le général Noriega.

PANAMA
de notre correspondant
en Amérique centrale

A vingt-quatre heures d'intervalle, les deux grandes coalitions qui s'affrontent dimanche dans les bureaux de vote ont mesuré leurs forces dans les rues de la capitale panaméenne ne réunissant chacune plus de cent mille personnes sur une population totale d'un peu plus de deux millions d'habitants. Dans les deux cas, les orateurs ont adopté un ton très agressif, confirmant les risques d'affrontements civils si, comme le craint l'opposition, les autorités recourent à la fraude mas-

sive pour imposer la victoire de leurs candidats.

Les Panaméens se préparent au pire depuis quelques jours. Ils se sont rûs dans les supermarchés pour faire d'importantes provisions et ils ont raffiné tous les stocks de bougies au cas où, comme lors de la tentative de coup d'Etat de mars 1988, l'électricité serait coupée pendant plusieurs jours.

Plus que l'élection d'un président, de deux vice-présidents, de soixante-sept députés et de cinq cent dix représentants locaux, le principal enjeu du scrutin de dimanche reste le maintien au pouvoir ou le départ de l'« homme fort » du Panama, le général Manuel Antonio Noriega.

Accusé depuis deux ans par les États-Unis d'être un maillon important dans le trafic international de stupéfiants, le commandant en chef des forces de défense, qui fut pendant de nombreuses années un fidèle collaborateur de Washington, est le principal obstacle à une victoire de l'Alliance démocratique de l'opposition civique (ADOC).

Mercredi, les « trois chevaliers de la démocratie », comme se désignent eux-mêmes les candidats de

l'opposition à la présidence et à la vice-présidence, ont une fois de plus exigé le départ du général Noriega. « Qu'il s'en aille, qu'il s'en aille », scandait à intervalles réguliers la gigantesque foule réunie entre l'église du Carmel et les banques de l'avenue d'Espagne, lieu traditionnel des manifestations de l'opposition depuis le début de la crise en juin 1987.

Percés sur une tribune formée de plusieurs conteneurs empilés les uns sur les autres, les candidats à la présidence et à la vice-présidence, MM. Guillermo Endara, Arias Calderon, ont mis en garde leurs partisans contre la fraude que le gouvernement préparerait pour « voler l'élection ». Tous les sondages indépendants, ont-ils rappelés, donnent une large victoire à l'opposition. Les deux dernières enquêtes préparées par des instituts vénézuéliens accordent 60 % à l'ADOC et moins de 30 % aux huit partis de la coalition de libération nationale (COLINA), la majorité actuelle.

Jeudi, devant une foule tout aussi imposante mais beaucoup moins attentive, les candidats de la COLINA répliquaient aux accusations de leurs adversaires, leur

reprochant notamment de « participer à un complot avec les États-Unis » pour empêcher l'application des traités de 1977 qui prévoient pour le 1^{er} janvier de l'an 2000 la fermeture des bases militaires américaines (environ 13 000 soldats) et le passage sous contrôle exclusif panaméen du canal de l'Atlantique au Pacifique.

Les « traîtres » de l'opposition

Le candidat officiel à la présidence, M. Carlos Duque, fidèle collaborateur du général Noriega, a consacré l'essentiel de son discours à dénoncer les « traîtres » de l'opposition et les hommes d'affaires « prêts à vendre la patrie aux États-Unis ». Il a évoqué une fois de plus la possibilité d'une intervention militaire des États-Unis : « Nous défendrons notre victoire et nous nous battons dans la montagne si c'est nécessaire », a-t-il ajouté.

La différence entre les deux manifestations était flagrante : les partisans de l'opposition étaient là de leur plein gré et beaucoup avaient fait des kilomètres à pied à

cause de l'arrêt des transports décrétés par les autorités pour punir leurs adversaires ; jeudi, en revanche, le gouvernement avait réquisitionné tous les autobus du pays pour transporter ses partisans et les employés de l'Etat, « convoqués » en bonne et due forme.

Dans le premier cas, l'enthousiasme de la foule était surtout provoqué par les discours des candidats ; alors que, dans le second, il s'agissait plutôt d'un carnaval avec force bière et même de petits orchestres qui couvraient les discours.

Malgré les sondages et l'enthousiasme de leurs partisans, les dirigeants de l'opposition sont préoccupés. Le candidat à la vice-présidence, le démocrate chrétien Arias Calderon, dénonce le « gonflement artificiel des listes électorales qui sont passées de 900 000 à 1 200 000 électeurs depuis le dernier scrutin en 1984, déjà frauduleux ». La commission panaméenne des droits de l'homme estime elle aussi tout à fait anormale cette augmentation subite qui « dénote une intention évidente de recourir à la fraude » en manipulant les listes.

Cela donnerait la possibilité à des partisans du gouvernement - des militaires surtout - de disposer de plusieurs cartes d'électeur avec des noms différents et de se présenter dans plus d'un bureau de vote. M. Arias Calderon constate également que « tout l'appareil d'Etat est au service du candidat officiel y compris le tribunal électoral ». Il dénonce la « campagne d'intimidation et de menaces menés par la presse officielle qui a recouru à des titres d'une violence inouïe comme ceux-ci : « Les quartiers riches seront un champ de bataille » ou « les espions gringos seront exécutés ».

Malgré l'absence de journaux d'opposition, suspendus depuis plus d'un an, les adversaires du général Noriega ont largement accès à la radio et à la télévision, après avoir été interdits d'antenne pendant de longs mois. L'opposition estime cependant que cette apparente « liberté » est relative : liberté d'expression ne doit pas faire illusion et qu'il faut s'attendre, à partir de dimanche, à une réaction violente du régime si sa survie était mise en danger.

BERTRAND DE LA GRANGE.

هكذا من الأصل

Proche-Orient

ISRAËL : l'enquête sur l'affaire de Nahalim

Trois officiers ont été sanctionnés et sept militaires suspendus

JÉRUSALEM
de notre correspondant

« Usage excessif de la force, opération mal planifiée et mal exécutée, comportement contraire aux règlements » : telles sont quelques-unes des conclusions de l'enquête menée par l'armée israélienne à la suite de l'affaire de Nahalim. L'intervention d'une unité de garde frontalière dans le village de Clajordine, au sud de Jérusalem, s'était soldée le 13 avril par la mort de cinq résidents et non sept, comme certaines sources palestiniennes l'avaient annoncé — cependant que de nombreux autres étaient blessés par balles.

Dirigée par un général, l'enquête indique que trois officiers ont été sanctionnés — mutation et réprimande — et que sept hommes de l'unité des gardes frontalières ont été suspendus dans l'attente d'une éventuelle incrimination par la justice.

Avec une vingtaine d'autres gardes frontalières, ils avaient mené dans la nuit du mercredi au jeudi 13 avril (le Monde du 15 avril) une « opération de perquisition » à Nahalim, un village dont la tradition militante remonte aux années 30. Les résidents avaient dénoncé la

brutalité de ce raid, les provocations péloables auxquelles ils auraient été soumis et avaient accusé les gardes frontalières d'avoir ouvert le feu sans discernement.

Le rapport de l'armée donne une version des faits sensiblement différente. Il souligne que cette opération de perquisition, « parfaitement légitime », n'a dégénéré en affrontement que parce qu'une centaine de militants du village se sont opposés aux soldats, leur tendant une embuscade et les harcelant à coups de pierres. Mais les soldats, poursuit le rapport, « ont perdu le contrôle de la situation (...) ont ouvert le feu dans toutes les directions », notamment à partir d'un toit, sans avoir d'abord eu recours à d'autres méthodes (gaz lacrymogène, balles en plastique, etc.), et de manière contraire aux règlements.

Cette enquête fait partie d'une politique de l'État-major destinée à lutter contre les bavures. Un lieutenant-colonel, ancien chef de la région de Naplouse, sera traduit en cour martiale pour avoir ordonné à ses soldats de briser les mains et les jambes de douze prisonniers palestiniens en janvier 1988.

ALAIN FRACHON.

LIBAN

M. Joumblatt critique la mission de la Ligue arabe

BEYROUTH
de notre correspondant

Les deux émissaires de la Ligue arabe ont quitté le Liban jeudi 4 mai sans avoir réussi à ramener pleinement le calme dans le pays. Durant les 48 heures de leur visite, le littoral du « pays chrétien » a été soumis à des bombardements isolés, qui visaient à perturber le trafic maritime vers les ports de ce littoral. A ce sujet, l'émissaire koweïtien n'a pas manqué de souligner que les violations du cessez-le-feu provenaient de l'Ouest.

Antérieurement, M. Walid Joumblatt, chef du Parti socialiste progressiste, avait critiqué certains aspects de la mission de la Ligue arabe en affirmant : « Si l'action des émissaires arabes est fondée sur des baguettes organisées par les puissances de la partition, on est en droit de s'interroger sur la compétence future des observateurs arabes ». Il faisait allusion à un offre offert à Broumana par le Front libanais en l'honneur de M. Lakhdar Brahimi et Abdel Aziz El Jasssem, les deux émissaires arabes.

M. Joumblatt a posé une série de questions concernant la mise en place de l'organisation des observateurs, notamment en ce qui concerne la surveillance de tous les ports afin d'empêcher l'armée libanaise de recevoir des armes de provenance irakienne.

La ligne de position majeure restait, cependant, celle du président syrien M. Assad qui n'avait dit mot

depuis que le général Aoun avait lancé sa « guerre de libération ».

« Si le problème, a déclaré M. Assad à Damas, réside dans les quelques groupes syriens se trouvant en Liban, je pourrais les retirer en quelques heures. Nous sommes habitués en Syrie à affronter les crises et à déjouer les défis (...) Mais nous n'avons jamais permis et ne permetrons jamais la défaite des forces militaires libanaises ».

Ainsi présenté, le retrait de l'armée syrienne amènerait le vide généralisé de chaos, que l'administration américaine redoute par-dessus tout. M. Assad a d'ailleurs relevé qu'avant la « brève » explosion de J.Aman, on parlait de « dialogue et d'entente au Liban », sous les auspices syriens.

LUCIEN GEORGE.

Libération de deux médecins ouest-allemands enlevés dans le sud du Liban. — Deux médecins ouest-allemands enlevés séparés, jeudi soir 4 mai, près de Sakla (sud du Liban), ont été libérés, vendredi à l'aube. Ces deux médecins, M. Heinrich Trubig et M. Peter Schindler, membres de l'organisation humanitaire allemande ASME-Humanitas, avaient été enlevés jeudi soir par des hommes armés au sud de Sakla. Vendredi matin, cependant, un officier chargé de la sécurité au camp de base d'Asme-Humanitas a affirmé que les ravisseurs gardaient toujours en otage leur collègue, un troisième Allemand, M. Marcus Michael, en relation avec l'affaire de Mohamed Ali Hamada. — (AFP, AP.)

Diplomatie

L'institution de Strasbourg fête son quarantième anniversaire

Le Conseil de l'Europe à l'heure de la perestroïka

M. François Mitterrand devait s'adresser vendredi 5 mai à Strasbourg à l'Assemblée du Conseil de l'Europe qui célèbre son quarantième anniversaire. La semaine prochaine M^{me} Catherine Lalumière — seule candidate — devrait succéder à M. Marcelino Oreja au secrétariat général du Conseil.

Le Conseil de l'Europe, qui fête vendredi 5 mai à la fois son quarantième anniversaire et l'adhésion de la Finlande, n'est certes pas devenu ce dont rêvaient pour lui, lors de sa création, les Schuman, De Gasperi et autres pionniers de l'Union européenne. Le sort en fut jeté très tôt : les idées de fédéralisme et de supranationalité se heurtaient aux résistances scandinaves et britanniques et c'est ailleurs, dans la CECA (Communauté européenne du charbon et de l'acier) puis dans la CEE, qu'allaient se retrouver les gouvernements partisans de l'intégration.

Le Conseil, gros producteur de conventions internationales et ins-

trument de recours individuel, il l'est beaucoup plus dans d'autres pays où ses effets se font sentir non seulement dans des affaires individuelles, mais sur des législations nationales qui, dans de nombreux cas, ont dû être modifiées (ainsi par exemple de la législation belge sur les mères célibataires, ou des législations britanniques sur les écoutes téléphoniques ou les châtiments corporels).

Tous les pays membres acceptent désormais la juridiction obligatoire de la Cour européenne des droits de l'homme à l'exception de la Turquie. C'est ce pays qui a donné lieu, au début des années 80, au débat depuis longtemps le plus animé qu'ait connu le Conseil de l'Europe parce qu'il convenait au principe fondamental de cette institution, à savoir l'exigence démocratique. La réaction au coup d'Etat militaire de septembre 1980 fut très lente et la plainte déposée devant la Commission des droits de l'homme par cinq pays membres fut finalement rejetée à l'amiable après un très long examen.

Même si cette affaire laisse encore quelque amertume à Strasbourg, elle aura démontré, par la grande sensibilité avec laquelle les dirigeants d'Ankara l'ont suivie, le poids moral de l'institution et contribué au moins à lever un tabou qui bloquait en Turquie tout débat sur les droits de l'homme et la torture.

Parmi les réalisations plus récentes du Conseil en matière de droits de l'homme, il faut citer le protocole sur l'élimination de la peine de mort, premier traité international sur ce sujet qui coupe la route dans les pays signataires à toute velléité de réintroduction de la peine capitale, ainsi que la nouvelle convention sur la prévention de la torture en vertu de laquelle sera bientôt créé un organe indépendant qui aura droit de visite dans tous les lieux de détention.

Le statut d'invité

Ce n'est que l'un des aspects de l'activité du Conseil, mais d'autant plus important que frappent aujourd'hui à sa porte plusieurs pays d'Europe de l'Est, réclament, qui l'adhésion à la Convention européenne des droits de l'homme, qui la signature, qui diverses formes de coopération dans les domaines juridique et culturel notamment.

Le Conseil devrait créer lors de sa prochaine session parlementaire un statut spécial d'invité (c'est-à-dire un peu plus qu'observateur) permettant à ces pays d'envoyer à Strasbourg des représentants qui auront droit de parole à l'Assemblée. Ce statut ne sera octroyé qu'aux pays respectant l'Acte final d'Helsinki et les engagements pris à la conférence de Vienne sur la sécurité et la coopération en Europe, à condition que leur délégation soit pluraliste.

Le temps est loin où le Conseil de l'Europe était présenté à Moscou et

chez ses alliés comme un « instrument de la guerre froide ». Cette ouverture contrôlée vers l'Est est apparemment la grande aventure qui régénère ces temps-ci une institution quelque peu oubliée et qui se flâte d'accueillir le 6 juillet prochain, à l'issue de sa visite officielle en France, M. Mikhaïl Gorbatchev. On s'attend que le secrétaire général se livre à cette occasion, à un grand développement sur le thème de « la maison commune », et on comprend, étant données les dimensions continentales de cette métaphore qu'il affectionne, qu'il ait préféré cette tribune à celle du Parlement européen, qui en est bien mari.

Les rapports entre les deux institutions, qui cohabitent dans le même palais de l'Europe à Strasbourg, n'ont pas toujours été des plus harmonieux. Mais, là encore, la dynamique nouvelle que connaît la CEE depuis l'adoption de l'Acte unique semble avoir un effet revigorant sur le Conseil de

l'Europe. « La Communauté, dit l'un de ses permanents, n'envisage pas de nouvel élargissement dans l'immédiat. La pression des exclus deviendra de plus en plus forte, et il faudra créer des mécanismes compensatoires ».

Les milieux communautaires semblent avoir pris conscience que le Conseil de l'Europe pouvait aussi servir à cela, et même si l'on a pu voir récemment encore, à propos de la télévision, à quel point la coopération était difficile, les nouveaux dispositifs institutionnalisant les contacts entre l'Europe des Douze et celle des Vingt-Trois devraient permettre de l'améliorer.

CLAIRE TRÉAN

(1) M^{me} Trautmann, nouveau maire de Strasbourg, a remis en cause le projet architectural très contesté de la précédente municipalité.

La Finlande devient le vingt-troisième membre de l'organisation

STOCKHOLM
de notre correspondant

Une vingt-troisième étoile sera ajoutée, le 5 mai, au drapeau bleu du Conseil de l'Europe. Elle représentera la République de Finlande, dernier pays d'Europe occidentale après Saint-Marin, à devenir membre à part entière de l'Assemblée de Strasbourg. Au moment où celle-ci fête son quarantième anniversaire, la délégation finlandaise, conduite par M^{me} Lisa Hellepiel du Parti conservateur, qui dirige le gouvernement de coalition, participera ainsi aux travaux de la quaranteième session du conseil, qui se tiendra la même semaine.

Il aura donc fallu quarante années de réflexion à la Finlande pour rejoindre l'organisation. Ce pays a acquis chèrement sa neutralité au sortir d'une double guerre qui s'était achevée par la signature, le 6 avril 1948, d'un traité d'amitié avec l'URSS dont les termes — c'est moins connu — avaient été dictés par le président Paasikivi. Ce compromis devait permettre à la Finlande d'échapper à son indépendance, mais le néologisme de « finlandisation » qu'il engendra néanmoins, au grand déplaisir des Finlandais, allait devenir aux yeux du monde synonyme d'inféodation à Moscou. En 1980, le président Urho Kekkonen affirmait pourtant, en présence de Mikhaïl Khrouchtchev, alors en visite à Helsinki, que la Finlande conservait son propre système de gouvernement quand

bien même le reste de l'Europe succomberait au communisme...

Dans les années 50, la Finlande se garda d'entrer au Conseil de l'Europe qui avait alors la réputation de participer à la guerre froide. « Helsinki n'aurait pas cela, le Conseil ne représenterait qu'une partie de l'Europe », expliqua M. Eero Salovaara, du ministère des affaires étrangères. A cela s'ajoutait, sur le plan intérieur, l'opposition des communistes. En 1963, la Finlande entama néanmoins une coopération avec Strasbourg et même à plein temps, dès 1970, dans certains domaines. Sur les cent vingt-neuf accords signés par le Conseil, neuf bénéficient aujourd'hui de la participation de la Finlande.

L'évolution de l'idée européenne, les progrès accomplis dans la coopération et l'absence de débat politique intérieur sur une question qui n'était pas considérée de la plus haute importance amènent finalement la Finlande à faire sa demande d'entrée au Conseil. Il lui reste quelques détails « techniques » à régler, notamment la signature de la Convention européenne des droits de l'homme (ce sera chose faite le 5 mai) et certaines modifications à apporter à son code pénal ainsi qu'aux droits des étrangers. Les Finlandais y sont disposés. « Nous voulons, dit M. Salovaara, faire notre entrée aussi nets que possible ».

FRANÇOISE NIÉTO.

L'ancien otage Marcel Carton se plaint d'avoir été « lâché »

L'ancien otage français au Liban Marcel Carton se plaint d'avoir été « lâché » par les autorités françaises. Dans une déclaration à Radio-Monte-Carlo, il affirme : « Nous, les otages, avons été des pions. J'ai l'impression qu'on s'est servi de nous politiquement, et que maintenant nous sommes lâchés par nos dirigeants ».

M. Carton, qui vit à Nice, dresse ce constat amer un an après sa libération — en compagnie de Marcel Fontaine et de Jean-Pierre Kauffmann — qui mettrait fin à un calvaire de trois ans dans les gâches du Jihad islamique.

« Je me sens lésé par rapport à mon administration, les affaires étrangères. Je me sens littéralement lâché, c'est le mot, et, matériellement, je suis gêné », a dit M. Carton. « Je m'attendais à avoir des compensations du fait de mon enlèvement, mais je n'ai absolument rien eu ».

Se disant « déraciné à Nice », M. Carton a déclaré n'avoir pour toutes ressources qu'une maigre retraite. « Tout ce à quoi j'ai eu droit de la part de mon administration, c'est un pécule, et après avoir cotisé à la Caisse nationale de retraite vieillesse, j'ai une retraite de 3 800 francs par mois maximum », dit-il.

M. Marcel Carton, soixante-cinq ans, était le chef du protocole de l'ambassade de France à Beyrouth lorsqu'il avait été enlevé le 22 mars 1985.

● Reprise des négociations de Vienne. — Les négociations du désarmement conventionnel (CDE) et les mesures de confiance et de sécurité en Europe (CSME) devraient reprendre vendredi 5 mai à Vienne après une pause de six semaines. On redoutait du côté occidental que le pacte de Varsovie n'utilise le débat en cours au sein de l'OTAN sur les armes nucléaires à courte portée pour freiner les discussions sur les armements classiques. La première session des CDE s'était achevée sur un désaccord quant aux catégories d'armes à prendre en considération en priorité. Le pacte de Varsovie voulait y inclure l'évitement de combat, les Occidentaux souhaitaient s'en tenir dans une première phase aux moyens d'attaque terrestres. — (AFP.)

● Visite à Bonn de M. Chevvardnadze les 12 et 13 mai. — Le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevvardnadze, se rendra à Bonn les 12 et 13 mai prochains.

M. Chevvardnadze doit arrêter en RFA les derniers détails de la visite qu'effectuera M. Mikhaïl Gorbatchev à Bonn du 12 au 15 juin. Prévu pour la mi-avril, la visite du ministre soviétique avait été reportée en raison des troubles survenus dans la République géorgienne. — (AFP.)

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Faure (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Date de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile des Rédacteurs du Monde, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouts.

Rédacteur en chef : Daniel Verdet.

Correspondant en chef : Claude Siles.

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS

Tél : (1) 45-55-91-92-93-94-95-96-97-98-99

Téléx MONDOPUB 286 136 F

Imprimerie de « Le Monde » 7, rue de Montparnasse, PARIS-XX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

et index du Monde au (1) 42-47-98-81

ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-98-72

TARIF

FRANCE

BENELUX

SUISSE

AUTRES PAYS

3 mois

6 mois

9 mois

1 an

345 F

399 F

584 F

700 F

720 F

972 F

1 400 F

1 630 F

1 889 F

1 404 F

2 840 F

1 300 F

1 380 F

1 800 F

2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements Tél : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse difficiles ou impossibles : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____ Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Europe

PAYS-BAS : élections anticipées en septembre

La « fièvre verte » s'est emparée des Néerlandais

Un désaccord entre chrétiens-démocrates et libéraux sur le financement d'un « plan national pour l'environnement » a entraîné la démission du gouvernement de coalition néerlandais de M. Ruud Lubbers (le Monde du 4 mai). Le premier ministre et son cabinet restent en place pour expédier les affaires courantes jusqu'aux élections législatives anticipées, qui auront lieu le 6 ou le 13 septembre. La crise pourrait cependant aboutir au prochain départ du gouvernement intérimaire de l'un des hommes politiques les plus populaires des Pays-Bas : M. Ed Nijpels, ministre libéral de l'environnement, qui avait été désavoué par son propre groupe parlementaire.

LA HAYE
de notre correspondant

M. Nijpels est le « choucou » des sondages d'opinion, où il n'est devancé que par le premier ministre. Sa cote de popularité est passée de 38 à 43 % d'appréciations favorables entre septembre 1988 et mars 1989. C'est précisément pendant ces six mois qu'une véritable « fièvre verte » s'est emparée des Pays-Bas.

« Aujourd'hui, les Néerlandais sont plus inquiets au sujet de l'environnement qu'au sujet de la criminalité », affirme Peter Nijboer, directeur général de la Fondation Nature et Milieu à Utrecht. Ils sont témoins de beaucoup de petites catastrophes qui se déroulent sous leurs yeux. Régulièrement, la presse annonce la découverte d'une nouvelle décharge illégale de déchets : on a déjà recensé six mille sites dont le sol est

gravement empoisonné. Quant aux pluies acides, les Néerlandais peuvent en voir les conséquences sur les forêts du pays.

Pour ceux qui resteraient aveugles aux conséquences de la pollution de l'air ou de l'eau, l'Institut royal de la santé publique (RIVM) a publié, en octobre 1988, un rapport qui stipule : « Si la pollution n'est pas réduite de 80 % au moins, les Pays-Bas ne seront plus vivables en 2010 ».

Signe qu'une prise de conscience est en cours : les associations de défense de l'environnement accueillent de plus en plus de membres. « Depuis la fin de l'an dernier, nous recevons quatre cents demandes d'adhésions par mois », dit-on à Milieudefensie, une association installée à Amsterdam. « De plus en plus de gens se renseignent », constate M. Ron Van Huizen, de Greenpeace Pays-Bas. Il ajoute : « Avec trois cent cinquante mille membres réguliers et cent cinquante mille donateurs occasionnels, nous pouvons compter sur le soutien financier de 10 % des ménages ».

Le discours de la reine
Aujourd'hui, les Pays-Bas comptent plus de mille associations écologistes. Pourtant, un mouvement « vert » ne s'est jamais organisé. Le Parti vert, qui a participé aux élections européennes de 1984, en présentant, avec plusieurs petites formations de gauche, une liste qui obtint deux sièges, n'est en réalité qu'un appendice du Parti politique radical. Celui-ci, traditionnellement sensible aux thèmes écologistes, est représenté au Parlement de La Haye par deux députés et un sénateur.

Quant aux élus municipaux « verts », leur existence est ignorée des statistiques officielles.

La dispersion du mouvement écologiste semble expliquer son absence du jeu politique proprement dit, lequel, régi par la loi du compromis permanent, fait un peu peur aux militants. Cependant, une évolution se dessine : les questions d'environnement ont joué un rôle, fût-ce d'arrière-plan, dans le débat qui a fait chuter le cabinet Lubbers, et elles figurent en bonne place sur les programmes ou projets de programmes déjà publiés par certains grands partis, dans la perspective des élections législatives. C'est une donnée nouvelle, qui pourrait faire croire aux associations de défense de l'environnement que l'appel lancé au début de l'année : « 1989 doit être l'année de l'environnement », a été entendu.

Les ! La vérité est tout autre, même si les manifestations organisées avec une belle constance par les écologistes ont pu contribuer, au fil des ans, à ce réveil de la classe politique. Cette dernière pense « vert » depuis l'impressionnante allocation de Noël, prononcée l'an dernier par la reine Beatrix. En faisant référence à la Bible et aux rapports entre l'homme et la création, la souveraine avait déclaré, après avoir passé en revue les outrages infligés à l'environnement mondial : « L'environnement est la terre neuve, et l'immensité – la fin de la vie elle-même – devient imaginable ».

La reine Beatrix a l'oreille de l'opinion publique, et sa retentissante intervention devait donner le coup d'envoi d'une mobilisation sans précédent des appareils politiques. Toutefois, il n'était pas prévu que cette « fièvre verte » emporterait le gouvernement.

CHRISTIAN CHARTIER.

URSS

POINT DE VUE

Dans l'attente d'un nouveau Parlement

Le processus électoral s'achève en URSS, où le nouveau Congrès des députés du peuple doit se réunir le 25 mai. Mais la nouvelle organisation du pouvoir législatif crée une situation sans précédent dans laquelle de multiples questions sont encore en suspens.

par Vadim Zagladine (*)

LES premières véritables élections ont suscité un nouvel intérêt parmi la population, une nouvelle confiance en la persévérance. Les électeurs ont, pour la première fois, ressenti la force et l'importance de leur vote, ou choisit leur député entre deux ou plusieurs candidats, donc influer sur l'issue des élections, sur l'avenir du pays.

Le 14 mai, on vota pour pourvoir les 12 % de sièges restés vacants. Le 25 mai, le Congrès des députés du peuple de l'URSS se réunira pour élire à son tour un nouveau Soviet suprême.

En attendant, le pays vit sans Parlement et toute information concernant le nouvel organisme législatif est attendue avec impatience : quels seront son architecture, son règlement, ses droits et ses possibilités ? La seule chose que nous puissions dire à l'heure actuelle, c'est que le Soviet suprême de l'URSS sera incontestablement le premier Parlement parlementaire de notre pays à jouer de droits et de pouvoirs réels. C'est lui-même qui décidera de toutes les questions de procédure, dès qu'il entrera en fonction.

On peut penser qu'il commencera, le premier jour, par élire une commission de travail chargée d'élaborer le règlement. Chacun de ses membres étudiera les règlements des assemblées législatives de divers pays. Puis la commission, utilisant la longue expérience des législateurs de nombreux pays, définira son propre règlement.

M^{me} Mitterrand en Arménie

A peine rentrée de Turquie, où elle s'est rendue dans les camps de réfugiés kurdes irakiens, M^{me} Mitterrand a visité, jeudi 4 mai en Arménie la région dévastée par le tremblement de terre du 7 décembre dernier.

L'épouse du président de la République a notamment passé deux heures à Leninsk, la plus grande ville de la zone sinistrée. Elle y était accompagnée, selon l'agence Tass, par la cosmonaute Valentina Terechkova, première femme à avoir été dans l'espace et aujourd'hui présidente de l'Union des associations d'amitié et des relations culturelles avec l'étranger.

Arrivée à Moscou pour un séjour de trois jours en URSS, M^{me} Mitter-

rand avait été reçue mercredi, en sa qualité de présidente de la fondation France-Liberté, par l'un des vice-présidents du conseil des ministres, M. Yvan Silaev. Selon Tass, l'entretien a porté sur les travaux de reconstruction en Arménie et la participation d'organisations françaises.

L'organe du Parti communiste arménien a annoncé le même jour le limogeage de plusieurs responsables des services de santé arméniens, dont celui du vice-ministre de la santé, en raison de l'état déplorable des services de santé dans la République. Ces limogeages ont été décidés par le comité central du parti local après le décès de treize nouveau-nés en deux semaines dans une maternité. — (Reuter, Tass.)

Le Parlement devra contrôler l'application des lois et des décisions prises. C'est pourquoi le Congrès des députés du peuple élira un comité de contrôle constitutionnel, organe indépendant qui n'aura pas de comptes à rendre au Congrès. Un jour ou deux, il ne sera pas constitué de députés mais de juristes de toutes les Républiques fédérées.

Enfin, naturellement, dans le cadre du groupe parlementaire, on instituera des groupes d'amitié qui établiront des contacts avec les Parlements des autres pays et développeront les relations établies.

(*) Conseiller de M. Gorbatchev, président du présidium du Soviet suprême, pour les questions internationales.

EN BREF

● IRLANDE DU NORD : deux morts dans deux attentats. — L'Armée républicaine irlandaise (IRA) a revendiqué un attentat à la voiture piégée qui a fait un mort, un soldat et plusieurs blessés, jeudi 4 mai, à proximité de Crossmaglen, à la frontière des deux Irlandes. Dans un communiqué, l'organisation a précisé avoir commis cet attentat à l'occasion du dixième anniversaire de l'arrivée au pouvoir de M^{me} Margaret Thatcher. Un gardien de la prison de haute sécurité de Maze (Belfast) a été tué dans un autre attentat à la voiture piégée, à Loughgall, dans le sud de la province. — (AFP, AP.)

● RFA : hospitalisation d'une des détenues de la RAF. — L'une des trente-neuf détenues de la Fraction armée rouge (RAF) en grève de

ITALIE

M. Leonid Pionouchch candidat du Parti radical transnational aux élections européennes

Le dissident soviétique Leonid Pionouchch, de nationalité française depuis 1981, sera un des candidats du Parti radical transnational, sur une liste italienne, aux élections européennes du 18 juin.

Le mathématicien a annoncé le mercredi 3 mai, au cours d'une conférence de presse à Paris, sa candidature, dont le principe avait été retenu lors du congrès du Parti radical transnational (le Parti radical italien, ainsi dénommé depuis janvier 1988), à Budapest, du 22 au 26 avril.

Le parti de M. Marco Pannella ne présente pas de listes propres, s'il figurera sur une liste du Parti républicain (PRI) et du Parti libéral (PLI) — qui font alliance — ou du Parti social-démocrate (PSDI), qui sont susceptibles d'accueillir sur leurs listes et des candidats du Parti radical et des candidats étrangers. Quoi qu'il en soit, M. Pionouchch devrait figurer en position éligible, comme c'est le cas de M. Maurice Duverger, second sur une des listes (l'Italie est divisée en cinq circonscriptions, chaque parti présente donc cinq listes) du Parti communiste italien (le Monde du 29 avril).

Encore faudrait-il savoir quel accueil les Italiens réserveront aux candidatures étrangères. Dans la péninsule, le vote est préférentiel : les électeurs cochent la liste de leur choix et y inscrivent le nom du ou des candidats retenus. Un bon positionnement sur une liste n'est donc pas une garantie en soi.

Engouement pour les candidatures d'étrangers

On peut cependant présumer que l'électorat réagira à l'image de la classe politique, presque unanimement favorable à l'adoption, en janvier dernier, de la loi autorisant les ressortissants des autres pays de la CEE à se présenter en Italie à l'occasion des élections européennes.

Le Parti républicain et le Parti libéral ont fait savoir mercredi qu'ils souhaitent faire figurer Salman Rushdie sur leur liste commune. Outre l'auteur des *Versets sataniques*, les deux formations envisageraient de présenter M. David Steel, un des dirigeants du Parti libéral et démocrate britannique. Le parti d'extrême gauche Démocratie Proletaria (DP) a l'intention, quant à lui, d'accueillir sur ses listes M^{me} Alvaro Reizabal, du Parti indépendantiste basque Herri Batasuna (HB, considéré comme l'alle politique de l'organisation séparatiste ETA), et Danny Morrison, un indépendantiste irlandais du Sinn Féin.

Cet engouement pour les candidatures d'étrangers ressortissants de la CEE risque de se heurter à un obstacle : à la suite de la déposition d'un requête par un citoyen, le Conseil constitutionnel italien devra se prononcer, avant le 18 juin, sur la validité de la loi adoptée en janvier.

MARIE-PIERRE SUBTIL.

Asie

Ouverture à la chinoise

(Suite de la première page.)

Ils étaient peut-être cinq cents — le chiffre officiellement retenu est de deux cents — employés des éditions du régime, y compris de l'agence Chine nouvelle, du *Quotidien du peuple* et d'autres journaux officiels, à s'être joints à la manifestation lorsqu'elle est arrivée sur la grande place centrale, porteurs de banderoles hautement significatives : « L'information doit être véridique », « Le black-out de la presse ne favorise pas la stabilité », « L'ouverture dans les médias favorise la stabilité » et même, à l'adresse des étudiants : « Nous voudrions pouvoir dire la vérité, nous ne pouvons pas sur notre situation ».

Ce furent des retrouvailles épuisantes entre des manifestants appartenant au cœur même du système d'Etat et les étudiants qui, depuis le début de l'agitation, cernaient la presse officielle pour ses articles biaisés par la volonté du pouvoir. Les contestataires leur lancèrent de grands « merci ! merci ! » et, en fin d'après-midi, les journalistes se rendirent au pied de la tour moderne où vient de s'installer l'agence officielle chinoise pour réclamer la liberté d'information.

Manifestation en soi exceptionnelle, mais encore plus remarquable sans doute est le fait que toute la presse officielle en faisait état, sans l'avis du syndicat communiste négatif, vendredi matin 5 mai, comme du reste de l'ensemble de la journée de jeudi avec le déferlement sur la place Tiananmen d'un million trois cent mille personnes en milieu d'après-midi.

Une attitude nouvelle

Et ce n'est pas tout : dans dix grandes villes de province, les étudiants ont manifesté de la même façon le même jour en l'honneur du Mouvement du 4 mai 1919. Nulle part, souligne la presse, n'a été rapporté le moindre incident. A Xi'an, pourtant théâtre d'une émeute le 22 avril, les étudiants ont demandé, et obtenu, l'autorisation de tenir leur cortège.

A Pékin, la manifestation s'est déroulée virtuellement comme celle du 27 avril, avec un soutien populaire qui n'était peut-être pas aussi évident lors de son apogée sur la place Tiananmen, mais bien réel tout au long de son itinéraire dans les quartiers de banlieue.

L'organisation des manifestants a atteint des sommets. Il y avait les points d'arrêt pour les assaillies, le mouvement de chaussonnes perdues dans la bousculade qui remontaient tout le cortège sur son vif afin de redistribuer son bien à chacun, les collectes de fonds sur le parcours, les collectes de fonds où les gens des quartiers venaient leur obéir sous les applaudissements des manifestants. Il y avait aussi les langues qui se déchaînaient en paroles circonstancielles. Ainsi, ce petit vieillard tout sec, sur le pas de la porte de son HLM délabré, qui apostrophait des journalistes en les suppliant de « prendre beaucoup de photos, dire la vérité : tous ces hauts fonctionnaires corrompus, il faut les fusiller, il faut les mettre en prison ».

Preuve supplémentaire de l'attitude nouvelle du régime face à l'agitation, la presse n'a même pas relevé vendredi la bousculade assez sévère

qui s'est produite le matin près du stade couvert, lorsque le principal cortège s'est heurté à un barrage de police appartenant commandé par un officier peu au fait des derniers ordres.

Peut-être, en fait, les policiers s'efforçaient-ils de retarder quelque peu les manifestants, qui, sous le feu du canon, étaient parvenus à s'enfoncer dans le pouvoir pour respecter un honneur très précis. Il ne fallait pas — le régime n'aurait pu le tolérer — que les cortèges débouchent sur la place Tiananmen avant qu'ils ne soient achevés, d'une parade rassemblée officielle organisée par la Ligue de la jeunesse pour commémorer le 4 mai, et d'autre part, le banquet ayant suivi la cérémonie d'ouverture de la réunion annuelle de la Banque de développement asiatique (BAD), en présence de M. Zhao Ziyang, au Palais du peuple, qui borde le côté ouest de la place.

« Calme, raison, retenue »

C'est au cours de cette réunion avec toute la haute fonctionnarie que M. Zhao a donné le signe le plus clair qu'il avait personnellement pris l'affaire en main après son retour à Pékin, dimanche dernier, d'une visite officielle en Corée du Nord. Non seulement les pays avaient commis maladresse sur maladresse. Le chef en titre du régime a déclaré à un certain nombre de représentants de la BAD qu'il rencontrerait après la cérémonie d'ouverture, qu'il considérerait les manifestations « naturellement comme un signe d'instabilité politique », que les manifestants « ne s'opposent en aucun cas » au régime, et qu'en tout état de cause, à son avis, « il n'y aura pas de grandes émeutes en Chine, et les manifestations se calmeront graduellement ». Après un appel à faire preuve de « calme, raison, retenue, ordre et dévotion à la démocratie et à la légalité », qui semble s'adresser autant aux contestataires qu'au régime, M. Zhao a souligné l'ouverture de « consultations étendues » avec non seulement les étudiants, mais aussi les travailleurs, les intellectuels, les cercles non communistes et les personnalités de milieux sociaux divers, sans réserves. L'insistance de ces précédentes déclarations officielles que ce dialogue passe par les canaux du régime, déconcerte.

Bref, le chef du parti, dont les propos s'étaient dans tous les journaux, semble avoir joué de main de maître pour retourner à son profit une situation qui confinait à la catastrophe pour ses pairs jusqu'à ces tout derniers jours. Ce faisant, il a aussi enclenché une situation de fait : la mise à la retraite forcée de M. Deng Xiaoping, qui avait conseillé au premier ministre Li Peng la manière forte face aux tribulations de l'université.

Les petites bouteilles

Les relations de M. Zhao avec le vieux patriarcat sont visiblement tendues après cette épreuve de force entre les tenants des méthodes de gouvernement « à la grand papa » que M. Deng préconisait, et celles qui semblent aujourd'hui prévaloir. Mais sans doute le chef du parti aura-t-il perçu l'ampleur du soutien accordé aux étudiants non seulement par le petit peuple de la rue, mais aussi par quantité de gens bien placés, et même des militaires, dont certains, de rang intermédiaire, se sont exprimés ces derniers temps en termes favorables aux manifestants.

Et il est impossible que personne n'ait signalé à M. Zhao le geste symbolique, provocateur mais aux allures de verdict, de centaines d'étudiants brian au sol des bouteilles de jus de fruit et autres rafraîchissements. Lorsque M. Deng — dont le nom personnel, Xiaoping, est homophone de « petite bouteille », en chinois — passait, à la mort de Mao, revenir bientôt au pouvoir, on accrochait des bouteilles aux arbres pour marquer les maléfices. Aujourd'hui, on les casse.

FRANCIS DERON.


Cent trente « boat people » assassinés en mer de Chine

Des pirates ont massacré quelque cent trente « boat people » vietnamiens qui se trouvaient à bord d'un bateau naviguant en mer de Chine, à la mi-avril, laissant un seul rescapé, a annoncé vendredi 5 mai un responsable du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Selon ce responsable, les pirates ont violé les femmes et les enfants avant de mettre le feu au bateau, obligeant les réfugiés à sauter à la mer.

Les pirates ont frappé les survivants à coups de gourdin et ont tiré sur ceux qui tentaient de s'accrocher aux débris, a indiqué le seul survivant. — (AFP.)

1988 : 365 jours de chocs, d'évolution et d'histoire en 384 pages.

Larousse et Le Monde signent le JOURNAL DE L'ANNÉE édition 1989



هكذا من الأصل

Afrique

SOMALIE

La rébellion a conquis un poste militaire près de la frontière djiboutienne

DJIBOUTI
de notre envoyé spécial

Des combattants — au nombre de trois cents environ selon certaines sources — du Mouvement national somalien (MNS, mouvement de libération contre le régime de Mogadiscio) se sont emparés, lundi 4 mai, après quelques heures d'engagement, du poste militaire somalien de Loyada, dans le nord du pays, à la frontière somalo-djiboutienne, à 17 kilomètres de Djibouti.

Quelques dizaines de soldats des forces régulières somaliennes se sont, en compagnie de personnels administratifs, réfugiés à Djibouti, où ils ont été désarmés. Des blessés par balle ont été soignés dans les hôpitaux de la ville. Les forces régulières somaliennes auraient laissé quatre morts sur le terrain.

Plusieurs centaines de civils se sont pour leur part, réfugiés dans le no man's land qui sépare les postes djiboutiens et somaliens de Loyada, mais les autorités djiboutiennes ont

réussi à les convaincre de regagner le territoire somalien, ce qu'ils ont fait mardi, pour la plupart d'entre eux, affirme-t-on à Djibouti. L'armée de la République de Djibouti a installé un cordon de sécurité à ce point de la frontière.

Rupture du « statu quo »

Il semble que l'attaque du MNS ait été de plus vaste envergure que la seule conquête du petit poste de Loyada, puisque parmi les réfugiés on comptait des habitants de la ville somaliennne de Zella, située, elle, à 45 kilomètres de Djibouti, et plus en profondeur dans le territoire somalien.

Les autorités de Djibouti ne cachent pas leur inquiétude face à cette attaque qui rompt le statu quo, car elles ne veulent surtout pas d'un prolongement sur le territoire djiboutien des problèmes internes à la Somalie.

J.-L. A.

TUNISIE

Libération des derniers détenus islamistes

Tunis. — Les derniers prévenus islamistes emprisonnés pour complot contre l'ancien président Habib Bourguiba ont été libérés, jeudi 4 mai, à l'occasion de la fête musulmane de l'Aïd. Il s'agit d'un groupe de cinquante-deux personnes impliquées dans une tentative de complot en novembre 1987. Ces prévenus faisaient partie d'un groupe dit du Salut national comprenant cent cinquante-sept militants islamistes, en majorité des militaires et des policiers. Le groupe avait été démantelé de vingt-quatre heures par M. Ben Ali, alors premier ministre, qui écarta M. Bourguiba pour « sédition ».

Un premier groupe de soixante-dix personnes avait été libéré en novembre 1988, à l'occasion du premier anniversaire de l'accession de M. Ben Ali au pouvoir. Trente-cinq autres furent élargies en mars 1989.

M. Ben Ali avait annoncé, le 9 avril, qu'il soumettrait à la Chambre des députés un projet de loi portant sur une amnistie générale « pour toutes les personnes ayant été jugées ou fait l'objet de poursuites pour leurs idées ou leur appartenance à une association non reconnue ».

Plus de dix mille personnes détenues, selon les chiffres officiels, ont été graciées depuis l'accession de M. Ben Ali au pouvoir. — (Reuters, AFP.)

Le voyage du pape en Afrique de l'Est

Jean-Paul II remercie le Malawi pour l'accueil des réfugiés mozambicains

Le pape Jean-Paul II termine sa tournée en Afrique et dans l'océan Indien par le Malawi, qu'il quittera, le samedi 6 mai, en milieu de journée pour rentrer à Rome. Arrivé jeudi à Blantyre, il a été accueilli par le président Banda, âgé de près de quatre-vingt-dix ans, dirige ce petit pays depuis l'indépendance, il y a vingt-cinq ans.

Quelque six cent cinquante mille Mozambicains, fuyant la famine et la guerre civile, ont trouvé refuge au

Malawi, que le pape a remercié pour la « générosité » de son accueil bien qu'il s'agisse pour lui d'un « fardeau supplémentaire ». « La situation de votre pays a été rendue encore plus difficile par la sécheresse de l'an dernier, puis par les inondations de ces derniers mois, mais vous avez agi conformément aux meilleures de vos traditions et dans un véritable esprit de compassion », a dit Jean-Paul II avant d'en appeler à « la conscience des autres nations ».

Le Malawi entretenait des relations diplomatiques normales avec Pretoria, l'ambassadeur d'Afrique du Sud figurait parmi les diplomates rassemblés pour la cérémonie d'accueil. Quelques heures auparavant, en Zambie, avant-dernière étape de son voyage dans la région, le pape avait présidé dans la cathédrale anglicane de Lusaka une cérémonie eucharistique à laquelle assistait M. Oliver Tambo, président du Congrès national africain, mouvement anti-apartheid interdit en Afrique du Sud et dont le quartier général en exil se trouve à Lusaka. M. Tambo a déclaré qu'il était anglican et qu'il avait été invité par les organisateurs de la cérémonie. Mais il n'a pas rencontré Jean-Paul II.

Celui-ci a évoqué la situation des

malades du sida en Zambie, au cours d'une messe en plein air à laquelle assistaient plus de cent mille personnes, et notamment le président Kaunda, dont le fils Masungu est mort du sida en décembre 1986. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), plus de 10 % de la population urbaine de Zambie est atteinte du sida.

« L'Eglise donne un message d'espoir à ceux d'entre vous qui souffrent aujourd'hui physiquement ou spirituellement : aux malades et aux mourants, spécialement aux victimes du sida, et à ceux qui manquent de soins médicaux, aux nombreux jeunes au chômage par manque de formation ou d'emplois disponibles, à ceux qui sont réfugiés en raison de bouleversements sociaux », a dit le pape.

(Publié)

THEATRE

"La III^e Nuit des Molières"

Coup de Théâtre dimanche soir sur Antenne 2 avec la III^e Nuit des Molières, présentée par Michel DRUCKER.

Antenne 2 se plaît à ponctuer notre vie quotidienne de l'écho de grands événements uniques et éphémères. Après les "CESARS" et les "7 D'OR", c'est dimanche soir "LA NUIT DES MOLIERES" en exclusivité sur Antenne 2. Présidée par Jeanne MOREAU et présentée par Michel DRUCKER, en direct du Théâtre du Châtelet à Paris, c'est la plus grande nuit du théâtre français. Elle rassemble dans une même ferveur le public et les professionnels de la scène — comédiens, auteurs, metteurs en scène, créateurs de décors et de costumes qui voient leur talent récompensé —. Elle célèbre aussi les plus merveilleux magiciens du spectacle. Hommes et femmes de cœur et de sensibilité, ils auront cette année une pensée pour les deux grands disparus de l'année théâtrale, Bernard BLIER et Jean-Michel ROUZIERE. Fêteront le centenaire de Jean COCTEAU, rendront hommage à l'UNESCO et accueilleront comme un clin d'œil des sketches interprétés par Jacqueline MAILLAN, Jacques DUFILHO et Henri VIRLOJEUX. Antenne 2, en honorant pour la 3^e année — aux côtés de l'Association professionnelle et artistique — tous les métiers du théâtre, prouve son attachement à un art majeur de la création française, véritable pépinière de talents.



Michel DRUCKER anime en direct du Théâtre du Châtelet la III^e Nuit des Molières — Dimanche 20 h 35 sur A2.

LA PASSION DU THEATRE. Cette coopération de la chaîne ne se limite pas à cette seule soirée de fête : la chaîne assure régulièrement la retransmission d'œuvres théâtrales (une douzaine en 1988) reflétant la diversité des genres. Elle offre également à son public l'actualité des planches au travers d'émissions régulières : "COMME SUR UN PLATEAU" de "DIMANCHE MARTIN", "CHAMPS-ELYSEES", "LE GRAND ECHIQUIER", "MARTIN BONHEUR", "DU COTE DE CHEZ FRED". Une actualité également servie par les journaux d'information et un magazine théâtral mensuel : "L'ŒIL EN COULISSES". Dans le même esprit, Antenne 2 réitérera, cet été, la formule des éditions précédentes et proposera chaque semaine aux téléspectateurs une évocation théâtrale de qualité marquée du sceau de sa passion pour cet art majeur.

La III^e Nuit des Molières dimanche 20 h 35 sur Antenne 2.

LA NUIT DES MOLIERES. DIMANCHE 20 H 35 SUR ANTENNE 2



CE SOIR,
COUP DE THEATRE.

La Troisième Nuit des Molières, en direct du Théâtre du Châtelet et en exclusivité sur Antenne 2 : un spectacle fastueux récompensant tous les métiers du théâtre français et présenté par Michel Drucker. Dimanche 20 h 35. Ça c'est de la télé !



Politique

L'assassinat de Jean-Marie Tjibaou et de Yéwéné Yéwéné

Les obèques de Jean-Marie Tjibaou et Yéwéné Yéwéné, assassinés jeudi 4 mai sur l'île d'Ouvéa, en Nouvelle-Calédonie, devraient avoir lieu le dimanche 7 mai. Si les familles des dirigeants indépendantistes acceptent les dispositions envisagées par le haut-commissariat de la République à Nouméa, elles pourraient comporter une cérémonie solennelle à la cathédrale de Nouméa, dimanche matin, en présence du premier ministre Michel Rocard puis des familles coutumières, l'après-midi, dans les tribunes respectives des deux hommes : pour Jean-Marie Tjibaou, à Hienghène, commune de la côte nord-est dont il était le maire ; pour Yéwéné Yéwéné à Maré, l'une des îles de l'archipel.

L'attentat a eu lieu vers 19 h 30, heure locale (10 h 30 à Paris). Les deux responsables du FLNKS étaient arrivés peu auparavant sur l'île d'Ouvéa, pour participer à une cérémonie coutumière à la mémoire des dix-neuf victimes canaques de l'assaut donné à la grotte de Gossanah. Il y a eu un attentat, le 5 mai 1988 à l'aube, par des troupes d'élite de l'armée et de la gendarmerie pour libérer les gendarmes retenus en otage depuis une dizaine de jours par un commando indépendantiste. La cérémonie,

à laquelle assistaient des militants de toutes les composantes du FLNKS venus de l'ensemble du territoire devait mettre fin à l'année de deuil rituelle. Elle se tenait sur le territoire de la chefferie de Wadrilla, au centre géographique de cet atoll éparpillé sur une quarantaine de kilomètres, à quelques pas de la fosse commune où sont enterrés, face à la mer, les dix-neuf militants canaques.

Les informations restent contradictoires sur l'identité de l'assassin du président du FLNKS. Dans un communiqué publié quelques heures après le drame, le haut-commissaire M. Bernard Grasset a affirmé que l'ancien pasteur Djibelly Wéa, figure contestée de la tribu de Gossanah, opposé aux accords de Matignon, avait « tiré à bout portant » sur Jean-Marie Tjibaou et Yéwéné Yéwéné. Les premiers témoignages ne confirment pas cette version. Selon le journaliste d'origine locale, Gilles Ménage, présent au moment de l'attentat, « Djibelly Wéa a tiré une balle en pleine tête sur Yéwéné Yéwéné au moment où celui-ci s'apprêtait à lui servir la main. Un autre coup de feu, qui n'a pas été tiré par Djibelly Wéa, a alors atteint Jean-Marie Tjibaou en pleine tête ».

Interrogé par Europe 1, le numéro trois du FLNKS, Léopold Jorédié, a indiqué avoir vu, après les coups de feu, Djibelly Wéa, son arme à la main, crier : « Vive l'indépendance ! ».

Selon les premiers éléments de l'enquête, Djibelly Wéa a d'abord demandé à la délégation de l'Union calédonienne de se mettre en rang pour que sa tribu vienne se joindre aux autres. A la hauteur de Jean-Marie Tjibaou, il lui a servi la main ainsi que celle de Yéwéné Yéwéné, qu'il a aussitôt abattu à bout portant. Les enquêteurs ignorent encore, vendredi matin, qui exactement avait tiré le président du FLNKS.

Depuis les événements de l'été dernier, deux policiers canaques du corps urbain de Nouméa, formés par le RAID (groupe d'intervention de la police) étaient affectés à la sécurité de Jean-Marie Tjibaou, qui se savait l'objet d'une menace constante. Ils sont intervenus trop tard, l'un d'eux plaquant le délinquant au sol. Dans la riposte des gardes du corps, Djibelly Wéa a été tué et André Tanguy, l'autre assassin présumé, a été blessé au genou. Un ami de Jean-Marie Tjibaou, Jacques Tola, a également été

blessé dans la fusillade, apparemment par André Tanguy.

Selon les enquêteurs, une demi-douzaine d'amis de Djibelly Wéa étaient présents, partie prenante à ce que Léopold Jorédié, qui s'est senti également menacé, a qualifié de « complot ». Les agresseurs étaient porteurs de quelques armes : pistolet, pistolet-mitrailleur, FAMAS — qui avaient été volés lors de l'attaque de la gendarmerie de Fayaoût le 22 avril 1988. Les policiers ignorent vendredi la nature exacte des armes utilisées pour l'attentat : pistolet-mitrailleur ou pistolet. Elles n'ont pas été retrouvées sur place.

Jean-Marie Tjibaou est mort sur le coup et son compagnon quelques minutes plus tard au dispensaire de Fayaoût, où il devait être transporté dans un état de coma dépassé. Leurs corps ont été ramassés à minuit à Nouméa, en présence du haut-commissaire. Les deux hélicoptères Fennec ont également ramassé le corps de Djibelly Wéa, ainsi que deux blessés et les trois hommes qui ont été interpellés par la gendarmerie. Ceux-ci ont été placés en garde à vue. Il s'agit d'André Tanguy, un neveu de Wéa, de Pauline Wéa et de Fessen Yuet, les deux

derniers étant dans un premier temps interrogés séparément.

Le haut-commissaire a demandé l'annulation de deux manifestations indépendantes prévues vendredi pour commémorer l'assaut de la grotte d'Ouvéa, ainsi que de tous les événements sportifs ou culturels. Une information judiciaire a été ouverte pour « meurtres, tentative d'assassinat et complicité ».

A Paris, le premier ministre a été informé vendredi matin après les faits, alors qu'il se trouvait à l'hôtel Matignon. Il a reçu les ministres de l'Intérieur, M. Pierre Joxe, de la Justice, M. Pierre Arthamon, et des DOM-TOM, M. Louis Le Pensec, ainsi que d'une délégation dans l'après-midi. Le premier ministre et le président de la République ont envoyé un message de condoléances aux familles. Dans la soirée, M. Le Pensec est parti pour la Nouvelle-Calédonie. M. Rocard devait quitter Paris pour Nouméa dans la journée de vendredi, accompagné de certains des membres de la mission de dialogue, qu'il avait envoyée sur place en mai 1988, dont M. Christian Blanc. Une manifestation à la mémoire des victimes devait avoir lieu vendredi, à 18 h 30, à Paris.

Mûrement prémédité

NOUMÉA
de notre correspondant

Selon les premiers témoignages recueillis par les organes de presse du FLNKS, Radio-Djido et l'Agence kanak de presse (AKP), l'assassinat de Jean-Marie Tjibaou et de Yéwéné Yéwéné semble avoir été mûrement prémédité et froidement exécuté. La cérémonie coutumière de levée de deuil canaque sur l'île d'Ouvéa, un an après l'assaut de la grotte de Gossanah par l'armée, avait pourtant débuté dans une atmosphère de profond recueillement, laissant difficilement pressager une telle explosion de violence. La délégation conduite par Jean-Marie Tjibaou avait « fait la coutume », selon la règle, aux notables de la chefferie de Wadrilla.

C'est vers 19 heures, alors que le scénario mis au point par Djibelly Wéa est entré dans sa première phase. Le chef des irréductibles de Gossanah a subitement pris la parole pour détailler le programme des cérémonies du lendemain, alors que, visiblement, il n'était pas en charge de le faire. Puis il a demandé à la délégation de Jean-Marie Tjibaou de s'aligner le long de la fosse commune — où sont enterrés les dix-neuf indépendantistes tués il y a un an — afin de permettre aux habitants de Wadrilla de venir les saluer.

Confiant, les amis du président du FLNKS se sont exécutés. Commence la série de poignées de main désirée par Djibelly Wéa. Personne ne se méfie du traquenard qui se reforme. Un garde du corps canaque de Jean-Marie Tjibaou discute paisiblement avec le journaliste de Radio-Djido. Lorsque Djibelly Wéa parvient à la hauteur du chef du FLNKS, il lui tend une main tandis qu'il brandit de l'autre un pistolet automatique et fait feu à bout portant. Dans la foulée, Yéwéné Yéwéné a été, lui aussi, la cible de coups de feu, sans qu'il soit possible de savoir s'il ont été tirés par Djibelly Wéa ou par un de ses complices.

La panique s'empare alors de la foule, qui se disloque dans l'obscurité. Un garde du corps de Jean-Marie Tjibaou riposte et atteint mortellement Djibelly Wéa, qui agonisait sur le sol, continuant à hurler : « Vive Kanaky ! Vive l'indépendance ! ».

FRÉDÉRIC BOBIN.

Consternation à Canberra et à Wellington

Sydney. — Les ministres australiens et néo-zélandais des affaires étrangères ont exprimé leur consternation après l'assassinat de Jean-Marie Tjibaou et Yéwéné Yéwéné. A Canberra, capitale fédérale australienne, le ministre des affaires étrangères, M. Gareth Evans, a déclaré, vendredi 5 mai, « cet acte de violence choquant ». « Jean-Marie Tjibaou était une source d'inspiration pour son peuple et l'un des plus grands apôtres de la modération dans l'histoire récente, trouble, de la Nouvelle-Calédonie », a ajouté M. Evans, qui, accompagné du ministre des affaires étrangères de Papouasie-Nouvelle-Guinée, assistera aux obèques des deux dirigeants canaques le 7 mai à Wellington, le ministre néo-zélandais des affaires étrangères, M. Russel Marshall, s'est dit « profondément attristé » par la mort du président du FLNKS, « homme de conviction et de vision ». « Tous ceux d'entre nous qui l'ont rencontré et le considéraient étaient impressionnés par son courage et sa modération », a souligné M. Marshall. Le premier ministre adjoint, M. Geoffrey Palmer, représentera la Nouvelle-Calédonie aux obèques des deux dirigeants canaques (AFP).

Deux hommes qui avaient choisi de faire la paix

Jean-Marie Tjibaou vivait en bonne compagnie avec la mort. Depuis toujours elle lui était familière. Il faisait même semblant d'en rire, parfois, quand il la remerciait de lui avoir fait grâce de sa propre vie avant même sa naissance le jour où elle lui avait fait cadeau... de la vie de son père. Cet événement presque suranné s'était produit en 1917. Très exactement le jour où les soldats français avaient pourchassé jusqu'au fond de la verte vallée de Tiendanite, au nord de Hienghène, pour les décimer, les Canaques qui avaient pris le parti d'Aïana, le grand chef rebelle de la tribu des Poyes. Il y avait des hommes mais aussi des femmes et des enfants parmi ces villageois en fuite. Et parmi ces femmes, il y avait sa grand-mère. Touchée dans le dos par un coup de fusil, elle était tombée sur le champ. L'enfant qu'elle portait dans ses bras, Wenceslas, avait roulé à ses pieds, miraculeusement indemne. Ce jour-là, déjà, la mort avait joué avec les Tjibaou.

Plus tard, Wenceslas avait appris à son propre fils, Jean-Marie, que la mort n'est finalement qu'un état transitoire puisque tout Canaque naît physiquement de sa terre natale, par l'intermédiaire d'un élément naturel — l'arbre, le rocher, la tortue, le requin, le tonnerre... son totem ! — et que son enveloppe physique est de toute façon vouée à retourner à la terre tandis que son esprit reste éternel.

Bardé de cette certitude, le jeune Jean-Marie Tjibaou aurait sans doute vécu heureux, loin des envahisseurs blancs, Canaque tranquille parmi d'autres Canaques tranquilles, au milieu des carrés d'ignames qu'il allait apprendre à bichonner, torse nu, les pieds enfoncés dans la glaise, si sa chère vallée de Tiendanite n'avait été conquise, après cette révolte de 1917 par un soldat d'un autre genre, le Père Rouel. Un missionnaire de choc, un évangéliste de combat, une sorte de John Wayne de la catéchèse catholique dont la stature et le tempérament impressionnaient tout le rure voisinage, marchant à la tête d'une troupe de soldats.

Et comme ce bon curé avait pris la famille de Wenceslas Tjibaou sous sa protection, pour qu'elle ne quitte plus le droit chemin, ce qui devait arriver — selon les saintes Ecritures — arriva : Jean-Marie Tjibaou prit le chemin de l'école religieuse de Canala. Il avait huit ans. Le Père Rouel avait tracé sa voie : il irait ensuite au grand séminaire de Paita et ferait un bon prêtre mélanésien. N'était-il pas un bon élève ? Facétieux, certes, mais appliqué, et tout le monde l'adorait. Il n'avait qu'un péché mignon : le football. Quel avant-centre ! Son vieux ami François Burck, son cadet de trois ans, qui fréquentait les mêmes dortoirs, au séminaire de Paita, n'a pas oublié les mémorables parties jouées en sa compagnie : « C'était un fonceur... ».

Pudique, peu disert, Jean-Marie Tjibaou n'aimait pas parler de lui-même et surtout pas de sa jeunesse. Il n'a jamais vraiment raconté sa fracture intérieure de 1954. Cette année-là, il a vingt ans lorsqu'il revient pour la première fois auprès des siens, à Tiendanite. Après dix ans d'absence. On l'honore, on l'admire. Wenceslas, son brave père, est le plus fier des hommes. Lui, Jean-Marie, éprouve, au contraire, un effroyable vertige : il ne reconnaît plus ses sept frères et sœurs qui le regardent comme un étranger. Pis ! Il ne comprend plus la langue vernaculaire de sa tribu. Lui qu'on destine à enseigner aux autres Cana-

ques, il découvre avec effarement qu'il n'est même plus capable de parler à David, Louis, Tarcisse, Vianney... à sa famille.

Cette hantise ne quittera plus Jean-Marie Tjibaou. Elle le tenaillera encore quand il sera ordonné prêtre, en 1963, après avoir fait son noviciat à l'île des Pins. Elle le poursuivra quand il partira prolonger ses études à l'Institut socio-économique de Lyon, puis à la Sorbonne, en section d'ethnologie, et à l'Ecole pratique des hautes études. Depuis qu'il a réalisé que les écoles des églises peuvent rendre le Cana-



que étranger à ses frères, Jean-Marie Tjibaou doute que l'on puisse être, en même temps, prêtre et Canaque sur cette terre de Nouvelle-Calédonie marquée par les stigmates du colonialisme. Depuis aussi qu'il s'est senti impuissant, avec sa seule parole d'homme de foi, devant la misère des siens, il dira lui-même à quel point son ministère lui ouvrit alors les yeux « sur les difficultés des gens, sur la misère et l'exploitation ». C'est cette crise d'identité qui le conduira, après la mort de son père, à renoncer à la prêtrise, en 1970, pour ne pas rester enfoncé « dans un ghetto mystico-religieux sans prise de responsabilité réelle dans la société ». A dire « zut » au Père Rouel — Dieu ait son âme ! — et « oui » à la souriante Marie-Claude Wetta avec laquelle il a fondé l'Association mélanésienne pour le développement social et culturel, après l'avoir rencontrée au service administratif de l'éducation de base », comme on appelle à l'époque les activités d'assistance aux tribus canaques.

Prêtre et militant

En 1977, la calédonie souveraine entend pour la première fois parler d'un jeune Canaque pacifiste et trapu que les autres « indigènes », comme on dit à Nouméa, disent promis au plus bel avenir. Le fils sortant de Hienghène, Yves Devillelongue, de vieille souche calédoine, avait prévenu ses amis au soir d'une entrevue avec ce « prêtre défroncé » venu se plaindre de la diagenèse du bétail et de l'étroitesse des terres laissées au Canaque de la région : « En 1917, ils bouffaient encore du Blanc, les Canaques, mais faut voir comment il s'est porté celui-là ! (1) ». Il n'en revient pas d'avoir perdu le titre de la municipalité au profit du fils de Wenceslas, que le parti du député Rock Pidjot, l'Union calédonienne, vient de porter à sa présidence et qui ne s'était manifesté publiquement, jusqu'à, que par l'organisation d'un festival culturel, Melanesia 2000, en 1974.

Jean-Marie Tjibaou engage sa vie militante dans une autre dimension.

Deux mois après les élections municipales, le huitième congrès de l'Union calédonienne oppose un mot d'ordre modéré au premier indépendantiste officiel du territoire, Yann Céron Urege, l'ancien président de l'Assemblée territoriale, devenu séparatiste parce que le président Valéry Giscard d'Estaing n'a pas daigné lui accorder audience. « L'autonomie, explique-t-il, est l'étape qui doit normalement conduire les habitants de la Nouvelle-Calédonie à l'indépendance ». Deux ans plus tard, en 1979, Jean-Marie Tjibaou, élu conseiller territorial dans le canton du Front indépendantiste, pousse les feux : « L'indépendance est pour 1980 », affirme-t-il.

Un chef est né. Il devient en juin 1982, après un renversement d'alliances survenu au sein de l'Assemblée territoriale, à l'instigation de M. Christian Nucchi, le principal dépositaire du pouvoir exécutif en succédant à la vice-présidence du conseil de gouvernement de la Nouvelle-Calédonie.

Le don de se faire aimer

Bon gestionnaire, modéré dans ses prises de position, se préoccupant essentiellement des dossiers relatifs au développement économique et social, Jean-Marie Tjibaou s'impose peu à peu comme l'interlocuteur privilégié du pouvoir central. Avant d'acquiescer une stature internationale qui lui permettra, quelques années plus tard, de faire condamner la France par l'ONU.

Déjà à cette époque, Jean-Marie Tjibaou fait équipe, à l'état-major du front indépendantiste, avec un grand gaillard taillé de fer, expert en gestion, membre de l'UCP depuis 1971, élu en 1977 conseiller territorial des îles Loyauté, un homme chaleureux dont il aime le sourire et la solidité, Yéwéné Yéwéné, « Yéwé » pour les intimes. Déjà ces deux-là ne se quittent plus. Et déjà la mort tourne autour d'eux. Elle frappe, en septembre 1981, le secrétaire général de leur parti, Pierre Declercq, un autre ancien séminariste, un Ch'timi, assassiné par un inconnu parce que capable de sympathie pour les Canaques. Premier coup d'une atroce série... Mais comment résumer une avalanche d'absurdités ?

Jean-Marie Tjibaou possédait un don qui transcende souvent toutes les difficultés, celui de se faire aimer par ceux qui l'approchaient. Aimer et respecter. Comment ne pas éprouver de l'estime pour ce pacifiste convaincu qui, le soir même de l'assassinat de deux de ses frères, Louis et Tarcisse, dans l'embuscade de Hienghène, en décembre 1984, lançait un appel à la non-violence, alors que le successeur de Pierre Declercq au secrétariat général de l'UC, Eloi Machoro, promu « chef de guerre » du FLNKS, se préparait à des représailles ? Pour cet homme qui s'exprimait d'une voix douce, lentement, en pesant chaque mot, et qui expliquait à ses jeunes fils, menacés d'enlèvement par des militants d'extrême droite au moment de la prise d'otages d'Ouvéa : « Si l'on me demandait de choisir entre vous et nos frères d'Ouvéa, je devrais choisir nos frères d'Ouvéa... ».

Mais, insidieusement, la mort resserait son fil. La pire épreuve, la plus sordide, Jean-Marie Tjibaou l'avait subie après l'exécution d'Eloi Machoro et de Marcel Nonnaro par les tireurs d'élite du GIGN, en janvier 1985, lorsque certains des militants indépendantistes de Canala lui avaient fait l'injure de croire que ces

deux compagnons de lutte avaient pu être « éliminés » avec son accord. Ces insinuations, nées sur les murs de Nouméa à l'initiative d'extrémistes calédoins, lui avaient laissé une amertume indélébile, malgré le pardon coutumier qu'il avait accordé en 1988 aux gens de Canala. Une amertume presque aussi insupportable, bien que d'une autre nature, que l'écroulement qu'il avait ressenti en octobre 1987, lors du verdict d'acquiescement prononcé par des jurés de Nouméa en faveur des meurtriers de ses frères. Pour la première fois, Jean-Marie avait



montré au public le visage d'un homme assailli : « Avons-nous encore quelque chose à nous dire ? », avait-il lancé à ces hommes qui se prétendaient juges et qui révélaient soudain en lui une pulsion refoulée depuis son enfance au plus profond de lui-même et parfaitement maîtrisée, sauf en certains moments de lassitude : l'aversion de l'homme blanc, paradoxalement indissociable de l'humanisme chrétien chez cet être pétri de deux cultures.

Il avait laissé le champ libre à « Yéwé ». Un « Yéwé » déchaîné, qui avait abandonné les colliers de fleurs de son époque hippy, qui ne disait plus « nous vaincrons parce que nous sommes les plus faibles », qui ne se référait plus à la non-violence des paysans du Larzac pour expliquer la stratégie du FLNKS. Un « Yéwé » qui prédisait, au contraire : « La violence va pointer son nez ». Et lorsque M. Bernard Pons, le ministre des DOM-TOM du gouvernement de M. Jacques Chirac, avait enterré prématurément le FLNKS, au lendemain de l'illustre référendum du 13 septembre 1987 boycotté pacifiquement par les indépendantistes, Jean-Marie Tjibaou s'était borné à annoncer, pour sa part : « Les moribonds seront au rendez-vous ». Ils furent, en effet, au rendez-vous tragique d'Ouvéa.

Avant même ce drame, dont les suites allaient conduire à sa mort, le président du mouvement indépendantiste, élu à ce poste par les siens en 1984, écrivait, à propos justement de l'échec politique de sa stratégie de non-violence à l'occasion de ce référendum superflueté : « Prévoir en ce moment des actions d'envergure, c'est parler sur sa propre mort pour alerter l'opinion nationale et internationale. Cela suppose que l'on se mette d'accord pour se poser en victimes résolues à gagner sans violence. C'est prendre le risque de se faire tuer en continuant à avancer quel que soit le nombre des victimes. Quant à moi, je suis prêt. Mais à partir de combien de morts faudra-t-il changer de tactique ? » Question sans réponse jusqu'au 22 avril 1988.

Ce n'est pas parce que cet homme était plus proche de Gandhi que de Kadhafi (n'en déplaise à ceux qui voient la main de Tripoli dans tout) que le FULK de Yann Céron Urege qu'il était pour autant un saint. Paysan madré, cachant un esprit vif derrière une bonhomie à toute épreuve, Jean-Marie Tjibaou pratiquait parfaitement l'art du dialogue des tâches et, au besoin, du double discours. En outre, Yéwéné Yéwéné avait parfaitement remplacé Eloi Machoro dans le registre du lieutenant qui crie tout fort ce que le commandant ne fait que chuchoter. Tout son combat militant s'inspirait d'un avis reçu naguère, à Alger, d'experts du FLN : « La France n'a pas de parole, elle ne connaît que les rapports de forces... ».

A partir du moment où, au printemps 1988, l'état-major du FLNKS avait décidé de laisser à ses « comités de lutte » locaux une entière autonomie pour la mise au point des opérations de « boycottage actif » des élections régionales imposées par Jacques Laffleur à la date du 24 avril — le même jour que le premier tour de l'élection présidentielle — Jean-Marie Tjibaou savait qu'il aurait à assumer de nouvelles violences. Pourtant, rien n'avait permis de mettre en doute sa sincérité lorsqu'il avait exprimé son effarement devant le bilan sanglant de l'attaque de la brigade de Fayaoût. Il n'avait pas pardonné à « Yéwé » de lui avoir caché le détail de ce qui se tramait là-bas.

Trop de sang. Il ne faut plus jamais ça

Les autres signataires des accords de Matignon n'oublieront pas les larmes qui montèrent aux yeux de Jean-Marie Tjibaou, au cours de cette nuit historique du samedi 25 au dimanche 26 juin 1988, lorsqu'il évoqua le carnage d'Ouvéa : « Tout ce sang, encore du sang, trop de sang ! Il ne faut plus jamais ça ! ». Cette nuit-là, il fallait choisir : « Continuer à s'entretenir ou construire pour l'avenir ». L'ancien prêtre avait choisi la vie. Contre l'avis de « Yéwé », loyalement résigné, pourtant, à « s'enfoncer dans le trou avec lui », il avait choisi de faire la paix. Contre l'avis de son parti, ulcéré par la poignée de main accordée à son vieil ennemi Jacques Laffleur. Seul contre tous et pourtant vainqueur, quelques semaines plus tard, grâce à la force de ses convictions. En ces circonstances, Jean-Marie Tjibaou avait confirmé sa stature d'homme d'Etat. Et l'impossible s'était produit en soit dernier : le pontife de Canaque, celui-là même que « Nouméa la blanche », il y a à peine quelques mois, vouait à la prison, avait été applaudi, en compagnie de M. Michel Rocard et Jacques Laffleur, à l'hôtel de ville du chef-lieu. Il en était resté les mains jointes comme dans une prière muette, figé, assommé par tant d'incongruité. Il en avait même oublié ce rabat-joie d'Ouvéa qu'il avait croisé sur son chemin, à Paris, à la veille de la signature des accords de Matignon et qui avait tant insisté, à sa sortie de prison, pour exposer personnellement son point de vue à M. Rocard, exiger la libération des preneurs d'otages incarcérés. Cet ancien pasteur qui, lui, ne riait jamais, Djibelly Wéa, son frère de sang, le masque annonciateur de sa mort.

ALAIN ROLLAT.

(1) Cité par Lionel Duroy dans Hienghène, le désespoir calédonien (Barrault).

هنا من الأصل

Politique

et le sort des accords de Matignon

Djubelly Wéa continuait « sa » guerre...

Pour tous ceux qui l'avaient approché, Djubelly Wéa, le meurtrier présumé de Jean-Marie Tjibaou et de Yeiwéné Yeiwéné, n'avait rien d'un assassin en puissance. A la tribu de Gossamah, au nord de l'île d'Ouvéa, son clan faisait même, depuis des générations, autorité en matière de sagesse. Cet homme de quarante-quatre ans à la barbe grisonnante, aux traits fins et à la voix douce, exerçait un extraordinaire ascendant sur ses amis. Les militants s'adressaient à lui, il se plaisait à leur raconter, depuis un an, qu'au cours de son bref emprisonnement en métropole, pendant l'été 1988, après l'attaque de la brigade de Fayao, il avait constaté que « les Français de France sont plus gentils et plus justes, avec les Calédonniens, que ceux de Nouvelle-Calédonie ».

C'est presque naturellement que les missionnaires protestants en avaient fait un pasteur. Jusqu'à ce que ses options politiques en faveur de l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie et son engagement militant au sein du mouvement Partir de libération kanak (PALIKA) lui valent d'être considéré par les auto-

rités religieuses comme un berger suspect.

Djubelly Wéa avait poursuivi son sacerdoce en marge du temple et ses frères canaques lui en avaient été reconnaissants. Ils l'avaient élu, en 1983, conseiller municipal d'Ouvéa, puis, en 1985, conseiller régional des Îles Loyauté. La réputation de son Ecole populaire kanak (EPK) avait vite fait le tour de « Kanaky » et il avait même été question d'installer à Gossamah la première université du FLNKS.

Une zone retranchée

Par la force des choses, cet homme s'était ainsi retrouvé en première ligne quand l'armée française avait engagé la chasse aux présumés d'otages, en avril 1988. Il avait même été présenté, à tort, au début de l'enquête, comme le meneur du « commando » contre la brigade de Fayao. Malade et alité depuis plusieurs jours, il avait été arrêté et incarcéré à la prison de Bois d'Arcy pour avoir refusé de coopérer avec les forces de l'ordre.

Djubelly Wéa avait été libéré au moment où se négociaient les

accords de Matignon et il avait tenté, en vain, de convaincre Jean-Marie Tjibaou et les autres délégués du FLNKS de l'associer aux discussions avec le premier ministre. Cet homme fier et combatif avait été d'autant plus vexé de leur refus que, en tant que chef spirituel de la tribu de Gossamah, il se sentait redevable à l'égard des familles de ceux de ses militants qui avaient été tués lors de l'assaut contre la grotte ou emprisonnés.

Depuis un an, Djubelly Wéa poursuivait donc « sa » guerre solitaire au nord de l'île d'Ouvéa, transformée par ses soins en une zone retranchée, de facto indépendante, hors la loi. Les autorités publiques ne s'y aventuraient plus et ne parvenaient pas à convaincre les hommes de la tribu de restituer deux fusils d'assaut et deux pistolets-mitrailleurs volés le 22 avril 1988 à la brigade de Fayao.

En bandoulière, sur son tee-shirt rouge, Djubelly Wéa arborait en général un fusil de chasse de calibre 12. Il montait la garde, nuit et jour, en compagnie de plusieurs dizaines d'adulés et de quelques adultes disposant de bons maîtrise de transmissions. Il expliquait aux rares visiteurs qu'il enten-

daient demeurer à l'avant-garde de la « lutte de libération ». Car il ne faisait aucun doute à ses yeux que l'état-major du FLNKS avait « trahi » en signant les accords de Matignon.

En état de psychose

Djubelly Wéa éprouvait à l'égard des chefs du FLNKS, qu'il avait ouvertement contestés lors des dernières réunions générales, un vif ressentiment, mais ses divergences n'étaient pas seulement politiques. A ses yeux, c'étaient les dirigeants de l'Union calédonienne, au premier rang desquels Jean-Marie Tjibaou et Yeiwéné Yeiwéné, qui portaient directement la responsabilité du dramatique bilan des événements d'Ouvéa. Il les accusait d'avoir incité les militants à passer à l'action sans les avoir consultés, soutenus par le déclenchement d'opérations similaires contre les brigades des deux autres îles de Lifou et de Maré, comme cela avait été - disait-il - initialement prévu. Il leur reprochait surtout d'avoir donné des consignes de guerre puis d'avoir « trahi » en recherchant la paix. Et Djubelly

Wéa, dont la logique se voulait implacable, avait décidé de continuer le combat envers et contre tous, contre l'ennemi invisible sur son île.

« Après ce qui s'est passé chez nous, nous expliquait-il en octobre dernier, il est très difficile, humainement, de dire « oui » à Mitterrand et à Lafleur : comment leur dire « oui » après ce qu'ils ont fait à ma tribu ? Nous, nous avons perdu dix-neuf combattants et nous n'allons pas les retrouver. » L'ancien pasteur avait appelé à boycotter le référendum du 6 novembre. « Ce qui nous concerne, ajoutait-il, c'est de maintenir la mobilisation. Les accords de Matignon nous ont été imposés sans nous consulter. Quant j'étais à Paris, en juin, j'ai recherché le dialogue : je voulais participer, mais on me l'a refusé. Malheureusement, il est très difficile pour nous de cautionner cette politique. Dix ans c'est trop long. Notre souveraineté, notre indépendance, ne sont pas négociables. »

Malgré la modération observée sur le terrain par la plupart des présumés d'otages bénéficiaires de la loi référendaire d'amnistie et remis en de guerre puis d'avoir « trahi » en recherchant la paix. Et Djubelly

opposant les militants du nord de l'île à ceux du centre et du sud, d'accord avec l'état-major du FLNKS. Les élections municipales y ont été annulées.

Isolé depuis un an, tenu à l'écart de toute application des accords de Matignon, vivant en état de psychose, l'ancien pasteur, qui avait perdu plusieurs membres de sa propre famille au cours de l'assaut contre la grotte de Gossamah, a voulu donner, semble-t-il, une dimension coutumière à sa vengeance en commémorant son geste le jour même de l'anniversaire de cet événement, alors que Jean-Marie Tjibaou et Yeiwéné Yeiwéné bénéficiaient de l'hospitalité des chefs coutumiers locaux. Cette charge symbolique ne rend son crime que plus irrationnel.

A.B.

INFORMATION

« La Marche du Siècle »

Le nouveau regard sur la vie après un face-à-face avec la mort...

Rescapés d'accidents impressionnants, de catastrophes naturelles ou de conflits, victimes de maladies graves ou incurables... tous, personnages d'exception parce que confrontés à la mort, miraculeusement en vie ou en sursis... Le thème abordé lundi soir par Jean-Marie CAVADA : « LA VIE A UN FIL », est tout à la fois grave, douloureux et porteur d'espoir.

DES SISMOGRAPHES

Au-delà des témoignages et reportages aigus « LA MARCHÉ DU SIECLE » soulève une série de questions que le téléspectateur se pose dans le flot d'informations quotidiennes déversées par les médias, souvent fugaces et difficiles à décoder.

Comment les victimes dans le coma trouvent-elles la force d'en sortir, de « revivre » ? Comment peut-on transformer sa vie, la réorganiser ? Quel regard porte-t-on sur son existence nouvelle et l'humanité quand on a frôlé la mort ?

Au-delà de ces questions qui seront débattues lundi, se révèle l'ambition de l'émission de permettre au téléspectateur de décoder les interrogations d'aujourd'hui et de demain : l'euthanasie, les jeux, l'amour, la pédagogie, la génétique, la justice, la pollution de la planète, les nouveaux pauvres... les tendances majeures de notre évolution, et les grands courants qui feront l'époque future.

C'est en quelque sorte, en sismo-graphes, que Jean-Marie CAVADA et Jean-Pierre BERTRAND abordent mensuellement « LA MARCHÉ DU SIECLE » en enregistrant ainsi les vibrations de notre époque.



Jean-Marie CAVADA propose avec Jean-Pierre BERTRAND mensuellement sur ANTENNE 2, le lundi à 20 h 35, « LA MARCHÉ DU SIECLE ».

UNE RESONANCE MEDIATIQUE

« LA MARCHÉ DU SIECLE » est aussi un spectacle, événementiel et retentissant. Elle doit à son caractère bimédia d'être à la fois très documentée et vivante. En associant régulièrement à son émission un grand journal qui apporte la matière d'une enquête préalable et donne à « LA MARCHÉ DU SIECLE » toute sa fécondité.

Homme des aventures intellectuelles, CAVADA bondit d'image en imagination, porté par une équipe de choc de grands reporters. Avec son charisme qui lui permet d'animer le dialogue du public et de ses invités prestigieux, il lance un défi ambitieux : déchiffrer notre avenir. ANTENNE 2 relève avec lui ce défi, en présentant ce grand magazine d'information à l'heure de grande écoute. La qualité de la réflexion pour un vaste public : c'est cela sa mission de chaîne journalistique.

« LA MARCHÉ DU SIECLE », mensuel le lundi à 20 h 35, sur Antenne 2.

LA MARCHÉ DU SIECLE LUNDI 20 H 35 SUR ANTENNE 2.

LES ACCROS DE LA VIE



S'accrocher à la vie avec une étonnante volonté, s'apercevoir que jamais le fil n'avait été aussi mince, assister à sa propre renaissance... Les invités de Jean-Marie CAVADA témoignent sur le thème de « la vie à un fil » dans « La Marche du Siècle », Lundi 20 h 35. Ça c'est de la télé !



PASSIONNEMENT

Politique

Le premier ministre veut croire que les accords de Matignon n'ont pas été assassinés

« La Nouvelle-Calédonie, maintenant, a besoin de plusieurs mois sans qu'on parle d'elle ». C'était dimanche 30 avril, à la préfecture de Saint-Denis-de-la-Réunion. M. Michel Rocard s'entretenait à bâtons rompus avec les journalistes qui avaient accompagné son voyage dans l'océan Indien. Il expliquait, une nouvelle fois, combien le « feu avec le temps » est au cœur de sa démarche, notamment sur le « caillou ». Quatre jours après, la Nouvelle-Calédonie revient, de la façon que l'on sait, à la « une » de l'actualité.

Au-delà de l'aspect tragique des événements d'Ouvéa, on ne peut pas s'empêcher de penser que M. Rocard n'a pas de chance. La conclusion des accords de Matignon sur la Nouvelle-Calédonie, quelques semaines seulement après sa nomination à la tête du gouvernement, restait, à l'approche du premier anniversaire de cette nomination, le seul succès incontestable, et presque incontesté, de M. Rocard : en dehors de la gestion, discutée, des conflits sociaux, le premier ministre

ne reconnaît-il pas lui-même que les grands « chantiers » ouverts pendant cette année produiront leurs résultats seulement à moyen ou à long terme ?

Premier grand dossier de M. Rocard, la Nouvelle-Calédonie est aussi, sans doute, celui dans lequel il s'est le plus investi, non pas seulement politiquement, mais affectivement. Il suffisait, jeudi après-midi, d'observer le premier ministre debout dans le salon jaune de Matignon — où furent précédemment signés les accords — le visage fermé, la voix nœudée par l'émotion, paraissant au bord des larmes en évoquant la mort de Jean-Marie Tjibaou, pour comprendre ce que représente la Nouvelle-Calédonie pour M. Rocard.

C'est pourquoi l'Hôtel Matignon veut croire que les accords de 1988 n'ont pas été assassinés en même temps qu'un de ses artisans. L'entourage du premier ministre s'efforçait, jeudi après-midi, de ne pas dramatiser et observait que toutes les réactions canaques eurent

gistrées en Nouvelle-Calédonie convergent pour affirmer que les accords de Matignon existent toujours. Un proche collaborateur de M. Rocard déniait même, dans l'immédiat, le qualificatif de « politique » à un acte qu'il qualifiait de « crime d'État commis d'assaut pur et simple », avant d'ajouter qu'en tout état de cause, l'assassinat de Jean-Marie Tjibaou, très marginal, ne représentait que lui-même.

Les rapports de M. Le Pen

Pour le reste, c'est M. Louis Le Pen, ministre des DOM-TOM, parti dès jeudi soir, en compagnie de M. Jean-François Mérie, chargé du dossier calédonien au cabinet du premier ministre, qui doit fournir au gouvernement les éléments qui lui permettront de se déterminer. M. Le Pen se rendra compte à Paris plusieurs fois par jour. En attendant ses premières analyses, l'Hôtel Matignon se garde de toute conclusion définitive, y compris sur l'interprétation même du geste des meurtriers.

Première préoccupation : manifester la solidarité du gouvernement avec les Calédoniens, affirmer que le processus de paix continue, assurer l'ordre public sur le territoire où, disait-on à Matignon, les premières réactions étaient proches de l'hébétéisme, plus que de la colère.

L'implication personnelle de M. Rocard dans cette affaire, est telle qu'on imaginait aisément que son premier mouvement serait de se rendre sur l'archipel pour les obsèques des deux dirigeants abattus. Ainsi en a-t-il été décidé vendredi matin 5 mai. Le premier ministre devait quitter Paris dans l'après-midi pour Nouméa, afin d'assister, le 7 mai, aux obsèques.

Autre question en suspens : le maintien des élections provinciales prévues le 11 juin. Matignon jugeait jeudi après-midi que l'on verrait très vite, en fonction des réactions sur place, si ces élections sont possibles ou non. Si elles sont maintenues, le décret les organisant devrait être signé aux alentours du 10 mai au plus tard.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

Au siège parisien du Front

Des militants

« un peu perdus... »

« C'est arrivé le jour de ma fête, je ne suis pas prêt de l'oublier. A l'instar de nombreux membres de la communauté canaque de Paris, Sylvain, un jeune métis, ne comprend pas comment un Mélanésien a pu assassiner les deux principaux responsables du FLNKS. C'est un comble, explique-t-il, au nom de l'indépendance du peuple kanak, Djubelly Wéa a bafoué la coutume en tuant Yeiwéné Yeiwéné alors que celui-ci lui tendait la main. »

Il y a seulement quinze jours, le secrétaire général du FLNKS s'était envolé de Nouméa en compagnie de Sylvain et de quatre autres Mélanésiens, venus à Paris suivre un stage prévu par les accords de Matignon. « Nous sommes les premiers vivants de l'application de ces accords », se félicitent encore ces futurs canaques et rédacteurs de télévision. « Pourvu que cela dure... »

Sitôt connue la nouvelle de l'assassinat de Jean-Marie Tjibaou et de Yeiwéné Yeiwéné, tous les cinq avaient rejoint les autres membres de la communauté canaque au local du FLNKS, rue de la Glacière à Paris. Là, de part et d'autre du petit couloir d'une dizaine de mètres où se bousculent journalistes et sympathisants, des portes s'ouvrent sur des petits groupes, silencieux, rassemblés autour d'un poste de radio ou d'un téléphone.

Il y a un an, l'assaut contre la grotte de Gossanah

22 avril 1988 : début des événements d'Ouvéa. Attaque, sur l'île, de la brigade de gendarmerie de Feytaud par un « commando » du « comité de lutte » local du FLNKS. Quatre gendarmes sont tués, deux blessés, vingt-sept pris en otage.

24 avril : élections régionales boycottées par le FLNKS, tout comme le premier tour de l'élection présidentielle. Situation insurrectionnelle dans plusieurs zones, à Canala en particulier.

26 et 27 avril : établissement du contact avec la « grotte sacrée » de Gossanah, où sont détenus les otages, qui sont rejoints par neuf nouveaux prisonniers, dont le chef du GIGN et six de ses hommes.

3 mai : à la suite d'un échange de lettres, notamment avec le général Vidal, sur place, MM. François Mitterrand et Jacques Chirac donnent leur feu vert politique pour l'opération « Victor » (assaut de la grotte).

5 mai : assaut par l'armée de la grotte. Les otages sont tous libérés sains et saufs. Dix-neuf militants canaques sont tués ainsi que deux militaires.

15 mai : nomination de la « mission chargée de rétablir le dialogue » coordonnée par le préfet Christian Blanc.

26 juin : signature des accords de Matignon.

Le chef de l'UPM a précisé que le FLNKS devrait poursuivre la voie tracée par Jean-Marie Tjibaou, suivant laquelle « la revendication du peuple kanak passe par un autre chemin que celui des blessés, des morts et des orphelins ».

Dans l'assistance, composée de quelques deux cent cinquante personnes, en majorité des jeunes, c'est la consternation. Les quelques Mélanésiens présents, les yeux rouges, sont désorientés dans la foule, muets dans leur douleur. Au sein des petits groupes de militants de SOS-Racisme et des mouvements alternatifs ou d'extrême gauche, on se communique, à mi-voix, les derniers éléments d'information recueillis à la radio. Imprimés à la hâte dans l'après-midi même, des portraits, en noir et blanc, des deux responsables assassinés circulent, ainsi que des badges pour la « Kanaky libre socialiste ».

Alain Krivine, secrétaire général de la LCR, Pierre Juquin, ancien candidat communiste renouveau à l'élection présidentielle, Harlem Désir, président de SOS-Racisme, ou encore l'ancien sénateur communiste du Val-de-Marne Charles Lederman, coïté de son écharpe tricolore, sont également venus témoigner de leur soutien.

Dans le local du FLNKS, les responsables indépendantistes tentent maintenant de préparer le rassemblement du lendemain, à la Bastille, initialement prévu pour commémorer les événements tragiques d'Ouvéa. Pris sous le feu des questions de journalistes, ils répètent mécaniquement qu'ils « ne s'attendaient pas à ça » et que, en dépit de leurs déclarations rassurantes, ils se sentent, pour l'heure, « un peu perdus ».

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE.

Le FLNKS, une coalition hétérogène

Jean-Marie Tjibaou présidait l'Union calédonienne, la principale composante du Front de libération nationale kanak socialiste, et son parti avait confirmé sa nette prédominance aux dernières élections municipales en contrôlant douze des trente-deux maires du territoire, soit une de plus qu'auparavant. Il avait lui-même été réélu maire de Hienghène.

C'est le Parti de libération kanak (PALIKA), son aile gauche marxisante, longtemps la plus intrinsèque, qui avait confirmé sa progression à l'issue du scrutin en disposant de quatre maires, et en enlevant en particulier celle de Poindimié, localité frontalière de la côte est, grâce à l'un des plus proches collaborateurs de Jean-Marie Tjibaou, M. Paul Néaoutyia.

L'influence de l'Union progressiste mélanésienne (UPM), dirigée par M. Edmond Nékiri, est limitée à certaines tribus de la Grande Terre. Celle du Parti socialiste de Kanaky (PSK) est circonscrite aux rares calédoches et Européens partageant les options indépendantistes.

Quant au Front uni de libération kanak (FULK), que dirige le turbulent Yvan Clément Urgel, il est le seul « groupe de pression » du FLNKS à entretenir des liens épisodiques avec Tripoli (où il envoie régulièrement quelques « stagiaires » pour de brefs séjours de propagande) et à s'opposer ouvertement aux accords de Matignon. Son influence est plutôt en baisse si l'on en juge encore par les résultats des élections municipales, depuis lesquelles il ne contrôle plus aucune mairie.

L'Union des syndicats des travailleurs kanaks et exploités (USTKE) est également membre du FLNKS, dont le mode de fonctionnement se fonde sur l'activité, dans chaque commune, de « comités de lutte » locaux disposant d'une large autonomie et associant en général toutes les tendances, y compris parfois les militants du mouvement Libération kanak socialiste (LKS) conduit par M. Nidoloh Nissouf, grand chef de l'île de Maré, qui n'est pas membre de cette coalition hétérogène.

L'impossible héritage

(Suite de la première page.)

Celle-ci est en tout cas une calamité pour les Mélanésiens eux-mêmes, pour l'ensemble des Néo-Calédoniens et pour le gouvernement.

La communauté mélanésienne est en effet affaiblie et divisée par le double assassinat d'Ouvéa. Elle est privée de son seul fédérateur, de celui qui avait pour son peuple non seulement un projet, mais aussi et surtout le sens du temps. Personne ne paraît en mesure, dans l'immédiat, de succéder à Jean-Marie Tjibaou à la tête d'une coalition aussi hétérogène que le FLNKS.

Le maire de Hienghène n'avait pas de dauphin. Ou plutôt si, mais Yeiwéné Yeiwéné est mort avec lui. Le numéro trois du mouvement indépendantiste, Léopold Jorédié, ne dispose pas de la même légitimité. L'un des plus proches confidents de Jean-Marie Tjibaou, François Burck, lui aussi ancien prêtre et responsable indépendantiste, a trop vécu dans l'ombre pour pouvoir s'imposer rapidement.

Une jeune personnalité émerge, certes, depuis quelques mois, celle de M. Paul Néaoutyia, élu en mars maire de Poindimié, mais ce proche collaborateur de Jean-Marie Tjibaou n'appartient pas à l'Union calédonienne, puisqu'il milite au PALIKA (Parti de libération kanak), l'aile marxisante du FLNKS.

La communauté canaque est cruellement divisée, entre ceux qui, à l'Union calédonienne, continuent de soutenir les accords de Matignon et ceux qui, minoritaires, prônent la guerre d'indépendance. « Il y a au sein des partis indépendantistes un mouvement qui se fait, et qui prône l'élimination physique des responsables de l'Union calédonienne », a affirmé M. Jorédié.

Le vide laissé par la disparition de Jean-Marie Tjibaou crée une situation d'autant plus dangereuse que les pulsions extrémistes risquent de ne plus rencontrer aucun frein. En outre, la nouvelle génération canaque, plus jeune, plus dure, est aussi beaucoup plus loin de la France que Jean-Marie Tjibaou.

Il faut avoir l'ignorance et l'inconvenance d'un Bernard Pons pour continuer à imputer la responsabilité de la violence à un homme qui se réferait en permanence aux idéaux républicains. C'est Jean-Marie Tjibaou, d'ailleurs, qui avait suggéré à M. Rocard de choisir la date du 14 juillet prochain pour faire entrer en application le nouveau statut du territoire, en s'inscrivant ainsi dans le cadre du Bicentenaire de la Révolution.

Le risque de radicalisation

Tous les Calédoniens, sans exception, sont également atteints par ce drame. M. Lafleur l'a d'ailleurs parfaitement compris, qui a aussitôt incité les responsables du FLNKS à « ne pas abandonner ». Lui aussi doit faire face à ses propres extrémistes. Et la tentation peut se faire jour, dans la communauté calédoche, d'exploiter sans tarder l'affaiblissement du mouvement indépendantiste, et d'encourager ainsi un retour à la radicalisation.

Enfin, le coup porté à la paix atteint également de plein fouet le gouvernement. Même si la réaction immédiate de l'Union calédonienne est d'affirmer qu'elle entend bien « mener le processus » des accords de Matignon « à son terme », chacun mesure à quel point le dispositif mis en place l'an dernier se trouve fragi-

Les réactions après le double

M. Mitterrand : « Une immense perte »

Le président de la République a adressé à M. Tjibaou, jeudi 4 mai en fin d'après-midi, le message suivant :

« Mes pensées vont vers vous, vos enfants, votre famille déjà si cruellement éprouvée. La tragique disparition de Jean-Marie Tjibaou est une immense perte pour le peuple canaque et la Nouvelle-Calédonie, au service desquels il avait consacré sa vie. Aujourd'hui, tous les hommes de bonne volonté se sentent personnellement frappés. Jean-Marie Tjibaou nous montrait ce que le cœur, l'intelligence et le courage, alliés à l'esprit de tolérance, peuvent accomplir. Il fut toujours au premier rang de ceux qui tracèrent

l'avenir de la Nouvelle-Calédonie. Nous sommes tous comptables de son héritage. Dans la douleur que vous frappe et qui endeuille la France tout entière, je tiens à vous assurer de ma grande peine et de mes sentiments douloureux. »

A M. Yeiwéné, M. François Mitterrand a écrit : « La mort de votre mari atteint douloureusement tous ceux qui l'ont connu. Sa personnalité, son dévouement, son souci du bien de sa communauté resteront dans les mémoires. Je vous exprime mes douloureuses condoléances pour vous-même et vos enfants et vous assure de mes sentiments d'affection personnels. »

M. Rocard : « Poursuivre l'œuvre de réconciliation et de justice »

M. Michel Rocard a fait, jeudi 4 mai en fin d'après-midi, la déclaration suivante :

« Jean-Marie Tjibaou est mort, assassiné. La communauté canaque a perdu un leader générique. La Nouvelle-Calédonie un homme de réconciliation, et moi un ami. Yeiwéné Yeiwéné, son compagnon de longue date, est mort, lui aussi, assassiné en même temps. Tous deux étaient des hommes de courage et de responsabilité. »

« Le sang avait cessé de couler en Nouvelle-Calédonie depuis bientôt un an. On le devait largement à Jacques Lafleur et Jean-Marie Tjibaou, dont la ténacité au service de la paix avait été sans faille. Quels que soient les rêves criminels de ceux pour qui les armes et la mort doivent avoir le dernier mot, je sais que la réconciliation se faisait jour en Nouvelle-Calédonie. Et je sais aussi que la volonté de Jean-Marie

Tjibaou était que cela continue et que cela se renforce. »

« A M. Tjibaou, à M. Yeiwéné, à leurs enfants, à la communauté canaque, à la Nouvelle-Calédonie tout entière, je veux dire mon émotion. »

« Le gouvernement, pour sa part, dans le respect de la mémoire de Jean-Marie Tjibaou, entend poursuivre l'œuvre de réconciliation et de justice à laquelle Jean-Marie Tjibaou a justement, personnellement, tellement contribué. M. Le Pen, le ministre des départements et territoires d'outre-mer, portera ce soir-même pour Nouméa, pour exprimer à la communauté et à la Nouvelle-Calédonie en deuil la solidarité du gouvernement. »

« Le message de Jean-Marie Tjibaou et de Yeiwéné Yeiwéné ne sera pas oublié. »

M. Lafleur : « Un drame pour la Nouvelle-Calédonie »

M. Jacques Lafleur, député (RPR) de la Nouvelle-Calédonie, signataire avec Jean-Marie Tjibaou des accords de Matignon, a déclaré, vendredi 5 mai, à Nouméa, que l'assassinat du président du FLNKS et de Yeiwéné Yeiwéné « est un drame pour la Nouvelle-Calédonie », qui était « aux portes

de la réussite, aux portes de la véritable paix. »

Évoquant les conséquences possibles du double assassinat, le président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR), qui s'exprimait sur Radio Rythme bleu, station proche de son mouvement, a déclaré qu'il n'y avait « pas encore de réponse », mais des « hypothèses ». « Celle que je formule, a-t-il dit, c'est que les militants de l'Union calédonienne (principale composante du FLNKS - NDLR), en dépit de ce meurtre qui les atteint dans ce qu'ils sont, dans ce qu'ils avaient décidé de faire, n'abandonneront pas ; qu'ils sauront trouver plusieurs personnes pour occuper — ce qui sera difficile pour eux — la place de Jean-Marie Tjibaou. »

Ce drame et l'« action qui va être poursuivie » méritent « réflexion », a souligné M. Lafleur, ajoutant que les moments et la réflexion qui suivent de tels bouleversements sont « difficiles ». Le député a, par ailleurs, déclaré qu'il avait eu, en apprenant le double assassinat, « une réaction de révolte, parce qu'il y a bien longtemps, a-t-il dit, que j'explique qu'il demeure la Nouvelle-Calédonie un certain nombre d'individus qui n'ont à la bouche, dans les cœurs et les esprits que la violence, la vengeance, la mort ».

M. Lafleur a indiqué qu'il avait dit à Jean-Marie Tjibaou, « il y a très peu de temps », qu'il fallait « qu'il soit très prudent, parce que, [...] dans certains esprits, qu'il ne fallait pas que les choses s'arrangent ». « Je regrette qu'il n'ait pas pris de précautions, a-t-il ajouté, et, en ce qui me concerne, j'ai un grand sentiment de tristesse. Le député a expliqué qu'il avait l'impression d'avoir parcouru un long chemin, et il s'est demandé s'il avait, aujourd'hui, « le courage et la volonté de recommencer. »

M. Dick Ukeiwé, sénateur (RPR) de la Nouvelle-Calédonie, s'est déclaré « doublement consterné par ce drame ». « Je suis consterné politiquement, mais, aussi, coutumièrement, car Yeiwéné Yeiwéné était mon cousin germain, a-t-il expliqué. Cet assassinat survient à un moment où l'on avait réussi à retrouver une période de paix pour construire ensemble et en toute fraternité. »

M. Ukeiwé a ajouté que les deux victimes étaient des responsables qui, « enfin, avaient compris qu'il fallait dialoguer, vivre ensemble et trouver des solutions dans le cadre des accords de Matignon. »

JEAN-MARIE COLOMBANI et ALAIN ROLLAT

Inquiétude à g

Le drame d'Ouvéa, qui a coûté la vie à deux dirigeants kanaks, Jean-Marie Tjibaou et Yeiwéné Yeiwéné, a provoqué une vive inquiétude dans la communauté kanake de la Nouvelle-Calédonie. Les responsables du Front de libération national kanak socialiste (FLNKS) ont exprimé leur profond chagrin et leur détermination à poursuivre la lutte pour l'indépendance. Ils ont également déploré l'assassinat de deux hommes qui étaient des symboles de la paix et de la réconciliation. Les militants du FLNKS ont tenu une manifestation à Nouméa, où ils ont défilé sous des banderoles portant des slogans en faveur de l'indépendance. Ils ont également brûlé des effigies de la France et de la République. Les autorités françaises ont condamné l'assassinat et ont promis de faire justice. Elles ont également annoncé qu'elles poursuivront le processus de paix initié par les accords de Matignon. Cependant, les tensions restent élevées et la situation reste instable. Les responsables du FLNKS ont déclaré qu'ils ne se laisseront pas intimider et qu'ils continueront à lutter pour l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie. Ils ont également appelé à la solidarité entre tous les Kanaks. Les autorités françaises ont réaffirmé leur engagement à respecter les accords de Matignon et à promouvoir la paix et la réconciliation. Elles ont également annoncé qu'elles vont renforcer la présence de la gendarmerie sur l'archipel. La situation à la Nouvelle-Calédonie reste donc tendue et incertaine. Les prochaines semaines seront décisives pour l'avenir de la Nouvelle-Calédonie.

Politique

assassinat d'Ouvéa

Inquiétude à gauche et à droite

L'assassinat de Jean-Marie Tjibaou et de Yvonne Yvonne a provoqué à gauche une indignation mêlée d'inquiétude. Celle-ci est partagée à droite, où certains ont exprimé moins d'émotion.

Les assassinats du président du FLNKS, Jean-Marie Tjibaou, et de sa femme Yvonne ont provoqué à gauche une indignation mêlée d'inquiétude. Celle-ci est partagée à droite, où certains ont exprimé moins d'émotion.

Les assassinats du président du FLNKS, Jean-Marie Tjibaou, et de sa femme Yvonne ont provoqué à gauche une indignation mêlée d'inquiétude. Celle-ci est partagée à droite, où certains ont exprimé moins d'émotion.

M. Waechter : « la main tendue »

Le Grand-Orient de France, qui avait été associé, en la personne de son ancien grand-maître, M. Roger Laroche, à la mission du dialogue, envoyée par M. Michel Rocard en Nouvelle-Calédonie en mai 1988, a rendu hommage aux deux dirigeants canaques, « amis jusqu'au sacrifice de sentiments de fraternité ».

étaient toujours libres de leurs actions que j'ai écrit les plus expressives réserves quant à des espoirs que l'on pouvait fonder après les accords de Matignon.

M. François Léotard et les autres dirigeants du Parti républicain n'ont fait aucun commentaire. Le Mouvement des jeunes républicains, tout en exprimant « son indignation et sa très grande émotion », estime que « force est de constater que l'on n'appelle pas impunément la violence et que les passions les plus vives ne s'éteignent pas avec la signature d'un accord ».

M. Le Pen : « déception »

Pour M. Pierre Méhaignerie, le président du FLNKS était « un homme qui refusait l'humiliation et souhaitait ardemment la paix, la concorde et la présence de la France ». Le président du CDS s'est déclaré « triste pour les Calédoniens qui perdent un leader capable de les conduire sur la voie de la réconciliation et de la paix ».

Polémique à FR 3

La Société des journalistes et certains syndicats de FR 3 ont adopté, jeudi 4 mai, une « motion de défiance » à l'encontre du directeur de la rédaction nationale, Gérard Decq, et du rédacteur en chef du « 19-20 », Yves Dubois. Ils accusent ces deux responsables d'avoir voulu ouvrir l'édition du « 19-20 » de jeudi sur les résultats des « Quatre jours de Dunkerque » alors que l'assassinat de Jean-Marie Tjibaou et de Yvonne Yvonne faisait la une de l'actualité.

Cette version des faits est totalement démentie par M. Decq. « Nous avions prévu ce jour-là de réaliser l'édition du « 19-20 » en direct d'un petit village du Nord, Cassel, qui était le théâtre d'une manifestation cycliste. Yves Dubois et moi-même y étions donc partis. Mais dès l'annonce de l'assassinat des deux leaders canaques, nous avons décidé de bouleverser totalement nos éditions. S'est ensuivie une série de malentendus. » Entretenus ? « J'ai la conscience tranquille, mais je suis troublé de constater que, en l'absence des deux principaux responsables du jour, une motion de défiance a été adoptée sur des bases erronées ».

Bicentenaire

Trois cent mille personnes ont assisté à la reconstitution du défilé des Etats généraux

Trois cent mille personnes ont assisté, jeudi 4 mai à Versailles, à la première grande cérémonie de la célébration du Bicentenaire de la Révolution française : un défilé costumé pour commémorer la « procession du Saint-Sacrement », qui

avait précédé, deux siècles plus tôt, en présence du roi Louis-XVI, l'ouverture des Etats généraux. Dans la tribune officielle, le comte de Paris assurait que c'était là sa seule participation aux évocations de 1789...

Ouverture à Versailles

Ravi, Alain Decaux était ravi. Le ministre chargé de la francophonie et ci-devant historien en rêvait depuis si longtemps : « Revivre quelque chose de comparable à l'ouverture des Etats généraux ». Jeudi 4 mai, la ville de Versailles, avec l'aide de la Mission du Bicentenaire de la Révolution française et aussi du conseil général des Yvelines, frappait les trois coups de la commémoration de 1789. A deux cents ans de distance, jour pour jour, c'était la reconstitution du défilé des mille deux cents députés des Etats généraux à la veille de leur première réunion.

Reconstitution est bien le mot. De l'agile Notre-Dame, paroisse du roi, à la cathédrale Saint-Louis, cavaliers et figurants empanachés ont lentement processionné en souvenir de cette journée à la fois grave et heureuse où tout allait devenir possible. Gardes à cheval à bonnet noir et plumet rouge, moines récollets tonsurés de frise - ceux-là mêmes qui refusèrent quelques jours plus tard au Tiers Etat, chassé de la salle des Menus Plaisirs, l'hospitalité de leur couvent - précédant de peu justement les membres du Tiers Etat, boucles noires sous leur tricorne et clerge en main. Nobles dont la robe noire avait reçu le privilège de s'orne de passementerie d'or. Bas clergé en surplis blanc, haut clergé en canal violet. Sous les broderies du dais, l'archevêque de Paris portant l'ostensorio. Le roi, prostré devant le descendant de carrosse et saluant comme un ordinaire président de la République. Et le peuple enfin, ribaudes et turbanes, dansant au son d'une Carmagnole qui ne fleurait que trois ans plus tard.

Ce fut bien la seule partie du cortège où la vie ne put se retenir de faire quelque bruit. Car, devant, la cohorte n'avait pas eu le loisir de la reconstitution et l'alignement. Le 4 mai 1789, les trois cent mille « âmes » rassemblées étaient dans l'attente. Une attente tremblante au seuil d'un événement attendu. Les Etats généraux ne s'étaient pas réunis depuis 1615. Ils étaient là, tout à coup, sous les yeux. Jeudi, à Versailles, les spectateurs, en nombre identique, attendaient une célébration. En dépit des banquettes et du dais onduleur en majesté au-dessus des têtes, ce fut un peu comme une procession sans la foi. Les mêmes cris reconstruits de « Vive le roi ! » ou « Vive le Tiers ! » n'y purent rien.

Alain Decaux l'avouait : « Jamais je ne l'avais vu à ce point : parce qu'il était deux fois plus nombreux que ceux de la noblesse et du clergé, les députés du Tiers Etat étaient déjà vainqueurs. C'est vraiment là que la Révolution a commencé. Mais l'histoire en a convenu : « Je n'ai rien appris. » Et il faut bien le dire : à lui, pas plus qu'à M. Michèle Rocard assise à la tribune aux côtés d'André Damien, maire de Versailles, du comte de Paris, de Jack Lang, de Jean-Noël Jeanneney, président de la Mission du Bicentenaire, de Mgr Jean-Charles Thomas, évêque de Versailles, ou d'Etienne Fiant, député RPR des Yvelines, ce défilé n'a apporté rien de nouveau. Mais, pour le commun des citoyens privés de commentaires et de haut-parleurs « qui auraient pu gêner la télévision », le spectacle manquait tout à la fois d'explications et de souffles.

Revers du parti pris de la reconstitution, comme le suggèrent les organisateurs. Les explications, comme la fête, ce sera pour les spectacles du soir devant le château : « Le serment du Jeu de paume » et « Le chemin de la liberté ». Ce sera aussi pour les autres manifestations du Bicentenaire qui, rappelaient Jack Lang et Jean-Noël Jeanneney, feront, elles, davantage appel à l'évocation, aux clins d'œil et à la récitation.

Tout de même. Cette ouverture des Etats généraux manquait de chaleur, même si le soleil était roi sur Versailles. Budget insuffisant, plaide le réalisateur. Il est vrai que les 6 millions de Français alloués n'atteignent pas l'équivalent des crédits dépensés par la Ville. Il y a cent ans. La mauvaise, fée ne serait-elle pas surtout la télévision ? Dieu, que les défilés étaient spontanés avant son invention ! Alexandre Tarta a ammagasiné pour la SFP trois heures d'images, qu'il reste d'ailleurs à vendre, seules deux chaînes : une japonaise et une

américaine francophone de Boston ont paru jusqu'à présent intéressées, suscitant chez André Damien l'interrogation : le Bicentenaire passionnerait-il plus les étrangers que les Français ? En tout cas, le spectateur d'aujourd'hui, qui prend la peine de se déplacer, s'incendie devant son frère le télé-spectateur. C'est parfois

le même, mais le second a des privilèges refusés au premier. Comme disaient deux lycéennes : « Cet après-midi, nous n'avons vu que le haut des bonnettes. Heureusement, au journal de 20 heures, il y aura le roi et la reine. »

PASCALE SAUVAGE et CHARLES VIAL

Ah ! la Bastille...

Un peu amère, Nadine-Charlotte : on ne s'est pas bousculé autour de son petit éventail rouillé, qui proposait des coarçades à 10 F, des bonnets phrygiens à 30 F, des perruques bleu-blanc-rouge à 50 F et, comme les autres marchands ambulants de cette fête de Versailles, des produits non révolutionnaires comme de la crème solaire ou des poissons en baudouche.

« C'est peut-être parce que je suis black », dit-elle, en considérant d'un œil critique la foule « bourgeoise » - où les gens de couleur étaient rares - massée dans cette ville « blanche » pour assister à la reconstitution de la procession des Etats généraux. Tellement « blanche » que la mairie de Versailles avait dû faire effacer en toute hâte, sur les murs de la ville, des slogans royalistes, tandis que subsistaient des affichettes : « Vive Monseigneur le duc d'Angoulême et de Bourbon, Louis XVI ».

Commerces

Elle croyait pourtant avoir mis tous les atouts de son côté, l'étudiante martiniquaise (on troisième année de l'Ecole nationale d'art technique), en coiffant sa très jolie frimousse d'une perruque tricolore. Grande, mince, souriante, elle ne passait pas inaperçue. « Avec cette perruque, rit-elle, j'ai eu un succès fou au 1^{er} mai de la CGT à la Bastille. J'ai été mitraillée par les photographes au point d'en être gênée. J'ai vendu ce que j'ai voulu : je me suis fait 500 F (15 % de la recette). C'était beaucoup plus populaire et il y avait pas mal de Blacks, là... »

En ce jour de l'Ascension, la foule était immense, mais apathique. Les moments d'émotion ont été pratiquement inexistantes. On a seulement noté, au retour de la procession, des

vivants au passage des députés du Tiers Etat saluant le public de leur chapeau noir et quelques cris « Vive le roi ! » ou « A l'échafaud » à l'adresse de Louis XVI marchant devant son carrosse.

« C'est très commercial et pas tellement sentimental, remarque justement Nadine-Charlotte. On a l'impression que les gens n'en ont rien à fiche de la Révolution. Ils n'écourent même pas les discours. Ils sont venus voir un défilé costumé, c'est tout, comme ils auraient vu n'importe quel autre spectacle. »

Très commercial : les marchands ambulants s'en sont donné à cœur joie dans cette fête pourtant officielle, l'un brandissant avec succès ses bonnets phrygiens à 30 F, l'autre, au contraire, vendant ses charlottes 40 F et plus à des touristes étrangers. Devant nous, deux jeunes tout éberlués d'avoir dû payer 15 F une demibouteille en plastique d'eau minérale. Français et étrangers se sont beaucoup plaints au cours de cette fête, d'arriver « en tout genre, ce qui promet pour la suite des festivités révolutionnaires ».

Sagement, Nadine-Charlotte a continué à essayer de vendre des bonnets phrygiens au prix imposé par la société qui l'a recrutée par petites annonces. L'étudiante martiniquaise présente avec sa perruque tricolore - « pour provoquer », dit-elle sans embages - aux autres réjouissances. Mais, jusqu'à maintenant, ce qu'elle a « adoré », c'est le dernier spectacle de Robert Hossein, le Liberté ou la Mort, Danton contre Robespierre, qui vient de se jouer au Palais des congrès. « C'était à la fois sobre, chaleureux et émouvant. Et j'y ai beaucoup appris. Là, les gens ont été pour leur argent. »

MICHEL CASTANG.

Espace social

Premier hebdomadaire de la protection sociale

DOSSIER N° 18 :

135 milliards de F à trouver pour les retraités
Les scénarios du Commissariat au Plan

ABONNEMENTS : 45.66.98.11

LA SÉRIE "MONDE" DE LA REVUE AUTREMENT

"Une approche totalement originale, concrète, indispensable à tous ceux qui veulent sentir un pays, comprendre un autre système de valeurs." *Le Monde*

48 titres, 48 ouvrages référence sur des villes, des pays, des peuples : la "Série Monde" de la Revue Autrement.

Chaque ouvrage : 224 p. 89 F. EN LIBRAIRIE

PARUTIONS RÉCENTES :

- Lisbonne
- Toscane
- Rome
- Istanbul
- Himalayas
- Budapest
- Cuba
- Australie noire
- Andalousie
- Grèce...

autrement ÉDITIONS

après le double

grand :
perte

La Nouvelle-Calédonie...
La Nouvelle-Calédonie...
La Nouvelle-Calédonie...

Poursuivre l'œuvre
non et de justice

Tjibaou était...
Tjibaou était...
Tjibaou était...

Un drame
Nouvelle-Calédonie

La Nouvelle-Calédonie...
La Nouvelle-Calédonie...
La Nouvelle-Calédonie...

La Nouvelle-Calédonie...
La Nouvelle-Calédonie...
La Nouvelle-Calédonie...

La Nouvelle-Calédonie...
La Nouvelle-Calédonie...
La Nouvelle-Calédonie...

Société

ÉDUCATION

Au congrès des parents d'élèves de la PEEP

Mauvaises notes pour le projet Jospin

La défection de M. Lionel Jospin à l'ouverture du 70^e congrès de la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (PEEP) a fourni l'occasion à la seconde organisation de parents (1) de mettre en cause sa politique avec une vigueur inaccoutumée. Le ministre de l'Éducation nationale a été accusé de « naviguer à la gogole » et de préparer une loi d'orientation « fautive et incapable de susciter l'enthousiasme » au moment où l'école a besoin, selon elle, « d'une sorte de révolution ».

LYON
de notre envoyé spécial

Les absents ont toujours tort. Les parents d'élèves de la PEEP ont mis en œuvre cette maxime à l'encontre du ministre de l'Éducation nationale dès les premières heures de leur congrès national, le jeudi 4 mai. Ils n'ont guère apprécié que M. Jospin, qui avait promis sa présence voici quelques semaines, ait finalement renoncé à s'adresser à eux. Entre-temps, il est vrai, la Fédération avait voté contre son projet de loi d'orientation devant les instances consultatives de l'Éducation nationale (le Monde daté 30 avril-2 mai). Son président, M. Jacques Hui, ne s'est pas privé de dénoncer le ministre « qui a choisi d'être absent », déclenchant au passage quelques sifflets dans une salle engorgée par son discours fleuve.

M. Michel Noir, en revanche, n'avait pas dédaigné l'invitation. Une généreuse ovation a accueilli le discours du nouveau maire de Lyon. En l'absence du ministre, il a joué la tête d'affiche. M. Noir n'a pas manqué de rappeler qu'il avait été un « membre actif » de la PEEP et a salué le retour de la « vie de famille » en dénonçant les ravages de l'école scolaire. Il s'est prononcé pour « l'Europe de l'école » plutôt que pour celle « des marchés ». Afin d'épanouir les enfants dans leurs travaux scolaires, M. Noir a proposé de faire appel à d'anciens instituteurs ou cadres d'entreprises « sous l'autorité des instituteurs ». Le maire de Lyon est prêt à aider financièrement l'enseignement des langues vivantes dès la primaire et il s'est enflammé pour « la redécouverte de ces disciplines, de la sensibilité, qui permettent aux adolescents d'être bien dans leur peau », allant même jusqu'à leur offrir : « SOS enseignements artistiques, c'est presque aussi important que SOS Racisme ».

Sifflets contre la gauche, applaudissements pour la droite. Ces réactions ne manifestent pas seulement les sympathies politiques de la grande majorité des adhérents de la PEEP, elles marquent aussi la déception sur le fond à l'égard du projet de M. Jospin d'une loi d'orientation sur l'école, en matière scolaire, a su jusqu'à présent préserver une relative autonomie et défendre ses options « modernistes ». M. Hui avait souhaité que la loi d'orientation sur l'éducation suscite une « mobilisation générale » pour que « 100 % d'une classe d'âge apprenne à lire et à bien lire » et que le texte contienne des « éléments de programmation », notamment pour faire face à la crise pédagogique et matérielle des lycées. Il assure d'avoir recueilli dans les projets de M. Jospin qu'un faible écho de ses préoccupations et craint par exemple que le récent rapport du recteur Migeon sur la lecture ne finisse « au fond des tiroirs » du ministère. La PEEP milite aussi pour une « rénovation profonde » du lycée, où elle souhaite que l'organisation annuelle des enseignements, facteur de rigidité, laisse la place à des « modules semestriels », ce qui permettrait d'« abandonner la notion de classe ».

Le mythe du bac

M. Hui a critiqué le « caractère mythique du baccalauréat », dont le titre de premier grade de l'enseignement supérieur lui paraît être devenu une « fiction » ou la « sanction de fait pratiquée à l'entrée de certaines filières ». Tout en conservant l'appellation et la valeur nationale du diplôme, il souhaiterait distinguer deux aspects du bac : la sanction de la fin des études secondaires (qui s'opérerait par une combinaison d'examens terminaux et de contrôle continu des connaissances) et l'accès à l'enseignement supérieur (possible pour certaines filières, en fonction des résultats et du choix d'options adaptées).

Le président de la PEEP a aussi plaidé en faveur d'une généralisation de la culture technologique de l'enseignement secondaire et du partenariat école-entreprise, afin que l'alternance puisse devenir « une voie alternative de la réussite ».

A propos de l'enseignement des langues vivantes à l'école élémentaire, M. Hui a reproché au ministre de s'en tenir à des expériences comme il en existe depuis trente ans, alors que « le temps presse » à cause de la construction européenne. Il a suggéré de confier cet enseignement à des natifs des pays étrangers

concernés plutôt qu'à des instituteurs munis du seul DEUG, et, pour cela, de mettre en place immédiatement un programme d'échanges d'enseignants européens.

Sur toutes ces questions, la PEEP estime que M. Jospin a cédé à la précipitation et aux corporatismes des enseignants. La PEEP aurait souhaité que la loi prévoie un élargissement de la définition du métier d'enseignant pour prendre en compte la nécessité de travailler en équipe et de suivre individuellement le travail des élèves et leur orientation. Elle a mal perçu les reculs et les timidités de M. Jospin sur ces dossiers, interprétés comme des concessions à certains syndicats d'enseignants. Dressant le bilan des derniers mois, M. Hui a regretté que la revalorisation des enseignants, réduite à la seule question du salaire, ait « occulté » celle de la rénovation du système éducatif et la préservation de la loi d'orientation. Il dénonce le « scandale » que constitue à ses yeux la grave des notes et des conseils de classe entreprise dans certains établissements.

Mais il n'a pas fait la moindre allusion à la satisfaction par M. Jospin d'une vieille revendication de la PEEP, celle de la prise en charge par l'État des frais de scolarité, la participation des parents d'élèves dans les conseils académiques et départementaux.

Cette cascade de déceptions n'empêche pas le chef de file des parents « modérés » de reconnaître son « attachement aux grands principes énoncés dans le projet de loi, comme la place centrale reconnue à l'enseignement, le rôle accru des parents en matière d'orientation et la généralisation des projets d'établissement ». D'ailleurs, ses prises de position, généralement teintées d'optimisme, à chaque étape de la concertation avec le ministre, ne laissent guère présager les votes négatifs dans les instances consultatives de l'Éducation nationale. En s'abstenant d'apparaître au congrès, M. Jospin a pu vouloir manifester qu'il ne comprend pas ce qui peut apparaître comme un retour en arrière.

« Mieux vaut pas de loi qu'une loi faible », proclame aujourd'hui M. Hui, en regrettant que le gouvernement n'ait « pas fait ce qu'il fallait pour aboutir à une loi votée par la grande majorité du Parlement ». Au stade actuel, on voit donc mal pourquoi les parlementaires de la droite et du centre, dont la PEEP est la plus proche, manifesteraient une plus grande indulgence.

PHILIPPE BERNARD.

(1) La PEEP a obtenu 9,25 % des voix dans les écoles primaires et 28,46 % dans l'enseignement secondaire aux élections des parents d'élèves de 1988.

ESPACE

Tir réussi de la navette Atlantis

Magellan navigue vers Vénus

Le dieu des vents ayant bien voulu se calmer un instant, Magellan a pu appareiller et s'engager enfin vers une nouvelle Terre de feu. Pendant près d'une heure en effet, les techniciens du centre spatial Kennedy ont bien cru que le ciel de Floride ne se dégageait jamais assez, jeudi 4 mai, pour permettre à la navette spatiale Atlantis, et à sa sonde vénusienne Magellan, de prendre son envol.

Leur inquiétude était d'autant plus grande que vendredi dernier les équipes de contrôle au sol avaient dû annuler le vol treize et une seconde seulement avant la mise à feu des moteurs de la navette. Une légère fuite d'hydrogène et la découverte d'un courant électrique trop important dans l'une des turbopompes des moteurs de l'engin ne permettaient pas de tirer en toute sécurité.

Il a donc fallu attendre que la navette soit remise en état au prix de certaines procédures techniques pour que le compte à rebours reprenne en cette journée du 4 mai. Tout paraissait aller pour le mieux lorsque la météo devint capricieuse et couvrit le site de lancement d'une couche de nuages trop basse — environ 1 200 mètres d'altitude — pour que soit ordonnée la mise à feu. Dans le cockpit, les cinq membres d'équipage — le commandant David Walker, le pilote Ronald Crabe et les trois spécialistes mission, Mary Cleave, Mark Lee, et Norman Thagard — prenaient leur mal en patience en attendant le go final, qui intervint à 20 h 47 (heure française), quelques minutes seulement avant que ne se ferme le créneau de tir de la mission Magellan.

Le chemin des écoliers

Six heures plus tard, à 3 h 01 du matin, Atlantis larguait en fanfare sa précieuse sonde, portuse de bien des espoirs de la part de la communauté scientifique américaine. Car en lançant Magellan les Américains renouent enfin avec un domaine de la conquête spatiale qu'ils avaient depuis longtemps délaissé : celui de l'exploration interplanétaire. Voilà onze ans en effet que la NASA n'avait pas lancé de sonde en direction d'une planète ou d'un objet du système solaire. C'est aujourd'hui chose faite avec Magellan, qui devrait, dès le 10 août 1990, photographier sous tous ses aspects la « volcanique » Vénus, où la tempé-

rature au sol est de 460 degrés ! En fait, il s'agit avec Magellan de poursuivre l'étude de cette planète que l'on dit volcanique sur de la Terre.

Une mission coûteuse (3,3 milliards de francs) pour mieux connaître Vénus, son volcanisme, l'origine de son relief, et qui permettra de trouver peut-être des traces d'anciens océans sur cette planète surchauffée. Une mission dont on attend également qu'elle offre aux Américains la possibilité de pénétrer sur la chape de glace des Soviétiques, qui, entre 1961 et 1984, ont lancé pas moins de dix-sept sondes automatiques en direction de l'étoile du Berger, contre cinq seulement à la NASA. Une présence discrète qui ne doit pas cependant faire oublier que l'administration spatiale américaine a accumulé dans le même

temps les « premières », avec l'exploration extraordinaire des planètes extérieures comme Jupiter, Saturne, Uranus et même — en août prochain — la troublante Neptune.

Magellan prend donc la route des planètes. Mais pas en trajectoire directe. Alors que la sonde s'apprête, dans des conditions favorables, à atteindre son but en cent cinquante jours seulement, elle prendra cette fois le chemin des étoiles car se dirigera d'abord vers le Soleil et n'arrivera que le 10 août 1990 dans la banlieue de Vénus, mais au moindre coût énergétique. Un choix qui permettra à la NASA de libérer, en octobre de cette année, le vaisseau de tir indispensable au lancement par Atlantis de la sonde jupitérienne Galileo, qui doit s'aider comme d'un tremplin de l'attraction de Vénus pour rejoindre la planète géante du système solaire.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

SCIENCES

Grand Album et Bureau Jules Verne

Deux mesures pour encourager les émissions scientifiques audiovisuelles

La science à la télévision ? « Un vrai cimetière », concluaient il y a quelques mois MM. Jean Andouze, directeur de l'Institut d'astrophysique de Paris, et Jean-Claude Carrière, écrivain, scénariste et président de la Fondation européenne des métiers de l'image et du son, aux termes du rapport d'un séminaire de pages qu'ils venaient d'établir sur le sujet (le Monde du 20 décembre 1988). Réunis à M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, et à M^{me} Catherine Tasca, ministre déléguée chargée de la communication, ce constat sans complaisance semble avoir fait son chemin. Ainsi que le précisait le communiqué du conseil des ministres du mercredi 26 avril, deux des propositions contenues dans ce rapport vont être mises en œuvre, afin d'encourager l'audiovisuel à faire la part plus belle aux émissions scientifiques et techniques.

Première mesure adoptée, la création d'un Grand Album de la science : afin de regrouper les films scientifiques existants, actuellement disséminés aux quatre coins des instituts, laboratoires et autres archives, un répertoire informatisé sera mis en place, dès l'année prochaine, à la médiathèque de la Cité des sciences et de l'industrie (Paris). Les documents répertoriés pourront, dans un premier temps, être consultés dans les différents organismes détenteurs, la consti-

tion d'une véritable banque de données étant par là même envisageable.

Seconde initiative : la formation d'une commission associant scientifiques et professionnels de l'audiovisuel, baptisée Bureau Jules Verne. Tout à la fois « centre d'accueil, de réflexion et de liaison, destiné à rechercher des projets, à les recevoir, à les choisir », ce dernier, doté par le ministère de la recherche d'un budget de 5 millions de francs en 1989, aura pour tâche de sélectionner un label aux meilleurs projets et d'aider financièrement à la production d'émissions pilotes. Le ministère de la culture « attirera l'attention » de la commission chargée d'attribuer des aides à la production de documentaires, afin qu'elle réserve un accueil favorable aux projets d'émissions à caractère scientifique, notamment à celles qui auront été labellisées par le Bureau Jules Verne.

De façon plus générale, la place de ces émissions scientifiques dans la programmation devra être améliorée, en utilisant tous les moyens disponibles », souligne le communiqué du conseil ministériel. A l'occasion de leur réunion, les cahiers des charges des chaînes publiques devraient ainsi être précisés sur ce point, tandis que « l'attention du Conseil supérieur de l'audiovisuel » (CSA) sera sollicitée en ce qui concerne les chaînes privées.

Ch. Y.

RELIGIONS

Hommage unanime à la mémoire du cheikh Abbas

Dans un message à la Mosquée de Paris, le président de la République a rendu hommage au cheikh Abbas, décédé le 3 mai (le Monde du 5 mai), saluant « son rayonnement personnel, sa culture et son esprit de tolérance » qui « lui ont permis d'œuvrer pour l'intégration de la communauté musulmane dans la société française ».

Au nom du gouvernement, M. Michel Rocard a regretté « la disparition d'une haute figure aux qualités remarquables de culture, de chaleur humaine et de tolérance », « La France perd un ami », a déclaré M. Jack Lang tandis que M. Roland Dumas insistait sur « son sens de la modération ». « Il pulsait dans sa vaste culture la sagesse qui caractérise les hommes de bien », a déclaré le ministre des affaires étrangères.

Des États-Unis où il se trouvait en visite, M. Jacques Chirac a exprimé sa

« très vive émotion » à l'annonce du décès du recteur de la Mosquée de Paris. De son côté, Mgr Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris, en visite en URSS, s'est associé « au deuil des croyants qu'il a durés sa vie guidés sur le chemin de la paix et de la vie sainte ».

La disparition du cheikh Abbas est pour M. Alain Juppé (RPR) « une perte cruelle pour tous ceux qui sont d'une volonté de concorde et de paix ». Les mêmes mots ou presque chez M. Pierre Mauroy (PS) qui « salue avec respect ce sage (...) épris de paix, de justice et de fraternité ». Dans un message à la famille du défunt, le chef de l'État algérien, M. Chadli Bendjedid, a rendu hommage à sa « fervente inextinguible mise au service (...) de la foi, du patriotisme, du savoir et de la tolérance ».

A la Mosquée de Paris

La tolérance en deuil

L'importance de la foule qui se pressait jeudi 4 mai dans l'après-midi à la Grande Mosquée de Paris était à la mesure de la perte subie par la communauté musulmane de France. Des milliers de fidèles venus de tout le pays se sont recueillis devant le corps du cheikh Abbas, exposé dans la salle des conférences, en présence de ses fils. Après avoir signé le livre de condoléances (M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, représentait le gouvernement), tous se sont retrouvés dans les jardins, sous les glycines et les lilas en fleurs, pour lire des prières ou discuter des circonstances de ce décès, l'accident cardiaque qui a terrassé le

cheikh en pleine visite à Yasser Arafat (et non avant la rencontre comme nous l'avions écrit hier).

Pour évoquer la personnalité de l'ancien recteur de la Mosquée, les mêmes mots de « tolérance » et de « concorde » revenaient dans toutes les bouches. Certains pensaient à l'avenir : « C'est une perte terrible. Il avait commencé à combattre les rivalités intercommunautaires. L'unité des musulmans était sa priorité. Il était à l'écoute de tous. Qui va continuer sa mission ? »

Le corps du cheikh Abbas devait être rapatrié en Algérie vendredi 5 mai.

JUSTICE

Les « violences illégitimes », de Jean-Claude Sacerdot

Un ancien policier est condamné à quinze mois de prison avec sursis

Jean-Claude Sacerdot, ancien inspecteur de police, qui avait comparu le 29 mars devant la dix-septième chambre correctionnelle du tribunal de Paris pour y répondre du délit de « violences illégitimes » exercées contre un jeune homme (le Monde du 31 mai), a été condamné, mercredi 3 mai, à quinze mois de prison avec sursis et un versement de 100 000 F de dommages et intérêts à la victime, partie civile.

Dans la nuit du 15 au 16 mars 1986, Patrick Deguin, lycéen de dix-neuf ans, était interpellé par trois policiers motocyclistes, après le vol « à l'arraché », près de la porte de Vincennes, du sac à main d'une passante qui affirmait le reconnaître. Conduit au commissariat de Bercy-Pigouze, il y fut interrogé par l'inspecteur Sacerdot, mais dans des conditions telles que lorsqu'on le transféra ensuite au commissariat du vingtième arrondissement, le fonctionnaire qui l'accompagnait devait dire : « Je n'avais jamais vu quelqu'un dans un tel état ».

Patrick Deguin, en raison des coups reçus, avait reconnu le vol dont on le soupçonnait après l'arrestation. Il devait être innocenté par la suite lorsqu'on s'aperçut que le complot faisait l'objet d'une autre instruction et avait utilisé le chèque volé à la passante de la porte de Vincennes.

Après cette affaire, Jean-Claude Sacerdot avait été muté dans un service d'archives puis avait été démissionné de la police. Il ne niait pas les violences, attestées d'ailleurs par plusieurs certificats médicaux. Mais il assurait qu'elles avaient été « nécessaires » en raison de la résistance qu'opposait Patrick Deguin et

qui avait dégénéré « en pugilat ». Le jugement montre que ces affirmations n'ont pas convaincu les juges même si la peine infligée est inférieure à la sanction requise le 29 mars par M. Claude Pernolet, substitut du procureur de la République (dix-huit mois avec sursis) pour ce qu'il avait appelé « une affaire grave et lamentable ».

TAUROMACHIE

Manifestation contre les corridas de Floirac (Gironde)

Arènes flambantes

BORDEAUX
de notre correspondante

Le différend qui oppose depuis l'automne 1987 la municipalité de Floirac à un collectif local anticorrida regroupant six associations, est loin de l'apaiser. Dans la nuit du 2 au 3 mai, un camion de l'entreprise chargée de la réfection de la piste en vue des corridas des 6 et 7 mai a été incendié dans l'enceinte des arènes. Des « anticorridas » auraient revendiqué cet attentat.

Cependant, le collectif anticorrida (Société protectrice des animaux de Bordeaux et de Paris, Ligue française pour les droits de l'animal, Œuvre d'assistance aux bêtes d'abattoir, Assistance aux animaux et Ligue française pour la protection du cheval) a officiellement condamné l'acte de vandale.

lisme, tout en s'indignant du maintien des corridas.

Les associations du collectif avaient engagé, dès octobre 1987, des poursuites judiciaires à l'encontre des organisateurs des fêtes de Floirac. Elles estiment que la commune ne peut se prévaloir d'une « tradition tauromachique » dans la mesure où aucune corrida ne s'était tenue à Bordeaux depuis 1961. Ces associations ont obtenu un début de reconnaissance de leur thèse. Le 27 avril, le tribunal correctionnel de Bordeaux, sans se prononcer sur le fond, a cependant condamné l'organisateur des corridas de Floirac, M. Maurice Villiers, par défaut, à verser, à 10 000 francs d'amende pour « cruauté envers un animal domestique apprivoisé ou captif ». M. Villiers a immédiatement fait

appel du jugement. Cela permet au conseil municipal de Floirac d'assurer que les corridas des 6 et 7 mai se dérouleront « dans la légalité la plus totale ».

La commune, dirigée par un maire socialiste, M. Jean Darriet, a l'intention de continuer sur sa lancée. Cinq corridas sont au programme de la « temporada ». La première manifestation tauromachique par une manifestation des « anti-corridas » avec Antoine Weachter à leur tête. Déjà, à l'époque, un véhicule avait été incendié devant le domicile du maire. Deux cents CRS avaient alors été mobilisés pour assurer la corrida. Selon Jean Darriet, ce défilement de forces ne se renouvelera pas.

GINETTE DE MATHA.

سكنا من الأهل

AUTOMOBILISME : le Grand Prix de Monaco

Chauds, les pilotes !

De tous les grands prix de formule 1 automobile, celui de Monaco, organisé dimanche 7 mai, est de par son environnement le plus prestigieux de la saison. Son circuit étroit et tourmenté, bordé de trottoirs et de rails de sécurité qui sanctionnent la moindre faute de conduite, est aussi l'un des plus épuisants physiquement et nerveusement pour les pilotes.

MONACO de notre envoyé spécial

Depuis qu'en 1929 la Principauté a lancé la mode des courses en ville pour distraire une clientèle aussi riche que désœuvrée, le circuit de Monaco n'a guère évolué. Le coureur du Gazomètre qui précède la ligne de départ et d'arrivée, le virage de Sainte-Devote, la montée du Beau-Rivage, les virages Massenet, du Casino, Mirabeau, l'épingle de l'ancienne gare, les virages du Portier, du Tabac, de la Rascasse ou Antony Noghes, rythment depuis plus d'un demi-siècle la course de bolides passés entre-tiens de quelques dizaines à plus de sept cents chevaux.

Un précurseur

Si ces mécaniciens ont toujours fait l'objet de tous les soins et d'investissements parfois colossaux pour améliorer leurs performances et leur fiabilité, par contre, la préparation des pilotes a été très longtemps négligée. En s'ajoutant Willy Dugli, un masseur, guérisseur et diététicien qui allait peu à peu devenir son gourou, l'Autrichien Niki Lauda avait fait œuvre de précurseur à partir de 1975.

Désormais, un ostéopathe français, Pierre Baleyrier, un kinésithérapeute autrichien, Willy Mathys, et le docteur Ben Bartolletti, chez Ferrari, sont présents sur les grands prix et préparent les principaux pilotes de formule 1. Depuis la seconde moitié de la saison 88, l'écurie Larrousse va plus loin avec un suivi médical continu effectué par une unité de recherches financée par Rhône-Poulenc.

Partenaire technologique de l'écurie française avec un budget d'une vingtaine de millions de francs cette année, le groupe Rhône-Poulenc a engagé avec ses laboratoires et le Centre d'études et de recherches de médecine aéronautique (CERMA) un programme sur les contraintes physiques et psychologiques subies par les pilotes mais aussi par les ingénieurs et les mécaniciens.

L'étriquette du cockpit soumise aux vibrations (4 à 10 hertz), la

chaleur (50 à 60 °C) et le bruit du moteur, la fatigue de la conduite et le stress de la compétition font des pilotes de formule 1 des cobayes de choix pour des chercheurs appelés à remédier aux agressions de l'environnement moderne. En contrepartie, les résultats obtenus par ces derniers peuvent considérablement aider le pilote dans sa préparation physique (diététique et travail musculaire) et psychologique.

Les premières investigations et les enregistrements effectués par

« Sous son casque et sa combinaison, le pilote est un accumulateur de chaleur, explique le docteur Duforez. Le moteur est placé dans son dos. Le carénage des monoplaces est conçu pour faire passer les flux d'air au-dessus de sa tête et, parfois, on lui impose encore une combinaison fondée qui emmagasine l'énergie du soleil ! Heureusement qu'il n'est pas soumis à une dépense musculaire trop importante, car il serait régulièrement sujet au coup de cha-

Avant le Grand Prix de Monaco, les deux pilotes ont beaucoup travaillé les contractions des muscles des avant-bras avec des exercices empruntés aux escaladeurs de falaises. La sollicitation de ces muscles avec des directions non assistées peut entraîner des lésions transitoires. Yannick Dalmas a calculé qu'il devrait effectuer 2500 changements de vitesse pendant le Grand Prix, soit un changement toutes les trois secondes ! Si la boîte de vitesses à commande électromagnétique de la Ferrari (le Monde du 22 avril) résiste à ce régime, Nigel Mansell devrait disposer d'un avantage appréciable.

Comme chez les pilotes d'avion de chasse, les autres muscles le plus sollicités chez les pilotes de formule 1 sont ceux du cou. Leur tête (5 à 6 kg), alourdie par le poids du casque (1,4 kg), est sans cesse soumise à des forces transversales ou longitudinales de 3, 4 ou 5 g (1) — avant de fois son poids — dans les virages ou lors des accélérations et des freinages. Dans ces conditions, des micro-déchirures apparaissent au niveau des muscles du cou. Depuis cette année, les deux pilotes disposent au CERMA d'un appareillage (Cybox) leur permettant de travailler la musculature du cou et de mesurer ce travail.

« Le bon réflexe au bon moment »

D'autres programmes vont porter sur les contraintes psychologiques liées aux prises de risques et sur l'influence de ces contraintes sur les paramètres physiologiques. Pour tenter de diminuer le stress des pilotes, les médecins du CERMA leur inculquent, par exemple, des méthodes « d'images mentales » appliquées depuis très longtemps par les pilotes de chasse pour faire face instantanément à toutes les situations. « Nous leur faisons répéter mentalement tous les instants algus où ils devront avoir le bon réflexe au bon moment, au départ, lors d'un passage difficile ou d'un dépassement », explique le docteur Duforez.

« A très long terme, indique le professeur Guy Santucci, médecin-chef du laboratoire central de biologie aéronautique au CERMA, notre ambition serait de permettre au pilote de se débarrasser de toutes les contingences mécaniques et tactiques afin qu'il puisse entièrement se consacrer à sa stratégie de course. »

GÉRARD ALBOUY.

(1) g = unité d'accélération de la pesanteur.



Yannick Dalmas teste avec le Cybox la résistance des muscles de son cou au Centre d'études et de recherches de médecine aéronautique (CERMA).

le docteur François Duforez et Pierre Portero, un ingénieur en génie biologique, chargé du suivi médical et des expériences auprès de Philippe Alliot et de Yannick Dalmas, les deux pilotes de l'écurie Larrousse, confirment que la conduite d'une formule 1 peut être assimilée à une activité sportive de haut niveau.

En course, le cœur d'un pilote bat pendant deux heures à quelque 140 pulsations par minute avec des « pointes » à plus de 180, à l'occasion du départ ou de dépassements. Son débit auriculaire (transpiration) atteint deux litres par heure et peut être comparé à celui des marathoniens ou des coureurs cyclistes. De fait, les pilotes conduisent en état de forte fièvre, avec une température du corps qui avoisine 40 degrés.

leur : arrêt de la sudation, emboulement de la thermorégulation du corps et hyperthermie pouvant entraîner la mort.

Pour combattre la déshydratation et les risques d'hyperthermie, les deux pilotes de l'écurie Larrousse sont soumis avant l'épreuve à un régime à base de glucides (une molécule de glycogène fixe deux molécules d'eau). Pendant la course, ils peuvent boire une solution maintenue à 12-15 °C dans un réservoir isotherme. Cette solution contient des glucides d'assimilation rapide (glucose) et à métabolisation lente (fructose), afin de maintenir une glycémie constante, des vitamines B pour métaboliser ces glucides et des minéraux pour rétablir l'équilibre hydrosalin de l'organisme et éviter les crampes.

HANDBALL : la finale de la Coupe d'Europe des coupes

Le Tapie de Créteil

L'équipe de Créteil rencontre la formation allemande d'Essen, samedi après-midi, en match aller de la finale de la Coupe d'Europe des vainqueurs de coupe. C'est la première fois qu'un club français atteint ce stade dans une compétition européenne de ce sport. Une part de cette réussite est due à Jean-Claude Tapie, président de l'US Créteil, frère cadet du remuant Bernard.

Jean-Claude Tapie, quarante et un ans, frère cadet du député des Bouches-du-Rhône, n'apprécie guère le parallèle avec le président de l'Olympique de Marseille. Président de l'US Créteil handball, il ne lâche plus des phrases toutes faites : « Bien sûr que cela sert de s'appeler Tapie. Les portes s'ouvrent », écarte toutes comparaisons d'un revers de la main et d'un regard d'agacement : « Bernard a mis des billes dans des sports déjà très professionnels. Moi, je m'implique dans le hand », et boucle le sujet d'un argument à double tour : « J'ai conclu les 'rois de télévision de la finale A : la Coupe d'Europe avec Canal Plus, alors que mon frère est actionnaire de TF1 ».

Pourtant, Jean-Claude Tapie a dans les yeux et dans la voix un petit quelque chose de son frère Bernard. Peut-être cette certitude que rien n'est impossible. Son expérience, le cadet l'a acquise dans l'ombre. Jean-Claude Tapie n'a jamais racheté d'entreprises aussi moribondes que médiatiques. Plus simplement, il a créé, il y a vingt ans, avec son père une société spécialisée dans le froid. Aujourd'hui, il partage avec deux

compagnies américaines la première place du marché français des camions réfrigérés.

Sur le plan sportif, Jean-Claude Tapie a accompagné plusieurs fois son fils vers la salle de handball de la Stella-Saint-Maur. Le fiston jouait, le papa regardait. Pour peu de temps. « On m'a proposé un jour de devenir dirigeant du club. J'ai accepté. Mais au bout d'un mois, j'ai laissé tomber, car la direction du club s'accrochait à des principes d'amateurisme vieux de près de quarante ans. »

Ni passé ni nostalgie

Jean-Claude Tapie divorce avec l'ancien club de Créteil. Le club est jeune, il n'a ni passé ni nostalgie, simplement une envie folle de briller les étapes et, derrière lui, une municipalité qui s'est toujours montrée très généreuse envers ses « enfants » sportifs.

Beaucoup s'en seraient contentés. Mais Jean-Claude n'est pas un Tapie pour rien. Il veut gagner. A l'intersaison, au moment où se pose la question du recrutement d'une nouvelle ligue d'avants, les cadres du club se réunissent pour coucher sur le papier une liste de candidats.

Thierry Anti lance un nom comme une bague : Miro Isakov. Yougoslave, champion olympique en 1984, meilleur buteur de

l'équipe de Yougoslavie, considéré par beaucoup comme le meilleur joueur du monde.

Jean-Claude Tapie ne rit pas. Il note le nom du Yougoslave et appelle Hasnafen. Les deux hommes se mettent à la recherche du jeune prodige, le retrouvent en Espagne, le séduisent juste ce qu'il faut pour qu'il renonce à son club ibérique : « Nous nous sommes appréciés bien que mes propositions financières aient été inférieures à celles de l'Espagne », avoue Tapie. Huit jours plus tard, Miro Isakov, champion du monde en 1986, belle frimousse brune, est à l'entraînement à Créteil.

La suite tient du miracle. Thierry Anti et Sead Hasanfenidic soumettent leurs troupes à une préparation qui, si elle paraît normale dans beaucoup de sports professionnels, a bousculé les rythmes et les mentalités dans le handball français : cinq séances par semaine ; un chapelet de matches disputés à l'étranger ; un travail physique intense.

Le régime paye. L'US Créteil élimine successivement de la Coupe d'Europe des vainqueurs de coupe les Luxembourgeois de Dudelange, les Autrichiens de Stockerau, les Yougoslaves de Crikvenica, les Roumains de Bucarest. Samedi après-midi 6 mai, devant 3 000 spectateurs et les caméras de Canal Plus (« C'est la première fois qu'une telle française paye pour diffuser un match de hand »), l'US Créteil n'aura pas peur au moment de rencontrer les Allemands d'Essen. Avec Jean-Claude Tapie derrière eux, ils savent que rien n'est impossible.

ALAIN MERCIER.

NOUVELLE FORMULE

Le Monde

ARTS-SPECTACLES

CHAQUE MERCREDI (NUMÉRO DATÉ JEUDI)

PARIS-DAKAR :

un jugement du tribunal administratif
Annulation d'une subvention
à un équipage

LYON de notre bureau régional

Le tribunal administratif de Lyon vient-il d'établir une jurisprudence susceptible de troubler les relations entre les collectivités locales et les participants à une grande épreuve sportive ? Sur requête déposée voici plus de trois ans par un élu écologiste, la juridiction lyonnaise a annulé une subvention de 100 000 francs versés en 1985 à un équipage du rallye automobile du Paris-Dakar.

Counciller municipal de Caluire (Rhône), trésorier national du mouvement Les Verts, M. Etienne Tête avait estimé inopportuniste le soutien financier versé par le département du Rhône aux deux pilotes d'un prototype Mercedes 4 x 4 à moteur V-8 : « Il y a là une erreur manifeste d'appréciation ; on ne voit pas comment une voiture roulant à 160 kilomètres à l'heure, dans la poussière, avec un auto-collant, parviendrait à faire connaître une collectivité territoriale à une population de pauvres gens démunis », plaide M. Tête, par ailleurs membre de l'association PADAK, qui tente de remettre en cause, chaque année, l'existence même du rallye.

L'écologiste soulève, en outre, un argument de droit : l'association créée par les deux concurrents pour recevoir la subvention n'était pas déclarée à la date de son octroi. Les juges lyonnais ont considéré que « le département n'a pas établi, ni même allégué l'intérêt départementale de son soutien ».

Le véhicule, piloté par MM. Marc Sourd et Maurice Croibier, devait quitter l'épreuve à mi-chemin, à Agadès, après la rupture d'un joint de culasse, alors qu'il se

trouvait trentième au classement général.

Après le prononcé de la décision de justice, M. Croibier a souligné que son équipage a rempli le contrat conclu avec le département du Rhône, qui bénéficiait des trois quarts de l'espace publicitaire sur le véhicule. Les deux concurrents avaient réuni 800 000 francs pour prendre le départ du Paris-Dakar, ultérieurement, du rallye de l'Atlas, en sollicitant également les concours de trois commanditaires privés (des entreprises de transport, de menuiserie et de reprographie). Selon M. Croibier, une partie des arguments soulevés par M. Tête atteste d'une méconnaissance du sponsoring au ministère de sport automobile, la promotion des marques contribuant à l'engagement étant largement assurée avant et après l'épreuve.

Théoriquement, les deux pilotes pourraient avoir à rembourser, dit le conseil général du Rhône en réponse à la demande. Cette situation est embarrassante pour la collectivité locale : au départ du rallye, de l'Atlas, son vice-président, M. Jean-Paul Bonnet (RPR), remplaça en effet au pied levé M. Marc Sourd. L'écurie habituelle de ce dernier ne souhaitait finalement pas le voir concourir sous d'autres couleurs.

M. Marc Sourd avait été choisi par le département du Rhône en raison de son palmarès. Il est qualifié pour piloter une formule 1, compte une participation aux Vingt-Quatre Heures du Mans et a obtenu trois titres de champion de France dans des épreuves sur circuits et sur routes de montagne. Il est également engagé dans le championnat de France des véhicules de surproduction pour la marque allemande Audi-Vag.

GÉRARD BUÉTAS.

RUGBY : les rapports ambigus avec l'apartheid

Jean Liénard (FC Grenoble) entraîneur à Pretoria

Décidément le monde du rugby n'arrive pas à prendre une position claire à propos des relations qu'il doit entretenir — ou plutôt qu'il ne doit plus entretenir — avec l'Afrique du Sud. Alors que la quasi-totalité des fédérations sportives ont rompu leurs liens avec le pays de l'apartheid, le Board, c'est-à-dire l'instance suprême du jeu ovale, est toujours hésitant. C'est ainsi que ces derniers jours il n'a pas annulé une tournée d'une sélection mondiale en Afrique du Sud mais l'a simplement reportée à une date ultérieure.

Ce genre de flottement permet ainsi à l'entraîneur du FC Grenoble, Jean Liénard, qui avait pourtant annoncé qu'il prenait sa retraite sportive à la fin de l'année, de répondre positivement à une invitation de l'université de Pretoria : « J'ai accepté pour le bien du rugby, je ne suis ni raciste ni anti-raciste, mais sportif », a déclaré l'entraîneur pour justifier sa décision. Et d'ajouter : « Nous avons envie d'apprendre à jouer au rugby comme les Sud-Africains, qui sont les meilleurs du monde. »

LES HEURES DU STADE

Automobilisme

Grand Prix de Monaco de formule 1. — Dimanche 7 mai (TF 1 à 15 h 20).

Rallye de l'Atlas. — Jusqu'au mercredi 17 mai au Maroc.

Basket-ball

Championnat de France. — Finale retour : Orléans-Limoges, samedi 6 mai (A2, 14 h 20).

Championnat du monde scolaires et universitaires. — Jusqu'au samedi 13 mai à Orléans.

Escrime

Challenge Merte (épée). — Jusqu'au dimanche 7 mai à Poitiers.

Football

Championnat de France. — 35^e journée, samedi 6 mai.

Coupe d'Europe. — Finale de la Coupe des coupes : Sampdoria Gênes-FC Barcelone, mercredi 10 mai à Berne (A2 à 20 h 15).

Gymnastique

Championnat d'Europe messieurs. — Jusqu'au dimanche 7 mai à Stockholm (Suède).

Handball

Coupe d'Europe. — Finale aller de la Coupe des coupes : Crail-Essen, samedi 6 mai (Canal Plus à 14 h 45).

Judo

Championnats d'Europe. — Du jeudi 11 au dimanche 14 mai à Helsinki (Finlande).

Karaté

Championnats d'Europe. — Jusqu'au dimanche 7 mai à Tignes (Yougoslavie).

Lutte

Championnats d'Europe de gréco-romaine. — Jusqu'au dimanche 7 mai à Oulu (Finlande).

Rugby

Championnat de France. — Quartiers de finale (A2, samedi 6 mai à 16 h 15 : Grenoble-Narbonne ; Canal Plus, dimanche 7 mai à 15 heures : Agen-Tarbes).

Triathlon

Triathlon des Mureaux. — Dimanche 7 mai.

Voile

Grand Prix de formule 40. — Jusqu'au dimanche 7 mai à Porto-Fino (Italie).

Volley-ball

France-Etats-Unis. — 3^e match, samedi 6 mai à Montpellier (FR 3 à 23 h 35).

Le Monde
ANS VISA

Le Yuc
Le Yuc

Le Yuc
Le Yuc

Le Yuc
Le Yuc

Le Yuc
Le Yuc

Le Yuc
Le Yuc

Le Yuc
Le Yuc

Le Yuc
Le Yuc

Le Yuc
Le Yuc

Le Yuc
Le Yuc

Le Monde SANS VISA

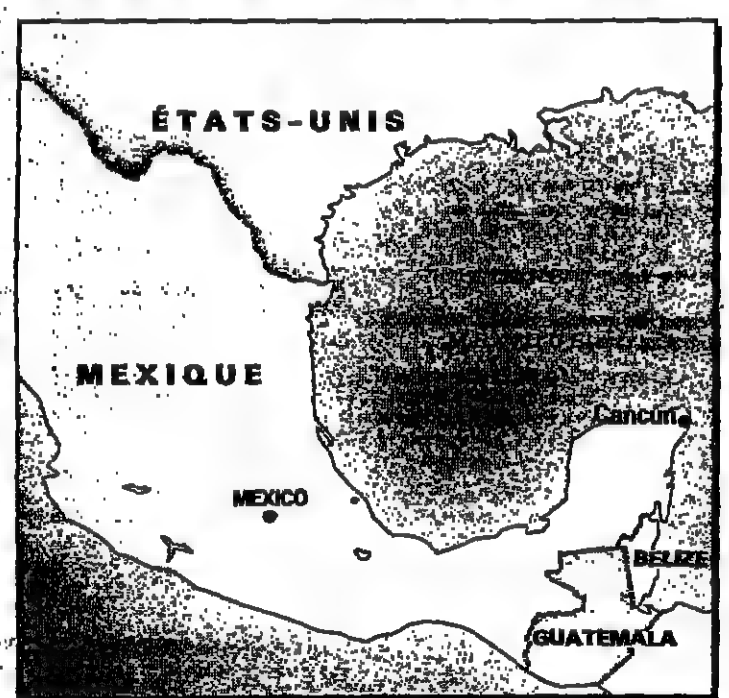


13 septembre 1988, le cargo cubain « Le miracle mexicain » prend position sur la plage

Les traces du passage du cyclone Gilberto s'effacent petit à petit sur les rivages du Yucatan. A Cancun, toute une population travaille à réparer les dégâts. Les Américains peuvent revenir.

Le Yucatan a oublié Gilberto

par Corine Lesnes



LES pierres se sont mises à voler. La pluie est tombée à l'horizontale. Le sable de la mer est entré dans les chambres d'hôtel, les piscines, les arbres ont été déracinés. Mais les touristes peuvent revenir visiter la péninsule du Yucatan ; huit mois après le passage du cyclone Gilberto, le vent est retombé, et seuls les Américains encombrent les piscines de Cancun.

Le cyclone a traversé la péninsule à 250 kilomètres-heure le 13 septembre dernier. Il a soulevé des maisons et fait du phare de Puerto Morelos une tour de Pise. Il a kidnappé un bateau de pêche cubain au large d'Isle-Mujeres et ne l'a libéré que le lendemain sur le seuil d'un appartement de Cancun. A Merida, à l'autre bout du Yucatan, les murs se sont mis à ruisseler à l'intérieur des maisons.

A Noël, la tour penchée n'avait pas été redressée, le cargo cubain n'avait pas été remorqué, les pêcheurs mexicains n'avaient pas retrouvé leurs bateaux ni les paysans leurs cultures. Mais les suites des dégâts de Cancun avaient été refaites, même améliorées, et c'est bien là l'essentiel.

La zone hôtelière de Cancun est vite redevenue le couloir doré qu'elle était, sur 15 kilomètres, entre une lagune bleue et une mer des Caraïbes encore plus bleue. Les bulldozers n'ont pas tout fait fini de récupérer les plages, la mer est encore grosse, mais le bruit est couvert, au bord des piscines, par celui des orchestres, et les hôteliers ont fait venir des palmiers d'Acapulco. Les palmiers qui s'étaient installés trop près de la mer ont été délogés : les lignes Magnot sur le sable : on aperçoit encore les vagues, malgré tout, en buvant une tequila au bar.

Les chaînes longues sont neuves, les pelicans sont de retour. Les Occidentaux se baignent. Aujourd'hui comme hier, et bien moins que demain. Car, demain, Cancun sera encore plus belle, avec trente-deux nouveaux hôtels, déjà en construction, un nouveau palais des congrès et d'autres galeries marchandes. Les touristes pourront nager dans une piscine-serpent de 400 mètres de long et aller jouer au golf sans avoir le temps de sécher.

cent ouvriers, les fils électriques pendent encore des plafonds et les boiseries ne sont pas peintes, mais l'hôtel va ouvrir ses portes comme prévu. C'est ce que son gérant, M. Philippe Gerondeau, appelle « le miracle mexicain ».

Plusieurs milliers de ces ouvriers dorment au milieu des travaux, dans un hamac. De vieux taxis viennent les ravitailler à l'entrée des chantiers, la soupe et les tortillas dans le coffre ouvert. Un Coca par personne. Les autres regagnent le soir les colonies de Cancun, dans des détailleries où ils sont debout, ou dans des bus où ils s'endorment. Parfois, le bus tombe en panne, et Samuel, dans son uniforme de l'hôtel Omni, se réveille en grognant.

Un paradis inachevé

Les ouvriers viennent de tout le pays. Ils construisent des hôtels à 200 dollars la nuit pour 4 dollars la journée, mais, dans cela, le cyclone n'y est pour rien. A l'époque du sommet de Cancun, en octobre 1981, la presse relevait déjà que le prix de la chambre, dans ce paradis inachevé, représentait deux ans de salaire minimum au Bangladesh. Le sommet devait relancer le dialogue Nord-Sud. Il en reste un monument géométrique, entre la ville mexicaine et la zone touristique.

Tout va bien, donc, dans la zone hôtelière. Les magasins de sportswear vendent des T-shirts marqués d'un palmier plié en deux : « I survived Gilberto ». (« J'ai survécu à Gilberto »). Un centre commercial annonce sa réouverture : « Gilberto a perdu la guerre ». Le bateau cubain Portachernera-1 est devenu un endroit touristique, la seule chose à visiter, pratiquement, dans une station créée de toutes pièces au début des années 70 sur les conseils d'un ornithologue. Il est échoué près de l'hôtel Las Perlas. On y vient en groupe se faire photographier entre la coque rouillée et les carreaux noirs et blancs des appartements qu'il a défoncés.

Les quarante et un marins qui ont débarqué là le matin du 14 septembre en se croyant à Miami sont rentrés à La Havane pour les fêtes. Depuis, les riverains ont peur d'être contaminés par on ne sait quoi et, surtout, d'hériter définitivement du navire. Les autorités les ont rassurés : le bateau cubain sera renfloué dès les grandes marées.

Les premiers touristes sont revenus trois semaines après la catastrophe. Des curieux, des tour-opérateurs. Le Sheraton a rouvert le premier et il a cassé les prix. Les chaînes d'hôtels ont invité plusieurs milliers d'agents de voyages, et de journalistes américains. On leur a montré des flamboyants qui avaient de nouveau des fleurs. On leur a expliqué que le cyclone du siècle n'avait pas fait de victimes, du moins parmi les touristes, car il y a eu cent soixante-trois mexicains.

Ceux-là, les morts, avaient été négligents. Ils avaient cru que le cyclone, comme d'habitude, éviterait Cancun. Ils n'avaient pas évacué la côte ou ils étaient en mer. Les agents de voyages ont enfin pu constater que la zone hôtelière n'était pas aussi dévastée que l'avaient montré les caméras de télévision, en confondant les dégâts du cyclone avec les chantiers ordinaires des nouvelles constructions. Pour Noël, les touristes ont réapparu en nombre. Après s'être demandé si Gilberto n'était pas un châtiment divin contre le « monument à la culture américaine » qu'est Cancun, les Mexicains ont remercié le ciel.

Mais le miracle n'a pas été équitable, et des traces du cyclone sont visibles dès qu'on quitte la zone hôtelière. A Chelem, à Progreso, au nord de Merida, la côte est un alignement de cubes à moitié renversés : de petites résidences secondaires qui n'étaient pas assurées et que leurs propriétaires n'ont pas encore pu reconstruire. Là aussi, un cargo, battant pavillon jamaïcain, s'est échoué après une longue dérive.

D'une maison, il ne reste qu'une arche. D'une autre, un pan de mur aux volets entiers mais décolorés par le sel. Les gravats, les sommiers, les carreaux de faïence forment une dune le long du front de mer. Quelques murs sans toit sont à vendre, il suffit de téléphoner au numéro indiqué. Deux étages de l'hôtel Fiesta Inn ont été submergés par des vagues de 8 mètres de haut. Il en a coûté 2 millions de dollars pour réparer, mais les chaînes d'hôtels, elles, étaient assurées.

La population de la région a profité de la visite du président Salinas de Gortari à la mi-décembre pour formuler quelques réclamations. Les pêcheurs de Cozumel se sont retrouvés pratiquement sans flot et sans ressources, les producteurs de lait de la péninsule, sans clients. Les habitants d'un quartier populaire de Cancun ont, de leur côté, réclamé de l'eau, de l'électricité, du goudron sur leurs rues, des écoles et même une église. Il est vrai qu'ils n'avaient déjà rien de tout cela avant le passage du cyclone. A quelques encablures de Cancun, à Isla-Mujeres, le propriétaire d'une Dodge n'a pas eu de quoi changer son pare-brise, et on voit toujours l'impact de la pierre qui l'a frappée. Il a scotché un bout de carton sur la vitre en attendant.

Les dégâts causés par le cyclone sont estimés à 210 millions de francs pour la seule région de Cancun, sans compter la perte de devises due à la baisse du tourisme, alors que Cancun, d'ordinaire, assure le quart des rentrées de monnaies fortes du Mexique. Les touristes sont donc les bienvenus. Ils pourront se baigner à Shangri-La, en regardant les drôles de têtes que font les palmiers. Ils pourront, à Isla-Mujeres, croiser un bulldozer jaune en faisant de la planche à voile sur la mer verte. Les vacances, sur fond de catastrophe, n'en sont que plus poétiques.

L'ILE NATURE

Islande

Volcans, glaciers, geysers.

Tout ceci est à vous au travers de circuits, camping safari, trekking, randonnées en 4 x 4, mais aussi la pêche, l'ornithologie, la géologie.

L'Islande, c'est aussi pour vous la nature à l'état pur.

9, boulevard des Capucines
75002 PARIS
Tél. : (1) 47.42.52.26

ICELANDAIR
Info minitel : 36.16
code OTISLAND

AR :

Administratif

Subvention

Logement

1988

Le 19 septembre 1988, le cargo cubain « Le miracle mexicain » prend position sur la plage

Les traces du passage du cyclone Gilberto s'effacent petit à petit sur les rivages du Yucatan. A Cancun, toute une population travaille à réparer les dégâts. Les Américains peuvent revenir.

Le Yucatan a oublié Gilberto

par Corine Lesnes

LES pierres se sont mises à voler. La pluie est tombée à l'horizontale. Le sable de la mer est entré dans les chambres d'hôtel, les piscines, les arbres ont été déracinés. Mais les touristes peuvent revenir visiter la péninsule du Yucatan ; huit mois après le passage du cyclone Gilberto, le vent est retombé, et seuls les Américains encombrent les piscines de Cancun.

Le cyclone a traversé la péninsule à 250 kilomètres-heure le 13 septembre dernier. Il a soulevé des maisons et fait du phare de Puerto Morelos une tour de Pise. Il a kidnappé un bateau de pêche cubain au large d'Isle-Mujeres et ne l'a libéré que le lendemain sur le seuil d'un appartement de Cancun. A Merida, à l'autre bout du Yucatan, les murs se sont mis à ruisseler à l'intérieur des maisons.

A Noël, la tour penchée n'avait pas été redressée, le cargo cubain n'avait pas été remorqué, les pêcheurs mexicains n'avaient pas retrouvé leurs bateaux ni les paysans leurs cultures. Mais les suites des dégâts de Cancun avaient été refaites, même améliorées, et c'est bien là l'essentiel.

La zone hôtelière de Cancun est vite redevenue le couloir doré qu'elle était, sur 15 kilomètres, entre une lagune bleue et une mer des Caraïbes encore plus bleue. Les bulldozers n'ont pas tout fait fini de récupérer les plages, la mer est encore grosse, mais le bruit est couvert, au bord des piscines, par celui des orchestres, et les hôteliers ont fait venir des palmiers d'Acapulco. Les palmiers qui s'étaient installés trop près de la mer ont été délogés : les lignes Magnot sur le sable : on aperçoit encore les vagues, malgré tout, en buvant une tequila au bar.

Les chaînes longues sont neuves, les pelicans sont de retour. Les Occidentaux se baignent. Aujourd'hui comme hier, et bien moins que demain. Car, demain, Cancun sera encore plus belle, avec trente-deux nouveaux hôtels, déjà en construction, un nouveau palais des congrès et d'autres galeries marchandes. Les touristes pourront nager dans une piscine-serpent de 400 mètres de long et aller jouer au golf sans avoir le temps de sécher.

Demain, c'est prévu, le couloir deviendra corridor et la zone touristique s'allongera jusqu'au site maya et marin de Tulum, à 80 kilomètres. Les étrangers pourront passer une semaine dans des cabaneros au toit de palme ou des complexes-marinas de cinq hôtels, sans jamais affronter une scène de rue. Demain, c'est dit, Cancun aura détrôné Acapulco. La plus belle baie du Pacifique n'est plus ce qu'elle était : au coucher du soleil, des familles mexicaines viennent s'y baigner tout habillées.

Les chantiers ont pris du retard à cause du cyclone. Partout, des dizaines de milliers de fournitures travaillent, empiètent, déplacent, vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Au bord des piscines, devant les lunettes de soleil, se croisent échelles et brochettes. A l'ombre d'un carton monté sur deux tonneaux, des femmes pondeuses des dattes de faux marbre.

Les ouvriers s'éclairent à la torche le soir sur les échafaudages. A l'hôtel Crown Plaza, pyramide de sept étages où travaillent huit

cent ouvriers, les fils électriques pendent encore des plafonds et les boiseries ne sont pas peintes, mais l'hôtel va ouvrir ses portes comme prévu. C'est ce que son gérant, M. Philippe Gerondeau, appelle « le miracle mexicain ».

Plusieurs milliers de ces ouvriers dorment au milieu des travaux, dans un hamac. De vieux taxis viennent les ravitailler à l'entrée des chantiers, la soupe et les tortillas dans le coffre ouvert. Un Coca par personne. Les autres regagnent le soir les colonies de Cancun, dans des détailleries où ils sont debout, ou dans des bus où ils s'endorment. Parfois, le bus tombe en panne, et Samuel, dans son uniforme de l'hôtel Omni, se réveille en grognant.

Un paradis inachevé

Les ouvriers viennent de tout le pays. Ils construisent des hôtels à 200 dollars la nuit pour 4 dollars la journée, mais, dans cela, le cyclone n'y est pour rien. A l'époque du sommet de Cancun, en octobre 1981, la presse relevait déjà que le prix de la chambre, dans ce paradis inachevé, représentait deux ans de salaire minimum au Bangladesh. Le sommet devait relancer le dialogue Nord-Sud. Il en reste un monument géométrique, entre la ville mexicaine et la zone touristique.

Tout va bien, donc, dans la zone hôtelière. Les magasins de sportswear vendent des T-shirts marqués d'un palmier plié en deux : « I survived Gilberto ». (« J'ai survécu à Gilberto »). Un centre commercial annonce sa réouverture : « Gilberto a perdu la guerre ». Le bateau cubain Portachernera-1 est devenu un endroit touristique, la seule chose à visiter, pratiquement, dans une station créée de toutes pièces au début des années 70 sur les conseils d'un ornithologue. Il est échoué près de l'hôtel Las Perlas. On y vient en groupe se faire photographier entre la coque rouillée et les carreaux noirs et blancs des appartements qu'il a défoncés.

Les quarante et un marins qui ont débarqué là le matin du 14 septembre en se croyant à Miami sont rentrés à La Havane pour les fêtes. Depuis, les riverains ont peur d'être contaminés par on ne sait quoi et, surtout, d'hériter définitivement du navire. Les autorités les ont rassurés : le bateau cubain sera renfloué dès les grandes marées.

Les premiers touristes sont revenus trois semaines après la catastrophe. Des curieux, des tour-opérateurs. Le Sheraton a rouvert le premier et il a cassé les prix. Les chaînes d'hôtels ont invité plusieurs milliers d'agents de voyages, et de journalistes américains. On leur a montré des flamboyants qui avaient de nouveau des fleurs. On leur a expliqué que le cyclone du siècle n'avait pas fait de victimes, du moins parmi les touristes, car il y a eu cent soixante-trois mexicains.

Ceux-là, les morts, avaient été négligents. Ils avaient cru que le cyclone, comme d'habitude, éviterait Cancun. Ils n'avaient pas évacué la côte ou ils étaient en mer. Les agents de voyages ont enfin pu constater que la zone hôtelière n'était pas aussi dévastée que l'avaient montré les caméras de télévision, en confondant les dégâts du cyclone avec les chantiers ordinaires des nouvelles constructions. Pour Noël, les touristes ont réapparu en nombre. Après s'être demandé si Gilberto n'était pas un châtiment divin contre le « monument à la culture américaine » qu'est Cancun, les Mexicains ont remercié le ciel.

Mais le miracle n'a pas été équitable, et des traces du cyclone sont visibles dès qu'on quitte la zone hôtelière. A Chelem, à Progreso, au nord de Merida, la côte est un alignement de cubes à moitié renversés : de petites résidences secondaires qui n'étaient pas assurées et que leurs propriétaires n'ont pas encore pu reconstruire. Là aussi, un cargo, battant pavillon jamaïcain, s'est échoué après une longue dérive.

D'une maison, il ne reste qu'une arche. D'une autre, un pan de mur aux volets entiers mais décolorés par le sel. Les gravats, les sommiers, les carreaux de faïence forment une dune le long du front de mer. Quelques murs sans toit sont à vendre, il suffit de téléphoner au numéro indiqué. Deux étages de l'hôtel Fiesta Inn ont été submergés par des vagues de 8 mètres de haut. Il en a coûté 2 millions de dollars pour réparer, mais les chaînes d'hôtels, elles, étaient assurées.

La population de la région a profité de la visite du président Salinas de Gortari à la mi-décembre pour formuler quelques réclamations. Les pêcheurs de Cozumel se sont retrouvés pratiquement sans flot et sans ressources, les producteurs de lait de la péninsule, sans clients. Les habitants d'un quartier populaire de Cancun ont, de leur côté, réclamé de l'eau, de l'électricité, du goudron sur leurs rues, des écoles et même une église. Il est vrai qu'ils n'avaient déjà rien de tout cela avant le passage du cyclone. A quelques encablures de Cancun, à Isla-Mujeres, le propriétaire d'une Dodge n'a pas eu de quoi changer son pare-brise, et on voit toujours l'impact de la pierre qui l'a frappée. Il a scotché un bout de carton sur la vitre en attendant.

Les dégâts causés par le cyclone sont estimés à 210 millions de francs pour la seule région de Cancun, sans compter la perte de devises due à la baisse du tourisme, alors que Cancun, d'ordinaire, assure le quart des rentrées de monnaies fortes du Mexique. Les touristes sont donc les bienvenus. Ils pourront se baigner à Shangri-La, en regardant les drôles de têtes que font les palmiers. Ils pourront, à Isla-Mujeres, croiser un bulldozer jaune en faisant de la planche à voile sur la mer verte. Les vacances, sur fond de catastrophe, n'en sont que plus poétiques.

AR :

Administratif

Subvention

Logement

1988

Le 19 septembre 1988, le cargo cubain « Le miracle mexicain » prend position sur la plage

Les traces du passage du cyclone Gilberto s'effacent petit à petit sur les rivages du Yucatan. A Cancun, toute une population travaille à réparer les dégâts. Les Américains peuvent revenir.

Le Yucatan a oublié Gilberto

par Corine Lesnes

LES pierres se sont mises à voler. La pluie est tombée à l'horizontale. Le sable de la mer est entré dans les chambres d'hôtel, les piscines, les arbres ont été déracinés. Mais les touristes peuvent revenir visiter la péninsule du Yucatan ; huit mois après le passage du cyclone Gilberto, le vent est retombé, et seuls les Américains encombrent les piscines de Cancun.

Le cyclone a traversé la péninsule à 250 kilomètres-heure le 13 septembre dernier. Il a soulevé des maisons et fait du phare de Puerto Morelos une tour de Pise. Il a kidnappé un bateau de pêche cubain au large d'Isle-Mujeres et ne l'a libéré que le lendemain sur le seuil d'un appartement de Cancun. A Merida, à l'autre bout du Yucatan, les murs se sont mis à ruisseler à l'intérieur des maisons.

A Noël, la tour penchée n'avait pas été redressée, le cargo cubain n'avait pas été remorqué, les pêcheurs mexicains n'avaient pas retrouvé leurs bateaux ni les paysans leurs cultures. Mais les suites des dégâts de Cancun avaient été refaites, même améliorées, et c'est bien là l'essentiel.

La zone hôtelière de Cancun est vite redevenue le couloir doré qu'elle était, sur 15 kilomètres, entre une lagune bleue et une mer des Caraïbes encore plus bleue. Les bulldozers n'ont pas tout fait fini de récupérer les plages, la mer est encore grosse, mais le bruit est couvert, au bord des piscines, par celui des orchestres, et les hôteliers ont fait venir des palmiers d'Acapulco. Les palmiers qui s'étaient installés trop près de la mer ont été délogés : les lignes Magnot sur le sable : on aperçoit encore les vagues, malgré tout, en buvant une tequila au bar.

Les chaînes longues sont neuves, les pelicans sont de retour. Les Occidentaux se baignent. Aujourd'hui comme hier, et bien moins que demain. Car, demain, Cancun sera encore plus belle, avec trente-deux nouveaux hôtels, déjà en construction, un nouveau palais des congrès et d'autres galeries marchandes. Les touristes pourront nager dans une piscine-serpent de 400 mètres de long et aller jouer au golf sans avoir le temps de sécher.

Demain, c'est prévu, le couloir deviendra corridor et la zone touristique s'allongera jusqu'au site maya et marin de Tulum, à 80 kilomètres. Les étrangers pourront passer une semaine dans des cabaneros au toit de palme ou des complexes-marinas de cinq hôtels, sans jamais affronter une scène de rue. Demain, c'est dit, Cancun aura détrôné Acapulco. La plus belle baie du Pacifique n'est plus ce qu'elle était : au coucher du soleil, des familles mexicaines viennent s'y baigner tout habillées.

Les chantiers ont pris du retard à cause du cyclone. Partout, des dizaines de milliers de fournitures travaillent, empiètent, déplacent, vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Au bord des piscines, devant les lunettes de soleil, se croisent échelles et brochettes. A l'ombre d'un carton monté sur deux tonneaux, des femmes pondeuses des dattes de faux marbre.

Les ouvriers s'éclairent à la torche le soir sur les échafaudages. A l'hôtel Crown Plaza, pyramide de sept étages où travaillent huit

cent ouvriers, les fils électriques pendent encore des plafonds et les boiseries ne sont pas peintes, mais l'hôtel va ouvrir ses portes comme prévu. C'est ce que son gérant, M. Philippe Gerondeau, appelle « le miracle mexicain ».

Plusieurs milliers de ces ouvriers dorment au milieu des travaux, dans un hamac. De vieux taxis viennent les ravitailler à l'entrée des chantiers, la soupe et les tortillas dans le coffre ouvert. Un Coca par personne. Les autres regagnent le soir les colonies de Cancun, dans des détailleries où ils sont debout, ou dans des bus où ils s'endorment. Parfois, le bus tombe en panne, et Samuel, dans son uniforme de l'hôtel Omni, se réveille en grognant.

Un paradis inachevé

Les ouvriers viennent de tout le pays. Ils construisent des hôtels à 200 dollars la nuit pour 4 dollars la journée, mais, dans cela, le cyclone n'y est pour rien. A l'époque du sommet de Cancun, en octobre 1981, la presse relevait déjà que le prix de la chambre, dans ce paradis inachevé, représentait deux ans de salaire minimum au Bangladesh. Le sommet devait relancer le dialogue Nord-Sud. Il en reste un monument géométrique, entre la ville mexicaine et la zone touristique.

Tout va bien, donc, dans la zone hôtelière. Les magasins de sportswear vendent des T-shirts marqués d'un palmier plié en deux : « I survived Gilberto ». (« J'ai survécu à Gilberto »). Un centre commercial annonce sa réouverture : « Gilberto a perdu la guerre ». Le bateau cubain Portachernera-1 est devenu un endroit touristique, la seule chose à visiter, pratiquement, dans une station créée de toutes pièces au début des années 70 sur les conseils d'un ornithologue. Il est échoué près de l'hôtel Las Perlas. On y vient en groupe se faire photographier entre la coque rouillée et les carreaux noirs et blancs des appartements qu'il a défoncés.

Les quarante et un marins qui ont débarqué là le matin du 14 septembre en se croyant à Miami sont rentrés à La Havane pour les fêtes. Depuis, les riverains ont peur d'être contaminés par on ne sait quoi et, surtout, d'hériter définitivement du navire. Les autorités les ont rassurés : le bateau cubain sera renfloué dès les grandes marées.

Les premiers touristes sont revenus trois semaines après la catastrophe. Des curieux, des tour-opérateurs. Le Sheraton a rouvert le premier et il a cassé les prix. Les chaînes d'hôtels ont invité plusieurs milliers d'agents de voyages, et de journalistes américains. On leur a montré des flamboyants qui avaient de nouveau des fleurs. On leur a expliqué que le cyclone du siècle n'avait pas fait de victimes, du moins parmi les touristes, car il y a eu cent soixante-trois mexicains.

Ceux-là, les morts, avaient été négligents. Ils avaient cru que le cyclone, comme d'habitude, éviterait Cancun. Ils n'avaient pas évacué la côte ou ils étaient en mer. Les agents de voyages ont enfin pu constater que la zone hôtelière n'était pas aussi dévastée que l'avaient montré les caméras de télévision, en confondant les dégâts du cyclone avec les chantiers ordinaires des nouvelles constructions. Pour Noël, les touristes ont réapparu en nombre. Après s'être demandé si Gilberto n'était pas un châtiment divin contre le « monument à la culture américaine » qu'est Cancun, les Mexicains ont remercié le ciel.

Mais le miracle n'a pas été équitable, et des traces du cyclone sont visibles dès qu'on quitte la zone hôtelière. A Chelem, à Progreso, au nord de Merida, la côte est un alignement de cubes à moitié renversés : de petites résidences secondaires qui n'étaient pas assurées et que leurs propriétaires n'ont pas encore pu reconstruire. Là aussi, un cargo, battant pavillon jamaïcain, s'est échoué après une longue dérive.

D'une maison, il ne reste qu'une arche. D'une autre, un pan de mur aux volets entiers mais décolorés par le sel. Les gravats, les sommiers, les carreaux de faïence forment une dune le long du front de mer. Quelques murs sans toit sont à vendre, il suffit de téléphoner au numéro indiqué. Deux étages de l'hôtel Fiesta Inn ont été submergés par des vagues de 8 mètres de haut. Il en a coûté 2 millions de dollars pour réparer, mais les chaînes d'hôtels, elles, étaient assurées.

La population de la région a profité de la visite du président Salinas de Gortari à la mi-décembre pour formuler quelques réclamations. Les pêcheurs de Cozumel se sont retrouvés pratiquement sans flot et sans ressources, les producteurs de lait de la péninsule, sans clients. Les habitants d'un quartier populaire de Cancun ont, de leur côté, réclamé de l'eau, de l'électricité, du goudron sur leurs rues, des écoles et même une église. Il est vrai qu'ils n'avaient déjà rien de tout cela avant le passage du cyclone. A quelques encablures de Cancun, à Isla-Mujeres, le propriétaire d'une Dodge n'a pas eu de quoi changer son pare-brise, et on voit toujours l'impact de la pierre qui l'a frappée. Il a scotché un bout de carton sur la vitre en attendant.

Les dégâts causés par le cyclone sont estimés à 210 millions de francs pour la seule région de Cancun, sans compter la perte de devises due à la baisse du tourisme, alors que Cancun, d'ordinaire, assure le quart des rentrées de monnaies fortes du Mexique. Les touristes sont donc les bienvenus. Ils pourront se baigner à Shangri-La, en regardant les drôles de têtes que font les palmiers. Ils pourront, à Isla-Mujeres, croiser un bulldozer jaune en faisant de la planche à voile sur la mer verte. Les vacances, sur fond de catastrophe, n'en sont que plus poétiques.

AR :

Administratif

Subvention

Logement

1988

Le 19 septembre 1988, le cargo cubain « Le miracle mexicain » prend position sur la plage

Les traces du passage du cyclone Gilberto s'effacent petit à petit sur les rivages du Yucatan. A Cancun, toute une population travaille à réparer les dégâts. Les Américains peuvent revenir.

Le Yucatan a oublié Gilberto

par Corine Lesnes

LES pierres se sont mises à voler. La pluie est tombée à l'horizontale. Le sable de la mer est entré dans les chambres d'hôtel, les piscines, les arbres ont été déracinés. Mais les touristes peuvent revenir visiter la péninsule du Yucatan ; huit mois après le passage du cyclone Gilberto, le vent est retombé, et seuls les Américains encombrent les piscines de Cancun.

Le cyclone a traversé la péninsule à 250 kilomètres-heure le 13 septembre dernier. Il a soulevé des maisons et fait du phare de Puerto Morelos une tour de Pise. Il a kidnappé un bateau de pêche cubain au large d'Isle-Mujeres et ne l'a libéré que le lendemain sur le seuil d'un appartement de Cancun. A Merida, à l'autre bout du Yucatan, les murs se sont mis à ruisseler à l'intérieur des maisons.

A Noël, la tour penchée n'avait pas été redressée, le cargo cubain n'avait pas été remorqué, les pêcheurs mexicains n'avaient pas retrouvé leurs bateaux ni les paysans leurs cultures. Mais les suites des dégâts de Cancun avaient été refaites, même améliorées, et c'est bien là l'essentiel.

La zone hôtelière de Cancun est vite redevenue le couloir doré qu'elle était, sur 15 kilomètres, entre une lagune bleue et une mer des Caraïbes encore plus bleue. Les bulldozers n'ont pas tout fait fini de récupérer les plages, la mer est encore grosse, mais le bruit est couvert, au bord des piscines, par celui des orchestres, et les hôteliers ont fait venir des palmiers d'Acapulco. Les palmiers qui s'étaient installés trop près de la mer ont été délogés : les lignes Magnot sur le sable : on aperçoit encore les vagues, malgré tout, en buvant une tequila au bar.

Les chaînes longues sont neuves, les pelicans sont de retour. Les Occidentaux se baignent. Aujourd'hui comme hier, et bien moins que demain. Car, demain, Cancun sera encore plus belle, avec trente-deux nouveaux hôtels, déjà en construction, un nouveau palais des congrès et d'autres galeries marchandes. Les touristes pourront nager dans une piscine-serpent de 400 mètres de long et aller jouer au golf sans avoir le temps de sécher.

Demain, c'est prévu, le couloir deviendra corridor et la zone touristique s'allongera jusqu'au site maya et marin de Tulum, à 80 kilomètres. Les étrangers pourront passer une semaine dans des cabaneros au toit de palme ou des complexes-marinas de cinq hôtels, sans jamais affronter une scène de rue. Demain, c'est dit, Cancun aura détrôné Acapulco. La plus belle baie du Pacifique n'est plus ce qu'elle était : au coucher du soleil, des familles mexicaines viennent s'y baigner tout habillées.

Les chantiers ont pris du retard à cause du cyclone. Partout, des dizaines de milliers de fournitures travaillent, empiètent, déplacent, vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Au bord des piscines, devant les lunettes de soleil, se croisent échelles et brochettes. A l'ombre d'un carton monté sur deux tonneaux, des femmes pondeuses des dattes de faux marbre.

Les ouvriers s'éclairent à la torche le soir sur les échafaudages. A l'hôtel Crown Plaza, pyramide de sept étages où travaillent huit

cent ouvriers, les fils électriques pendent encore des plafonds et les boiseries ne sont pas peintes, mais l'hôtel va ouvrir ses portes comme prévu. C'est ce que son gérant, M. Philippe Gerondeau, appelle « le miracle mexicain ».

Plusieurs milliers de ces ouvriers dorment au milieu des travaux, dans un hamac. De vieux taxis viennent les ravitailler à l'entrée des chantiers, la soupe et les tortillas dans le coffre ouvert. Un Coca par personne. Les autres regagnent le soir les colonies de Cancun, dans des détailleries où ils sont debout, ou dans des bus où ils s'endorment. Parfois, le bus tombe en panne, et Samuel, dans son uniforme de l'hôtel Omni, se réveille en grognant.

Un paradis inachevé

Les ouvriers viennent de tout le pays. Ils construisent des hôtels à 200 dollars la nuit pour 4 dollars la journée, mais, dans cela, le cyclone n'y est pour rien. A l'époque du sommet de Cancun, en octobre 1981, la presse relevait déjà que le prix de la chambre, dans ce paradis inachevé, représentait deux ans de salaire minimum au Bangladesh. Le sommet devait relancer le dialogue Nord-Sud. Il en reste un monument géométrique, entre la ville mexicaine et la zone touristique.

Tout va bien, donc, dans la zone hôtelière. Les magasins de sportswear vendent des T-shirts marqués d'un palmier plié en deux : « I survived Gilberto ». (« J'ai survécu à Gilberto »). Un centre commercial annonce sa réouverture : « Gilberto a perdu la guerre ». Le bateau cubain Portachernera-1 est devenu un endroit touristique, la seule chose à visiter, pratiquement, dans une station créée de toutes pièces au début des années 70 sur les conseils d'un ornithologue. Il est échoué près de l'hôtel Las Perlas. On y vient en groupe se faire photographier entre la coque rouillée et les carreaux noirs et blancs des appartements qu'il a défoncés.

Les quarante et un marins qui ont débarqué là le matin du 14 septembre en se croyant à Miami sont rentrés à La Havane pour les fêtes. Depuis, les riverains ont peur d'être contaminés par on ne sait quoi et, surtout, d'hériter définitivement du navire. Les autorités les ont rassurés : le bateau cubain sera renfloué dès les grandes marées.

Les premiers touristes sont revenus trois semaines après la catastrophe. Des curieux, des tour-opérateurs. Le Sheraton a rouvert le premier et il a cassé les prix. Les chaînes d'hôtels ont invité plusieurs milliers d'agents de voyages, et de journalistes américains. On leur a montré des flamboyants qui avaient de nouveau des fleurs. On leur a expliqué que le cyclone du siècle n'avait pas fait de victimes, du moins parmi les touristes, car il y a eu cent soixante-trois mexicains.

Ceux-là, les morts, avaient été négligents. Ils avaient cru que le cyclone, comme d'habitude, éviterait Cancun. Ils n'avaient pas évacué la côte ou ils étaient en mer. Les agents de voyages ont enfin pu constater que la zone hôtelière n'était pas aussi dévastée que l'avaient montré les caméras de télévision, en confondant les dégâts du cyclone avec les chantiers ordinaires des nouvelles constructions. Pour Noël, les touristes ont réapparu en nombre. Après s'être demandé si Gilberto n'était pas un châtiment divin contre le « monument à la culture américaine » qu'est Cancun, les Mexicains ont remercié le ciel.

Mais le miracle n'a pas été équitable, et des traces du cyclone sont visibles dès qu'on quitte la zone hôtelière. A Chelem, à Progreso, au nord de Merida, la côte est un alignement de cubes à moitié renversés : de petites résidences secondaires qui n'étaient pas assurées et que leurs propriétaires n'ont pas encore pu reconstruire. Là aussi, un cargo, battant pavillon jamaïcain, s'est échoué après une longue dérive.

D'une maison, il ne reste qu'une arche. D'une autre, un pan de mur aux volets entiers mais décolorés par le sel. Les gravats, les sommiers, les carreaux de faïence forment une dune le long du front de mer. Quelques murs sans toit sont à vendre, il suffit de téléphoner au numéro indiqué. Deux étages de l'hôtel Fiesta Inn ont été submergés par des vagues de 8 mètres de haut. Il en a coûté 2 millions de dollars pour réparer, mais les chaînes d'hôtels, elles, étaient assurées.

La population de la région a profité de la visite du président Salinas de Gortari à la mi-décembre pour formuler quelques réclamations. Les pêcheurs de Cozumel se sont retrouvés pratiquement sans flot et sans ressources, les producteurs de lait de la péninsule, sans clients. Les habitants d'un quartier populaire de Cancun ont, de leur côté, réclamé de l'eau, de l'électricité, du goudron sur leurs rues, des écoles et même une église. Il est vrai qu'ils n'avaient déjà rien de tout cela avant le passage du cyclone. A quelques encablures de Cancun, à Isla-Mujeres, le propriétaire d'une Dodge n'a pas eu de quoi changer son pare-brise, et on voit toujours l'impact de la pierre qui l'a frappée. Il a scotché un bout de carton sur la vitre en attendant.

Les dégâts causés par le cyclone sont estimés à 210 millions de francs pour la seule région de Cancun, sans compter la perte de devises due à la baisse du tourisme, alors que Cancun, d'ordinaire, assure le quart des rentrées de monnaies fortes du Mexique. Les touristes sont donc les bienvenus. Ils pourront se baigner à Shangri-La, en regardant les drôles de têtes que font les palmiers. Ils pourront, à Isla-Mujeres, croiser un bulldozer jaune en faisant de la planche à voile sur la mer verte. Les vacances, sur fond de catastrophe, n'en sont que plus poétiques.

AR :

Administratif

Subvention

Logement

1988

Le 19 septembre 1988, le cargo cubain « Le miracle mexicain » prend position sur la plage

Les traces du passage du cyclone Gilberto s'effacent petit à petit sur les rivages du Yucatan. A Cancun, toute une population travaille à réparer les dégâts. Les Américains peuvent revenir.

Le Yucatan a oublié Gilberto

par Corine Lesnes

LES pierres se sont mises à voler. La pluie est tombée à l'horizontale. Le sable de la mer est entré dans les chambres d'hôtel, les piscines, les arbres ont été déracinés. Mais les touristes peuvent revenir visiter la péninsule du Yucatan ; huit mois après le passage du cyclone Gilberto, le vent est retombé, et seuls les Américains encombrent les piscines de Cancun.

Le cyclone a traversé la péninsule à 250 kilomètres-heure le 13 septembre dernier. Il a soulevé des maisons et fait du phare de Puerto Morelos une tour de Pise. Il a kidnappé un bateau de pêche cubain au large d'Isle-Mujeres et ne l'a libéré que le lendemain sur le seuil d'un appartement de Cancun. A Merida, à l'autre bout du Yucatan, les murs se sont mis à ruisseler à l'intérieur des maisons.

A Noël, la tour penchée n'avait pas été redressée, le cargo cubain n'avait pas été remorqué, les pêcheurs mexicains n'avaient pas retrouvé leurs bateaux ni les paysans leurs cultures. Mais les suites des dégâts de Cancun avaient été refaites, même améliorées, et c'est bien là l'essentiel.

La zone hôtelière de Cancun est vite redevenue le couloir doré qu'elle était, sur 15 kilomètres, entre une lagune bleue et une mer des Caraïbes encore plus bleue. Les bulldozers n'ont pas tout fait fini de récupérer les plages, la mer est encore grosse, mais le bruit est couvert, au bord des piscines, par celui des orchestres, et les hôteliers ont fait venir des palmiers d'Acapulco. Les palmiers qui s'étaient installés trop près de la mer ont été délogés : les lignes Magnot sur le sable : on aperçoit encore les vagues, malgré tout, en buvant une tequila au bar.

Les chaînes longues sont neuves, les pelicans sont de retour. Les Occidentaux se baignent. Aujourd'hui comme hier, et bien moins que demain. Car, demain, Cancun sera encore plus belle, avec trente-deux nouveaux hôtels, déjà en construction, un nouveau palais des congrès et d'autres galeries marchandes. Les touristes pourront nager dans une piscine-serpent de 400 mètres de long et aller jouer au golf sans avoir le temps de sécher.

Demain, c'est prévu, le couloir deviendra corridor et la zone touristique s'allongera jusqu'au site maya et marin de Tulum, à 80 kilomètres. Les étrangers pourront passer une semaine dans des cabaneros au toit de palme ou des complexes-marinas de cinq hôtels, sans jamais affronter une scène de rue. Demain, c'est dit, Cancun aura détrôné Acapulco. La plus belle baie du Pacifique n'est plus ce qu'elle était : au coucher du soleil, des familles mexicaines viennent s'y baigner tout habillées.

Les chantiers ont pris du retard à cause du cyclone. Partout, des dizaines de milliers de fournitures travaillent, empiètent, déplacent, vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Au bord des piscines, devant les lunettes de soleil, se croisent échelles et brochettes. A l'ombre d'un carton monté sur deux tonneaux, des femmes pondeuses des dattes de faux marbre.

Les ouvriers s'éclairent à la torche le soir sur les échafaudages. A l'hôtel Crown Plaza, pyramide de sept étages où travaillent huit

cent ouvriers, les fils électriques pendent encore des plafonds et les boiseries ne sont pas peintes, mais l'hôtel va ouvrir ses portes comme prévu. C'est ce que son gérant, M. Philippe Gerondeau, appelle « le miracle mexicain ».

Plusieurs milliers de ces ouvriers dorment au milieu des travaux, dans un hamac. De vieux taxis viennent les ravitailler à l'entrée des chantiers, la soupe et les tortillas dans le coffre ouvert. Un Coca par personne. Les autres regagnent le soir les colonies de Cancun, dans des détailleries où ils sont debout, ou dans des bus où ils s'endorment. Parfois, le bus tombe en panne, et Samuel, dans son uniforme de l'hôtel Omni, se réveille en grognant.

Un paradis inachevé

Les ouvriers viennent de tout le pays. Ils construisent des hôtels à 200 dollars la nuit pour 4 dollars la journée, mais, dans cela, le cyclone n'y est pour rien. A l'époque du sommet de Cancun, en octobre 1981, la presse relevait déjà que le prix de la chambre, dans ce paradis inachevé, représentait deux ans de salaire minimum au Bangladesh. Le sommet devait relancer le dialogue Nord-Sud. Il en reste un monument géométrique, entre la ville mexicaine et la zone touristique.

Tout va bien, donc, dans la zone hôtelière. Les magasins de sportswear vendent des T-shirts marqués d'un palmier plié en deux : « I survived Gilberto ». (« J'ai survécu à Gilberto »). Un centre commercial annonce sa réouverture : « Gilberto a perdu la guerre ». Le bateau cubain Portachernera-1 est devenu un endroit touristique, la seule chose à visiter, pratiquement, dans une station créée de toutes pièces au début des années 70 sur les conseils d'un ornithologue. Il est échoué près de l'hôtel Las Perlas. On y vient en groupe se faire photographier entre la coque rouillée et les carreaux noirs et blancs des appartements qu'il a défoncés.

Les quarante et un marins qui ont débarqué là le matin du 14 septembre en se croyant à Miami sont rentrés à La Havane pour les fêtes. Depuis, les riverains ont peur d'être contaminés par on ne sait quoi et, surtout, d'hériter définitivement du navire. Les autorités les ont rassurés : le bateau cubain sera renfloué dès les grandes marées.

Les premiers touristes sont revenus trois semaines après la catastrophe. Des curieux, des tour-opérateurs. Le Sheraton a rouvert le premier et il a cassé les prix. Les chaînes d'hôtels ont invité plusieurs milliers d'agents de voyages, et de journalistes américains. On leur a montré des flamboyants qui avaient de nouveau des fleurs. On leur a expliqué que le cyclone du siècle n'avait pas fait de victimes, du moins parmi les touristes, car il y a eu cent soixante-trois mexicains.

Ceux-là, les morts, avaient été négligents. Ils avaient cru que le cyclone, comme d'habitude, éviterait Cancun. Ils n'avaient pas évacué la côte ou ils étaient en mer. Les agents de voyages ont enfin pu constater que la zone hôtelière n'était pas aussi dévastée que l'ava

SEMAINE GOURMANDE

Le Petit Colombier

On pouvait lire dans le Guide Kéber de 1974: « La maison reste une valeur sûre. » Trois lustres plus tard, la remarque est valable, et Bernard Fournier, s'il vient, en annulant la petite boutique voisine, d'agrandir son entrée, d'agencer un gentil petit salon d'attente et d'augmenter son premier étage d'une salle, digne du Michelin, perpétue la tradition du cher M. Delouvrier, son beau-père, aujourd'hui à la retraite.

Escargots en croquembouffe, jambon cru des fermes de l'Aubrac, coq fermier au bourgogne, pommes de terre « carottes » (mieux serait d'écrire « carottes »), à propos de ce petit pays de la haute Auvergne, mais aussi les frites de saumon, les langoustines rôties, les pâtes fraîches, le navarin d'agneau, etc. Avec, chaque jour, son plat « en vogue », de la rognonade de veau de lait corrézien au gigot

d'agneau rôti, du rôti de foie de veau paysanne au train de côte de boeuf gratin dauphinois. Fromages fermiers, beaux desserts. Carte des vins intéressante.

A la carte, compter 400 F, avec, au déjeuner, un menu « affaires », choix de deux plats, fromages et dessert, vin compris pour 180 F.

● LE PETIT COLOMBIER, 42, rue des Acacias, 75017 PARIS. Tél.: 43-80-28-54. Fermé mardi et dimanche midi.

Salons 6 à 35 couverts. Parking: 43, rue des Acacias. Carte bleue. Chiens acceptés.

La Truite vagabonde

Vieille enseigne quelque peu dévalisée. C'était dommage, car la grande terrasse, aux beaux jours, sur la mairie du dix-septième, est attrayante. On va la retrouver, puis-que la maison vient d'être reprise par le tructeur lauréat du Mailleur Pot, Laurent Pagadon, qui, conservant l'essence poissonnière de la maison, y ajoute, de son style, ses plats en meublé, un foie gras maison, le pigeon rôti grand-mère et un tournedos à la Rossini.

Avec, bien entendu, ses beaux-las choisis au vignoble. Le poisson dit noble est trop cher. En attendant que Pagadon impose la sagesse gourmande des bons saveurs, haricots grillés, merlanges frites et autres, comptez sur des additions pouvant s'élever jusqu'à 400 F. Mais pour un parfait menu suggestion à 180 F (choix de deux plats, fromages et dessert).

● LA TRUITE VAGABONDE, 17, rue des Batignolles, 75017 PARIS. Tél.: 43-87-77-80. Fermé samedi et dimanche. A.E.-C.B.

Le Clos gourmand

Proche de la Madeleine, pour des aventures-cinéma le soir, bonne petite maison bien relevée par M. Daniel Chepon (à midi, les bureaux et hôtels-touristes du quartier font sa clientèle solide). Grâce à une cuisine sage d'Albert Rouvière, à des prix non moins sages (les plats nombrés, entre 70 F et 100 F, donnant droit à une petite entrée gratuite).

D'autres entrées (travers de porc cuit, crêpes sautées au saumon fumé - 40 F), des desserts entre 25 F et 35 F. Une andouillette signée Duval. Un service gentiment attentif.

● LE CLOS GOURMAND, 5, rue de l'Arcade, 75008 PARIS. Tél.: 42-85-31-71. Fermé dimanche. Salons 18 couverts. C.B.-D.C.-A.E.

Comme chez soi

On devrait mieux dire: comme on ne mange plus chez soi, faute de temps peut-être, et parce que c'est si facile de réchauffer le surgelé!

Donc, ici, dans un cadre de vieille auberge provinciale, Jean-Claude Maurier mûrit ses plats du jour: canard aux deux fruits (lundi), foie de veau aux raisins (mardi), poulet aux morilles (mercredi), etc. Il fait lui-même son excellent foie gras de canard (90 F), avec un verre de sauternes, fume le saumon de Norvège (80 F), mais propose aussi les filets de hareng, les œufs cocorba, des poissons « selon arrivée », avec des pâtes fraîches maison elles aussi (combien d'autres s'affichent mais les recettes changeant matin d'usage?). Son andouillette est signée Duval (AAAAA), le confit de canard aux pommes frites (75 F), le cœur de filet au poivre (99 F), les côtes d'agneau menthe fraîche (97 F), sont de qualité.

Il y a le soir un menu à 120 F (deux plats, fromage ET dessert),

Re-trouvailles

Ce ne sont certes pas des découvertes, mais des retrouvailles heureuses. Des maisons dont les médias parlent peu et sans doute pas assez. Modestes, sages et de bonne cuisine, chacune en son genre. Alors, voilà!

● COMME CHEZ SOI, 20, rue Lamartine, 75009 Paris. Tél.: 48-78-00-02. Fermé samedi et dimanche. Chiens acceptés. AE - CB - DC.

Artois Isidore

Isidore parce que le vieux M. Rouzevrol se prénomme ainsi lorsqu'il régale les gourmands de la Butte. Artois parce que rue d'Artois. Et le fils Rouzevrol a longtemps continué la tradition avant de nous quitter. Ses successeurs, Robert et Isabelle Mendonça, ont eu le sagesse de garder personnel et formule. Connaît-on beaucoup de maisons aujourd'hui, à Paris, où l'on affiche dès midi « complet au déjeuner »?

Donc, dans le brouhaha satisfait des familles, on trouve sur la carte, voisinant, la foie de canard frais maison à 120 F et l'œuf mayonnaise ou les sardines beurre (36 F), le ris de veau épiciers (102 F) et les tripoux suver-

gnats (78 F) et ainsi jusqu'aux desserts: pruneaux au calvados (48 F) ou café liégeois (42 F). Je me suis régalé des moules de bouchot marnière (60 F) et du rognon de veau grillé accompagné de frites (120 F). J'ai goûté les excellentes quenelles de brochet maison nappées d'une sauce un peu trop épaisse peut-être (80 F), le tout arrosé d'un saint-joseph 1986 (130 F).

Le soir, lorsqu'il y a un peu moins de « presse », et à deux pas des Champs-Élysées, c'est un endroit merveilleux d'un Paris de films d'avant-guerre. Ah! si les « clés d'or » des palaces connaissent ça, ils y enverraient les touristes yankees, qui en seraient ravis.

● ARTOIS ISIDORE, 13, rue d'Artois, 75008 Paris. Tél.: 42-25-01-10. Fermé samedi et dimanche. Salons 10-12 couverts. Chiens acceptés. CB.

Le Bistrot du sommelier

Là encore il s'agit d'une halte connue, animée par un des meilleurs sommeliers du monde, multi-lauréat: Philippe Faure-Brac. Mais avec son nouveau chef Marcel Gougeon (fils de l'ancien

patron-cuisinier-bretonnant de l'Argoët) il a eu la main mieux qu'heureuse, et la carte est à présent à la hauteur des vins, au verre et à la bouteille. Mousse de gousse aux épices et madras de maïs, soupe d'escargots aux orbes sauvages, gîte de thon blanc au gingembre, brochet aux agrumes, mince de saumon à l'effluve de mûres et compotée de piments doux, andouillette à la vapeur de cidre et sarrazine de pommes Boskoop, figues violettes à la sauce cacao mentholée, tous plats demandant à être accompagnés d'un des vins sélectionnés par Philippe.

A midi, on se bouscule un peu. Mais, le soir, profitez du menu « Harmonie des mets et des vins » (350 F): amuse-bouche, deux entrées, un plat, fromage ET dessert, six rencontres cordiales avec une découverte vineuse: un éblouissement! Comment, alors, ne pas citer Francis Lopez: « La cuisine et le vin, comme une mélodie, forment ici sans fin la parfaite harmonie »?

● LE BISTROT DU SOMMELIER, 97, boulevard Haussmann, 75008 Paris. Tél.: 42-65-24-85. Fermé samedi et dimanche. Parking: Saint-Augustin. Chiens acceptés. Salons 20 couverts. AE - CB.

LA REYNIÈRE.

MIETTES

● Pour les Parisiens. — A noter qu'Auguste (98, rue de Tournai) est fermé jusqu'au 8 mai pour rénovation de la salle. Et, dès le 1^{er} juin, un cadre tout neuf! Cadre tout neuf déjà réusé au Barail (17, rue Falguère) avec notamment une salle non-fumeurs. Enfin, à la Poularde landaise (4, rue Saint-Philippe-du-Roule), un menu, aux diners: apéritif, salade aux lardons, confit de canard ou plat du jour, dessert au choix, vins de pays et café: 180 F.

● Au Bon Pain. — C'est celui qui prépare M. Manzagot, à partir de farine moulée avec son germe et à la meule de pierre, fermentation lente au levain naturel, sel marin (33 bis, rue Doudaeville, 18^e). Tél.: 48-06-13-11. Il s'occupe des clients de la Ferme des Mathurins (rue Vignon).

● Les lecteurs se régaleront. — Courrier sans précédent du sans doute aux vacances de Pâques. A Paris il faut noter La Frégate (30, av. Ledru-Rollin, tél.: 43-43-80-32) et ses poissons traités « à la moderne ». En province, des compléments pour le Buffet de la gare d'Agde, ignoré de moi et, qui me console, des guides. Pour le Sagard Café (23, rue Fosses à Desvilles, tél.: 31-98-25-45), de cuisine marocaine, on l'imagine, et tenu par la charmante Dominique Boulanger (je cite). Pour l'Hôtel du Corbeau à Auxonne, en Côte-d'Or (1, rue de Berbis, tél.: 80-31-11-88), spécialiste de l'oignonnade (ou ognon-

nade). Pour le Restaurant du Parc à Aro-en-Barrois (1, place Moreau, tél.: 25-02-53-07). Pour le Biniou, (place de Pen guen à Saint-Cast, tél.: 96-41-94-53) et l'Aval Vor à Port-Louis (Morbihan, tél.: 97-82-47-59), une découverte cette année du Bortin gourmand.

● A La Rochelle. — Une création récente: l'Hôtel de la Monnaie (3, rue de la Monnaie, tél.: 46-50-65-65). 36 chambres « super-équipées » dans une demeure du XVIII^e siècle, mais pas de restaurant. Par contre, le restaurant La Claridge (1, rue Admyraut, tél.: 46-41-35-71), lui aussi dans un vieil hôtel de la vieille ville, est à signaler.

● Lecteurs pas contents. — L'un a écrit à tous les guides et à beaucoup de chroniqueurs, leur envoyant copie d'une lettre au directeur de Rue Univers (place du Théâtre-Français), mécontent de la fraîcheur des saint-jacques. A ce propos, une lecture se demande si les poissonneries de Paris sont bien « inspectées ». Certaines, il est vrai, se dévalent à des mètres de là. Pas satisfait non plus, ce lecteur qui regrette que La Diligence (avenue de Genève, tél.: 50-49-07-55) à Saint-Julien-en-Genevois ait perdu son étoile au Michelin. Qu'il se console en pensant que l'excellente cuisine de M. Favre a mérité deux toques (15/20) au Gault-Millau et deux étoiles au Bortin gourmand.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

NICE
HOTEL LA MALMAISON
Belle villa avec piscine, mer, calme, grand confort.
50 CHAMBRES INSONORISÉES ET CLIMATISÉES
TV COULEUR PAR SATELLITES
Régime de qualité.
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-57-42-56 - Tél. 470-410.
Télécopie 93-16-17-99.

HOTEL VICTORIA ***
33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-88-39-60
Plein centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin, chambres TV couleur.
Téléphone direct, minibar.

Montagne

05350 SAINT-VÉRAN
(Hautes-Alpes, Queyras)
Paro. rég. Site classé. Village XVIII^e.
Plus haute comm. d'Europe, 2040 m.
Randonnée, pêche.
LE VILLARD, tél. 92-45-82-08
Tennis, billard, Chambres, studios gd
lits de 55 à 160 F par jour.
BEAUREGARD, tél. 92-45-82-62
Pension de 185 F à 275 F par jour, promo
en sept. Piscine, tennis, billard.

Paris

SORBONNE
HOTEL DIANA **
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bain, w.-c., TV couleur.
Tél. direct.
De 250 à 350 F. - Tél. 43-44-93-55.

Provence

DRÔME PROVENÇALE
4 heures PARIS TGV. Site except.
Randonnée, sauna, etc. Cuis. à
votre goût. On ne fume pas à table.
Biblio. Chamb. gd conf. TV. Tél.
dir. Mireille COLOMBE.
AUBERGE DU VIEUX VILLAGE
D'AUBRES.
26110 NYONS - Tél. 75-24-12-88.

Grande-Bretagne

68 - QUEENSGATE
EDEN PLAZA HOTEL
68 QUEENSGATE
SOUTH KENSINGTON, LONDRES SW7
Tél. 19-44-1-370-4111. Tél. 916228.
Télécopier 19-44-1-370-4570.
Hôtel moderne et accueillant
Près de Kensington, Hyde Park, musées.

Italie

VENISE
HOTEL LA FENICE
ET DES ARTISTES ***
Saint-Marc 1936
Réservation: 193941/52-32-333
Fax: 193941/52-03-721.
Tél. 41-150 FENICE 1.

VERONE

NOVO HOTEL ROSSI
Via Delle Cotte, 2
Près de la gare de PORTA NUOVA
6: 193945/56-90-22
Fax: 193945/57-82-79.
Atmosphère intime, tout confort.

TOURISME

GRÈCE

CRUISE SUR VOILIER 13 m
Location cabine ou bateau entier.
Prix très intéressants.
Tél. (1) 30-43-13-08.

ÉTÉ 1989

SÉJOURS ENFANTS
A LA MONTAGNE
Haut-Doubs. Alt. 900 m.
TGV 3 heures de PARIS
Yves et Liliane accueillent vos enfants (5
à 14 ans) dans ambiance très familiale
dans ancienne ferme XVII^e siècle, confort-
ablement restaurée, au milieu des pâtu-
rages et des forêts. Accueil limité à
15 enfants. Activités proposées: tennis,
poney, jeux collectifs, découverte des
flores, milieu rural, pique-nique sur bois,
fabrication du pain.
Prix: 1650 F par semaine/enfant.
Tél. (16) 81-38-12-51.
LE CRÉT L'AGNEAU
25450 MONTBENOIT

Aux quatre coins de France

LE TROISORE
Le nouveau restaurant indien
Une des meilleures adresses
indiennes de la capitale, où vous
apprécierez la finesse d'authen-
tiques spécialités Mughal.
25, av. de la République (15^e). 46.46.94.41

LES CHANTS DU PIANO
10, rue Lombard (19^e). Tél.: 42-42-02-14
CUISSINE FINE
Sorbet de foie gras. Médailleurs
de l'apin aux queues de langoustines
F. Dén. soir - Jeudi midi

RÉSIDENCES

VENISE
ALOUER
Luxeux mini-apartements entièrement
aménagés. Quartier Saint-Marc centre.
Séjour minimum: une semaine.
Appartement luxueux entièrement aménagé.
Vue sur le grand canal.
Séjour minimum: une semaine.
Tél. 193941/5228933.
Tél. 193941/5203721.

BOURGEOIN-JALLIEU
27 de LYON
VILLAS jumelles
Dans l'ancien « VERT VILLAGE »,
3 ca., salon, séjour, p. de bain, 2 w.-c.,
garage. 89 m² habitables sur 480 m² de
terrain. A 5 minutes, école et bus.
430 000 F
Tél. 74-93-68-13.

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

BASTILLE-OPÉRA-DE LAINE
EL BOLICHE, 43, rue Faidherbe, 14^e.
F. dim. 43-79-87-93.
Le rest. sud-américain de 1^{er} fl.

LA PLANTATION - 43-87-64-15
5, rue Jules-César, 12^e - F. dim.
Les ANTILLES à côté de la Beaulieu.
Cuis. créole traditionnelle et nouvelle.
Ambiance créole chaleureuse et tropi-
cale. PMR 200 F.

RELAIS BELIMAN, 37, r. Frang-1^{er}.
42-23-54-42. Jue. 22 h 30. Cadre élég.
F. samedi, dimanche.

142, r. des Champs-Élysées, 43-59-20-41
COPENHAGUE, 1^{er} étage.
FLORA DANICA, et son jardin d.c.
SAUMON, RENNE, CANARD SALE.

ENTOTTO - 45-47-48-51 - F. dim.
143, r. L.-M.-Nordmann, 13^e
Spécialités éthiopiennes.

LES HALLES
CAVEAU F. VILLON, 64, r. Arbre-Sec,
42-36-10-92. Ses caves du XV^e F. dim.
et lunch. P.M.E. 170/200 F

MONTMARNASSE
« Une des meilleures adresses
indiennes de la capitale ».
L'ETAGÈRE, 25, av. de la République, 19^e.
Tél. 43-44-94-41. Carte 140 F.

INCARL, 9, r. Monsieur-le-Prince, 6^e.
F. dim. 46-33-65-32. Rest. sud-américain.
REPUBLIQUE-BASTILLE
LE REPAIRE DE CARTOUCHE
47-00-25-66, 8, boulevard des Filles-du-
Calvaire (11^e). F. sam. midi, dim.

REUILLY-DIDEROT
SAPNA 160, r. de Charonne, 12^e.
F. dim. 43-46-73-33.
Musique, danse indienne. Cuis. raffinée.

EL PICADOR, 80, bd des Batignolles,
43-87-23-87. PAELLA, ZARZUELA,
BACALAO, GAMBAS. F. dim.
mardi. Plats à emporter.
Cité G. Millan 1988 et B. Gourmand.

SAINT-AUGUSTIN
LE SARLADAIS, 2, r. de Vienne, 8^e.
45-22-23-62. Dîner périgourdin 130 F s.c.

LA FOUX, 2, rue Clément (6^e).
F. dim. 43-25-77-66.
Ailes aux fourmeaux.
TROCADÉRO
P. GAILLARD, 70, r. de Longchamp.
F. dim. et sam. soir. 47-27-43-41.
Cuis. classique.

THÉÂTRE

« Le Briseur de salaires », de Heiner Müller

Les fausses perspectives

On connaît Heiner Müller, auteur. Pour la première fois, une de ses pièces, mise en scène par lui à Berlin-Est, traverse le mur, vient au Théâtre de l'Europe. Le Briseur de salaires ou grandeur et déraison des cadences infernales.

Sur un écran, se projette un film silencieux. A demi plongés dans l'eau, floue ou lac, trois hommes se battent. Plus exactement, deux hommes en tabac et un troisième. Images répétées, répétitives, étonnantes. Puis l'écran s'efface, et il se voit une dizaine, avec le même visage tout aussi gris que leurs vêtements, avec les mêmes casquettes, les mêmes gestes secs pour vider les canettes de bière, le même regard opaque des gens qui ont tout vu.

« Tout va. Les bureaux de placement après la première guerre, le salaire aux pièces et les nazis avec tambours et trompettes et, après le meurtre, la nouvelle vie avec le salaire au rendement. Mais la bière que nous sert l'Etat des ouvriers, ça c'est du jamais vu » (1).

Avec concision et précision, la situation est déjà donnée dans la première réplique du Briseur de salaires, de Heiner Müller. Ecrite en 1956, la pièce a été publiée en 1957 et créée l'année suivante. Elle sera présentée au Théâtre de l'Europe, du 16 au 20 mai, dans une mise en scène de l'auteur, production du Deutsches Theater de Berlin-Est. Le spectacle a ouvert le Festival de la RDA et doit fermer les Rencontres de Berlin-Ouest. Un événement, car, depuis vingt-cinq ans que les Rencontres théâtrales existent, pour la première fois un spectacle de l'Est passe le mur. Quinze ans de négociations patientes ont été nécessaires, menées par l'équipe du Festival, et par Torsen Mass, responsable du théâtre.

Heiner Müller a une position privilégiée en RDA, mais son théâtre est joué à l'Ouest plus que chez lui, où il est encore le souffre de la « non-orthodoxie ». « Naturellement, les interprétations diffèrent. A Paris ou à New-York, les publics de Hamlet Machino, par exemple, ne pensent certainement pas à une parabole sur la Hongrie. A l'Est, c'est clair. Les spectateurs de l'Ouest sont des observateurs, ceux de l'Est des victimes. Mais il ne faut pas surestimer les différences. Chez nous, les metteurs en scène sont influencés par les belles photos des spectacles de l'Ouest, et tout le monde l'est par la télévision. On ne regarde pas celle de l'Ouest. En définitive, dans les deux Berlins, les théâtres sont identiques. Seulement, à l'Est, ils sont pleins de spectateurs obscurs, et la réciprocité n'est pas possible ».

Le thème du Briseur de salaires s'inspire d'événements réels qui se sont passés en 1949, dans le pays encore ruiné par la guerre. L'histoire d'un ouvrier berlinois, le premier à recevoir le titre de « héros du travail » pour avoir, avec sa brigade, réparé en deux mois le four d'une usine sans interrompre la production.



Heiner Müller.

tion. Un beau modèle, évidemment beaucoup plus ambigu chez Heiner Müller. Le « héros », Balke, comme tous les camarades, passé sans transition du régime nazi au socialisme, a servi l'un et l'autre avec la même rigoureuse discipline.

« Ils ont, dit Heiner Müller, assimilé les codes de la dictature précédente, les comportements antérieurs. Après tout, le nazisme a été porté par la classe ouvrière. Examiner les circonstances dans lesquelles est née la République démocratique allemande est encore intéressant. La situation économique a évolué, mais les questions restent posées. On n'a plus fait, on a toujours besoin de démocratie. Un grand nombre de problèmes n'ont pas été résolus. En particulier la façon de faire, de considérer le peuple comme un animal domestique » — Heiner Müller cite en exemple de cette façon de faire et d'éduquer le film de Truffaut, l'Enfant sauvage.

Ironie cinglante

Dans le Briseur de salaires, peu de personnages sont lucides et certains sont désespérés. Certains ont cru sincèrement au national-socialisme, d'autres l'ont accepté, plusieurs s'en sont accommodés parce qu'ils n'avaient pas le choix. Il fallait gagner sa vie, faire son travail et le faire en bons ouvriers. C'est ainsi que Balke avait été amené à dénoncer un « saboteur », qui se trouve être à présent le secrétaire du parti, et, de nouveau, il devra dénoncer un camarade de travail avec les mêmes motivations : il trouve normal de se sacrifier pour la productivité et entend que les autres suivent son exemple.

Des personnages déterminés par leur fonction. Des attitudes, des gestes stylisés, éminemment emphatiques. Des visages grimaçants comme des masques. Des tableaux brefs, enchaînés à la façon des projections

de diapos sur un tambour. Des comédiens qui savent extérioriser tout ce qu'il y a à exprimer et en même temps jouer sur la force de la sobriété. Sans le parti pris d'un décor fait d'objets et de fausses perspectives qui, en quelque sorte, déstabilisent la fable, on pourrait croire au retour de la forme berlinoise. Ensemble, Brecht a d'ailleurs traité le même thème, et Heiner Müller s'est inspiré de lui mais l'a perverti de sa dévotion propre : ironie cinglante, scepticisme désespéré. Les personnages qui se soumettent aux cadences infernales et ceux qui les refusent ont droit au même regard acide, à la même compassion sans indulgence.

Entre 1954 et 1988, Heiner Müller a quelque peu modifié son texte. D'abord, il n'a absolument pas suivi ses indications de mise en scène, nombreuses et précises qui ont donné lieu à des interprétations naturalistes, avec lesquelles il n'est pas d'accord. « Les acteurs viennent rarement d'un milieu ouvrier, alors ils font l'ouvrier avec tous les poncifs, et ça devient risible ». Les modifications les plus importantes sont les rajouts : tout au début, un texte de lui, nommé Horace, sur le thème du vainqueur qui, fort de sa victoire et du pouvoir qu'elle lui confère, se place au-dessus des lois, se transforme en criminel. « En RDA, le public sait immédiatement qu'on parle de Staline. Brecht le qualifie d'assassin émérite, comme on dit artiste émérite. Donc le discours fait venir des images précises, concrètes ».

Serment professionnel

A la fin de la première partie, les ouvriers sont parqués à qui va en ne va pas risquer sa vie pour réparer le four de l'usine sans en arrêter la production. La scène est ponctuée par une citation de la Flûte enchantée : « Vous qui guidez leurs pas, leur

quête/fortifiez les dans les dangers/Laissez-les vaincre les épreuves ». La seconde partie commence elle aussi par un film silencieux, en noir et blanc-couleurs de lave, l'eau de feu, enfer d'un volcan en éruption, tandis que la voix de Heiner Müller dit un monologue de l'Empédocle, de Hölderlin, qui annonce les doutes, les angoisses, les interrogations, contenus dans la pièce — et donne à la fable une évidence grandeur, une dimension mythique. Et, si Balke, finalement, n'était pas un délateur ambulant, mais un Empédocle, un héros méconnu du communisme ? « Peut-être l'est-il en effet, répond Heiner Müller. Qui sait ? ».

A la fin, alors que les ouvriers se sentent dupés, manipulés, écorchés, le secrétaire du parti songe (à Paris, ce sera en français, à travers la voix off d'André Wims) et imagine un conte, autour d'un postulat absurde : il aurait reçu l'ordre de griller un feu rouge au carrefour : « Pense à ton serment professionnel. Et ne disais plus ». Mon serment dit : « Griller le feu rouge au carrefour ». C'est une atteste à l'ordre. Et ma conscience dit : « Cela coûte des vies humaines ». Nous devons tous faire des sacrifices... Et si ton serment professionnel te trahisse, personne ne t'interdit de le dénoncer. Mon serment me dit : « Moi-même je le dénonce ».

La grande peur de Heiner Müller reste la fameuse discipline allemande, qui pousse à aller jusqu'au bout des actes, jusqu'à traverser les barrières de la raison.

COLETTE GODARD

* Odéon-Théâtre de l'Europe, du 16 au 20 mai, à 20 h 30, tél. : 43-25-70-32. Location minitel 3615 code THEA.

(1) La pièce, dans la traduction de Jean Jourd'hui et Jean-Louis Besson, doit paraître dans le n° 87 de Théâtre public, consacré à Heiner Müller.

« Phèdre », de Racine, au Nouveau Théâtre Mouffetard

Hippolyte aux bains de mer

A vouloir seulement raconter l'histoire de Phèdre, la mise en scène de Françoise Seigner la rend méconnaissable.

« Lire attentivement la notice », voyons-nous sur la plupart des boîtes de remèdes pharmaceutiques. Françoise Seigner met en scène la Phèdre de Racine, et elle nous dit dans la notice qu'elle « se propose de restituer l'histoire racontée ». Elle précise : « Le théâtre, pour moi, n'est rien d'autre qu'une histoire racontée au public ». Dans cette perspective, elle dit avoir orienté ses acteurs vers « un ton vrai et moderne ».

Mission accomplie. En dépit de son drapé blanc genre stalinien grecque, l'hermine à exactement l'allure, le ton, d'un brasseur de banques. Il joue un polar à mi-chemin de Scarface et d'un Malgrat. Et, même dans les jeux muets, « l'histoire racontée » (chère aux producteurs de cinéma) et le « ton moderne » sautent aux yeux : par exemple Phèdre donne l'expression Oedone avec le même regard froid, prosaïque, d'une touriste écoutant une voisine de bungalow lui annoncer que le kilogramme de homard, en Casamance, est plus cher qu'au marché du boulevard Edgar-Quinet.

Le travail de Françoise Seigner est intéressant, en ce qu'il démontre que si les acteurs s'en tiennent à raconter l'histoire, cette histoire est méconnaissable. Nous avons devant nous des êtres, des caractères, des actes qui sont étrangers à Racine.

Des conteurs d'histoires, il y en avait tant et plus au dix-septième siècle, mais Racine, durant quelques années du moins, opta pour autre chose : le théâtre.

Le 2 janvier 1685, Racine reçut à l'Académie Thomas Corneille, le frère de Pierre, mort l'année précédente. C'est là que Racine a lui-même inventé une formule qui fit florès, disant que Corneille montrait ses héros « toujours tels qu'ils doivent être ». Mais il dit aussi, clairement, ce qu'est l'art du théâtre, ses « véritables beautés », son « merveilleux ». Il dit que le théâtre exige les facultés qu'avait Corneille : « L'art, la force, le jugement, l'esprit ». Facultés qui n'empêchent nullement de « raconter une histoire », mais vous voyez bien, que Racine vise autre chose, vise plus loin.

Il y avait alors, à Paris et à Versailles, un immense écrivain, l'un des plus grands prosateurs de notre histoire, qui haïssait le théâtre : Bossuet. Parce qu'il trouvait les

« beautés » et le « merveilleux » du théâtre fort dangereux pour la paix des âmes et des familles, alors que les romans ont réels les plus libéraux ne l'inquiétaient pas.

Bossuet exagérât un peu lorsqu'il donnait du théâtre cette définition péremptoire : « Des mouvements qui mettent en feu tout le portier et toutes les loges ». Mais, plus calmement, il explique qu'au théâtre ce ne sont pas les histoires, les discours, même les « actions licencieuses », qui sont redoutables, mais le théâtre lui-même, c'est-à-dire « toutes les choses où se trouvent les attraits des yeux et des oreilles, parce que, par tous ces attraits, une multitude de vices a costume d'entrer dans l'âme ».

Entre deux chaises

Juste un mot sur le décor. Pas question de reprocher à Françoise Seigner la modicité de ce décor : il est clair qu'elle n'avait pas, pour mettre en scène Phèdre, une fortune. Mais il existe toujours une solution : l'absence de décor, la scène nue, ou les habituels « rideaux noirs », et cela permet d'imaginer tout ce que l'on veut. C'est alors l'acteur qui suscite la vision du paysage, témoin Jean Vilard, en roi

Richard, mettant le pied sur une plage.

Or le décor de la Phèdre de Françoise Seigner n'a pas choisi l'imaginaire : il est entre deux chaises. Nous contemplons une passerelle de planches. Les planches, pourquoi pas ? Il y a celles de Deauville, des centaines d'autres plages en ont de par le monde. Mais celles-ci sont peintes en noir, et laquées ; et comme l'océan, par derrière, est figuré par un gros linoléum gonflé, noir aussi, cela impose un climat, une circonstance, particulières, un peu Dürer, un peu pompes funèbres, bizarres, qui contredisent, qui tuent dans l'œuf, les paroles que Racine écrit.

Les acteurs, désorientés, croyons-nous, par le projet d'ensemble, ont de la tenue et du talent (Françoise Thuriès — Phèdre, Paul Barge — Hippolyte, Claire Versane — Oedone). Mais c'est Hippolyte, joué par Stéphane Bierry, qui donne la vraie présence de Racine, par sa belle diction des vers, par une fraîcheur de poésie et une parfaite grâce d'énergie spirituelle.

MICHEL COURNOT.

* Nouveau Théâtre. Mouffetard, du 30, jusqu'au 14 mai. Tél. : 43-31-11-99.

CINÉMA

Les « histoires » de Jean-Luc Godard

Si fort est son amour

Le 7 mai, à 22 h 15, et le 14 mai, à 22 h 40, Canal Plus présente la première et la deuxième partie d'Histoire(s) du cinéma, de Jean-Luc Godard. Un événement très attendu. D'autres suivront.

L'an dernier, un matin, pendant le Festival de Cannes, nous avions vu un fragment de l'Histoire du cinéma, de Godard, coproduit avec Gaumont, en cours pour Canal Plus (le Monde du 21 mai 1988). Godard a tout retravaillé, préparé deux parties sans commune mesure avec ce que nous avions pourtant déjà admiré. Canal Plus diffuse. Pour la suite, la SEPT et FR 3 prendront le relais.

Godard est chez lui, à Rolle, en Suisse. Il fume ce cigare qui le fait parfois ressembler à Samuel Fuller dans Pierrot le Fou. Il consulte des livres, tape à la machine. On entend les bruits de la technique, mêlés avec les mots de celui qui annonce : « Histoires du cinéma. Avec un... ». Toutes les histoires qu'il y aura. Qu'il y aura ? Ou qu'il y aura ? Qu'il y a eu.

C'est le premier volet dédié à Mary Meerson. Le second l'est à John Cassavetes — histoires de la solitude, solitude de l'histoire — s'intitule Histoire seule. On donne ces repères simplement pour préciser qu'il ne faut pas chercher, ici, une histoire didactique, chronologique, empesée, comme c'est déjà arrivé à la télévision. C'est de Godard.

Paradis perdu

Godard a découvert, exploré les possibilités de la vidéo dans les années 70 avec Anne-Marie Miéville, Cogito, ergo video », comme il dit quelque part. Aujourd'hui, il redonne à la télévision, qui utilise des films et en produit, quelque chose d'immense. Riche, puissant, beau, fascinant, plus grand que le monde : le cinéma. Et il refait, à la

mesure de ses rêves, un paradis perdu d'images, de sons, de voyages, d'attitudes, de metteurs en scène, de producteurs, de vedettes, et qu'importe s'il n'y a pas de poteaux indicateurs pour identifier les extraits de films. Car, laissant s'élever sa sensibilité, sa passion, Godard imprime, sur l'écran de ses « histoires », les impressions du pinophile, les flashes de la mémoire, les sensations qui, du regard, se cumulent à l'épiderme et au cœur.

Il rend hommage à Irving Thalberg, raconte Howard Hughes et les frères Lumière, les découvertes et les accidents du hasard, et aussi le sexe et la mort, la guerre et la paix, l'industrie des masses et le flux du désir qui vous embrasse.

Sans qu'on y sente le fil d'une méthode ou la moindre pesanteur d'un procédé, Godard a organisé les bouquets d'images en surimpression, des entrelacs de verbe et de musique, il a mis en page des interférences comme il met en scène les phrases et les couleurs dans ses films. René Hayworth en Gilda l'incendiaire se superpose à une sorcière jetée au feu ; le Siegfried de Fritz Lang chevauchant au pays des Nibelungen se retrouve au milieu des soldats effondrés de l'invasion de 1940 saisis par une actualité filmée. « Ce qui est passé par le cinéma et est conservé la marque ne peut plus passer ailleurs ».

Le cinéma est un rêve, mais c'est de ce rêve qu'on vit. Au début de la seconde partie, Jennifer Jones se traîne au ralenti sur des rochers. Godard a décomposé, remonté, recoloré, la scène finale de Duel au soleil, de King Vidor, où la femme blessée à mort va rejoindre celui qu'elle aime pour mourir avec lui ; vision qui prend un pouvoir magique. Comme la voix de Marlène Dietrich accompagnant des images — suggérées — de Lilian Gish dans le Vent. Si fort est son amour du cinéma que Godard nous le communique comme une transe. On se sent arriver à voir ce qu'on a envie de voir, par associations d'idées, chacun dans sa tête.

JACQUES SICLIER.

François Reichenbach l'illustre inconnu

François Reichenbach a la chance d'avoir des amis inconnus. L'un d'eux lui a signalé que l'autre nuit, vers deux heures du matin, un de ses entretiens avec Arthur Rubinstein était passé à la télé. Enfin, un lambeau d'entretien, une guenille de musique, anonyme, sans générique. Ainsi le cahier des charges de la première chaîne était-il respecté. Mais lui, Reichenbach ?

Il affirme qu'il s'en moque. Bien sûr ce n'est pas vrai. L'homme, désormais très maigre — un exoprotecteur ou un ascète — est à la fois orgueilleux et humble. Sur son papier à lettre à entête sont gravées ses décorations mais il vit comme un vagabond, et dit : « Personne ne me connaît plus. Je suis devenu un illustre inconnu. Il y a quelques temps, j'ai eu à nouveau une minute de gloire, parce que j'étais passé à « Sacré soirée » avec Gérard Oury... ».

Comment explique-t-il, lui, le documentariste le plus flamboyant de son époque, le cinéaste inspiré de la Douceur du village et d'un cœur gros comme ça, cette chute dans le purgatoire médiatique ? Il n'explique pas, il constate : « Les documentaires, c'est difficilement vendable. On me dit : « C'est trop bien ce que vous faites, ça ne peut pas passer. » Je ne suis pas le seul dans ce cas, Chris Marker, Rossif, Tazieff, même combat. »

« Tiens je ne suis pas mort »

Alors, pour vivre et continuer de filmer, François Reichenbach travaille de temps en temps sous les ordres de sponsors municipaux. Un court métrage sur la lumière, dont il fait un somptueux hymne impressionniste commandité par les laboratoires Sandoz, et hop ! C'est reparti. Car Reichenbach a des projets dans la tête comme d'autres des fourmis dans les jambes. Il vous les livre pile-mêle, entrecoupés d'anecdotes, à toute vitesse, un avion l'attend, un train, un ambassadeur, un clochard, un ami, au bout du monde...

« J'ai encore vingt-cinq ou vingt-six heures d'Arthur inédit », à propos, juste avant de subir une opération, il ordonne à sa femme : « Si je me réveille, tu mets un disque de Mozart. Si non, du Schubert ». Lorsqu'il a entendu Mozart, Rubinstein a dit : « Tiens, je ne suis pas mort. » « Maintenant, je vais suivre Richter, il veut traverser la Russie pieds nus... » Ah ! Grâce à Edmund Charles-Roux, j'ai pu filmer l'apparement d'Aragon, objet par objet avant qu'il ne soit rendu à l'administration. Sa vieille intendante était encore là. Elle m'a dit : Monsieur est parti. Et puis, je dois retourner au Mexique ; j'ai rendez-vous avec un sorcier. Je sais, c'est un peu dangereux... »

Moins dangereuse que les sortilèges médicaux, mais tout aussi fascinante, la vedette à qui François Reichenbach est en train d'élever un monument pour la postérité : le trotteur Oursi. Il le filme comme il a filmé Rubinstein ou Johnny Hallyday, et dit : « C'est un personnage bien de son époque. Il s'ennuie lorsqu'il est seul, ne supporte pas les photographes, ni le marchand de foule, même son cher driver Gougeon... » L'Oursi de Reichenbach est beau, émouvant, célèbre et fragile, comme toutes les stars. On le voit trotter solitaire dans la brume des petits matins. On le voit dans la foule des victoires, Jacques Chirac lui raporte les naseaux en claironnant : « C'est un très bon Français ». On entend même, et seul Reichenbach était capable d'obtenir ça, une interview du propriétaire du trotteur-musée, qui, comme on sait, est sourd et muet.

Oursi sera diffusé à une heure de grande écoute par la télévision française. On lui a promis. En attendant, Reichenbach a repris la route, campé, l'épaulé, couru aux aguets, veut grands ouverts. Pour filmer, au Japon, l'Enfant aveugle qui, voir les câbles en fleurs. Il y a trente ans, l'Amérique insolite, représentait la France au Festival de Cannes.

DANIELE HEYMANN.

Culture

Communication

MUSIQUES

Les rencontres d'Evian

Le galop du premier jour

La 6e Symphonie de Chostakovitch, dirigée par Rostropovitch, et le Concours de quatuors à cordes ont marqué le début des Rencontres musicales d'Evian.

Après Rencontres d'Evian, deux quatuors des pays de l'Est, les Sileziens de Pologne et les Wainin de Tchecoslovaquie, ainsi que le Quatuor Anriol du Royaume-Uni, qui ont fait les frais des éliminatoires, au grand dam du jury de la presse séduit par le superbe Quatuor de Szymanowski des Polonais, la vitalité transcendantale du Quatuor de Bartok vu par les Anglais, et surtout le parfum si pénétrant et musical du 1er Quatuor de Janacek chanté par les Tchèques. Ils auraient bien mérité qu'on les réentendît, même si ces jeunes quatuors (comme la plupart des dix concurrents) avaient sauté à pieds joints dans les pièges du Quartetissimo D. 203 de Schubert !

Il y a heureusement d'excellents ensembles parmi les résidents qui affrontent les finales, et une solution s'esquisse pour obtenir l'an prochain une sélection plus équilibrée, tenant compte de la sensibilité particulière des journalistes, représentant du public. Les Rencontres proprement dites s'ouvraient jeudi soir, avec éclat, peut-on dire sans crainte, car les valeureuses troupes du Curtis Institute de Philadelphie débordaient largement la scène du théâtre du Casino et faisaient grand bruit dans la Fandante et polka commandée par Rostropovitch, président du festival, à Ned

Les Antilles en direct sur la FM parisienne

Fort-de-France. — Répondant à la diffusion quotidienne aux Antilles de deux journaux télévisés réalisés à Paris — celui d'Antenne 2 et celui de Radio-France outre-mer (RFO), — la station privée Radio-Caraïbes International, dirigée par M. Robert Augier et implantée en Martinique, en Guadeloupe et à Sainte-Lucie, a inauguré, le 27 avril, la retransmission en direct de ses journaux vers la France. Ces émissions sont relayées par Radio-Service Raël-Malmaison (1) à l'intention des quatre cent mille émigrés des Antilles et de la Guyane installés en métropole. L'opération a été rendue possible grâce au concours financier du conseil régional de Martinique.

Le succès a été immédiat malgré le très mauvaise qualité technique de la transmission. L'émission comportait des reportages sur Haiti, Sainte-Lucie, Trinidad en même temps que des informations locales martiniquaises. La diffusion des avis d'obèques émanant des communes de Martinique a, semble-t-il, été très appréciée à Paris et dans sa banlieue. — (Corresp.)

En Espagne

Le Grupo 16 modifie ses statuts pour contrer l'offensive Hersant

Réunis en assemblée générale extraordinaire, les actionnaires d'Impulsa, holding du groupe de presse espagnol Grupo 16, ont approuvé, jeudi 4 mai, une modification des statuts de la société, octroyant plus de pouvoirs aux actionnaires majoritaires.

Cette réforme intervient moins d'un mois après que le groupe Hersant a annoncé avoir acquis plus de 30 % du capital de l'entreprise madrilène, qui édite notamment le quotidien *Diario 16*, l'hebdomadaire *Cambio 16*, ainsi que de nombreuses autres publications. La direction du Grupo 16 avait alors qualifié, dans un communiqué très dur, l'opération réalisée par le magnat français de « nettement hostile » (le Monde du 11 avril). Tout actionnaire qui voudra se défendre de ses titres devra d'abord les offrir au conseil d'administra-

tion d'Impulsa, qui les proposera aux actionnaires du groupe souhaitant les acquérir. L'assemblée des actionnaires a également nommé administrateurs uniques d'Impulsa MM. Juan Tomas de Salas et Carlos Bustelo, respectivement président et vice-président d'un groupe dont ils déclinent une grande part des titres. La boucle est ainsi bouclée et la direction actuelle semble avoir verrouillé à la fois le capital et son pouvoir.

Lors d'une conférence de presse, jeudi 4 mai, M. de Salas a accusé le Centre démocratique et social (CDS), le parti de l'ancien président du gouvernement, M. Adolfo Suarez, d'avoir favorisé l'offensive de M. Robert Hersant. Mais, a ajouté M. de Salas, « Hersant négociera pour s'en aller ». « Ceux qui entrent [dans une maison] la nuit, en cachette ou par la fenêtre, en sortent à coups de pied ».

Peu auparavant, le ministre espagnol de l'économie avait adressé un communiqué à l'assemblée des actionnaires d'Impulsa, leur recommandant à nouveau de ne pas officialiser la vente des titres au groupe Hersant intervenue le mois dernier, en rappelant que l'opération devait être examinée en conseil des ministres. Selon la loi, en effet, les investissements réalisés dans des groupes de communication exploitant des stations de radio doivent être autorisés par le gouvernement. Or, le Grupo 16 décline la concession de Radio 16. Un obstacle que les représentants du groupe Hersant se sont pourtant fait fort de contourner. Les deux sociétés — Cypresa et Propresa — ont acheté les actions d'Impulsa, sont, en effet, espagnoles.

Les neuvièmes assises du mécénat

Un millier d'entreprises-citoyennes

Le mécénat culturel se développe : l'Admical (1), qui rassemble une grande partie des entreprises mécènes, a recensé en 1988 près de 1 500 actions de mécénat menées par quelque 1 000 entreprises, pour un volume financier estimé entre 450 et 550 millions de francs. Les « entreprises-citoyennes » n'étaient que 250 en 1986 et 500 en 1987, et les dépenses ont progressé de 100 millions de francs chaque année, estime l'Admical, qui organise le 22 mai, les neuvièmes assises nationales du mécénat d'entreprise, sur le thème « Mécénat et management ».

Parmi les entreprises mécènes, les PME de moins de 500 salariés sont en nombre croissant (40 % contre 36 % en 1987). Le secteur bancaire reste en tête du nombre d'actions de mécénat, avec 23,2 % des actions répertoriées, même si sa part relative décroît (27,5 % en 1985). Il est suivi par l'agro-alimentaire (8,9 % des actions menées) et les transports (8,2 %). Quant à la répartition régionale des actions de mécénat, elle marque un réajustement en faveur de la province, Paris et sa région, avec 26,8 % des actions répertoriées (contre 30,4 % en 1987), étant suivies par Rhône-Alpes, Provence-Côte-d'Azur et Poitou-Charentes.

Les faveurs des mécènes vont en priorité aux arts plastiques et à la musique (27,3 % et 25,7 % des actions menées), ce qui confirme les données des années précédentes. En revanche, l'année de la danse a permis à cet art (8,7 % des actions en 1988 contre 2,8 % l'année d'avant) de supplanter le théâtre au troisième rang des préférences des mécènes.

Si au total « l'état du mécénat paraît satisfaisant », à M. Jacques Rigaud, président de l'Admical, ce dernier n'en nourrit pas moins quelques inquiétudes quant au statut des fondations d'entreprise. Mécénats de la loi de 1987, qui restreint par trop, selon eux, les conditions de création de fondations, l'Admical, le CNPFF et l'Union des annonceurs ont élaboré leur propre projet de loi. Il permettra aux entreprises mécènes de créer des fondations sous certaines conditions : durée et financement minimum (cinq ans et 500 000 F), activités d'intérêt général, conseil de direction ouvert à des personnalités extérieures à l'entreprise mécène, etc. Si un tel texte de loi, sur lequel le gouvernement travaille mais qui ne pourra être discuté au plus tôt qu'à la session de septembre du Parlement, ne voyait pas le jour, « nous irons en 1992 créer des fondations au Luxembourg », menace ironiquement M. Rigaud, qui est aussi administrateur de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion.

(1) Association pour le développement du mécénat industriel et commercial, 116, rue La Boétie, 75008 Paris.

ARTS

Exposition Kandinsky à Moscou

La dernière exposition consacrée en URSS à Kandinsky s'est ouverte le 28 avril, à la nouvelle galerie Tretiakov de Moscou. Elle marque, comme l'annonçait au vernissage le directeur de la galerie, « le dernier pas décisif dans la redécouverte de l'art moderne ». Maintenant que le suprématisme et l'abstraction constructiviste ont été réhabilités, le reste peut suivre.

Kandinsky est né à Moscou en 1866, mais il a passé la majeure partie de sa vie hors de la Russie : parti à trente ans pour Munich, il ne revint à Moscou qu'en 1914, d'où il est reparti en 1921. En 1933, fuyant l'URSS de Staline et l'Allemagne d'Hitler, il s'installe à Paris, où il est mort en 1944. A la différence de Malevitch, dont une part très importante de la production est restée enfermée soixante ans dans les musées soviétiques, l'œuvre de Kandinsky, essentiellement répartie entre New-York, Munich et Paris, est déjà largement connue en Occident. Mais, outre les grandes collections étrangères, on découvre ici les fonds russes : ceux de Moscou et de Leningrad et ceux, invisibles jusqu'ici, de province : Erevan, Kazan, Astrakhan, Tachkent, Toul, Gorki et Odessa.

Deux cents œuvres sont réunies, depuis les premières toiles du peintre à Moscou, vers 1890, jusqu'à son dernier travail, *Rupture énergétique*, achevé à Paris en 1944. Bien qu'aucun livre n'ait jamais été édité sur Kandinsky en Union soviétique, beaucoup d'études viennent d'être publiées dans des revues d'art comme *Iskousstvo* ou *Vorhestrvo*, ainsi que dans le remarquable catalogue de l'exposition. L'annonce de la réouverture de la galerie Tretiakov, prévue pour 1991, en « remonte » (réfection) depuis 1986, est des plus prometteuses. Les collections dans une telle école avant-gardiste, enfin autorisées, devraient y avoir une place capitale.

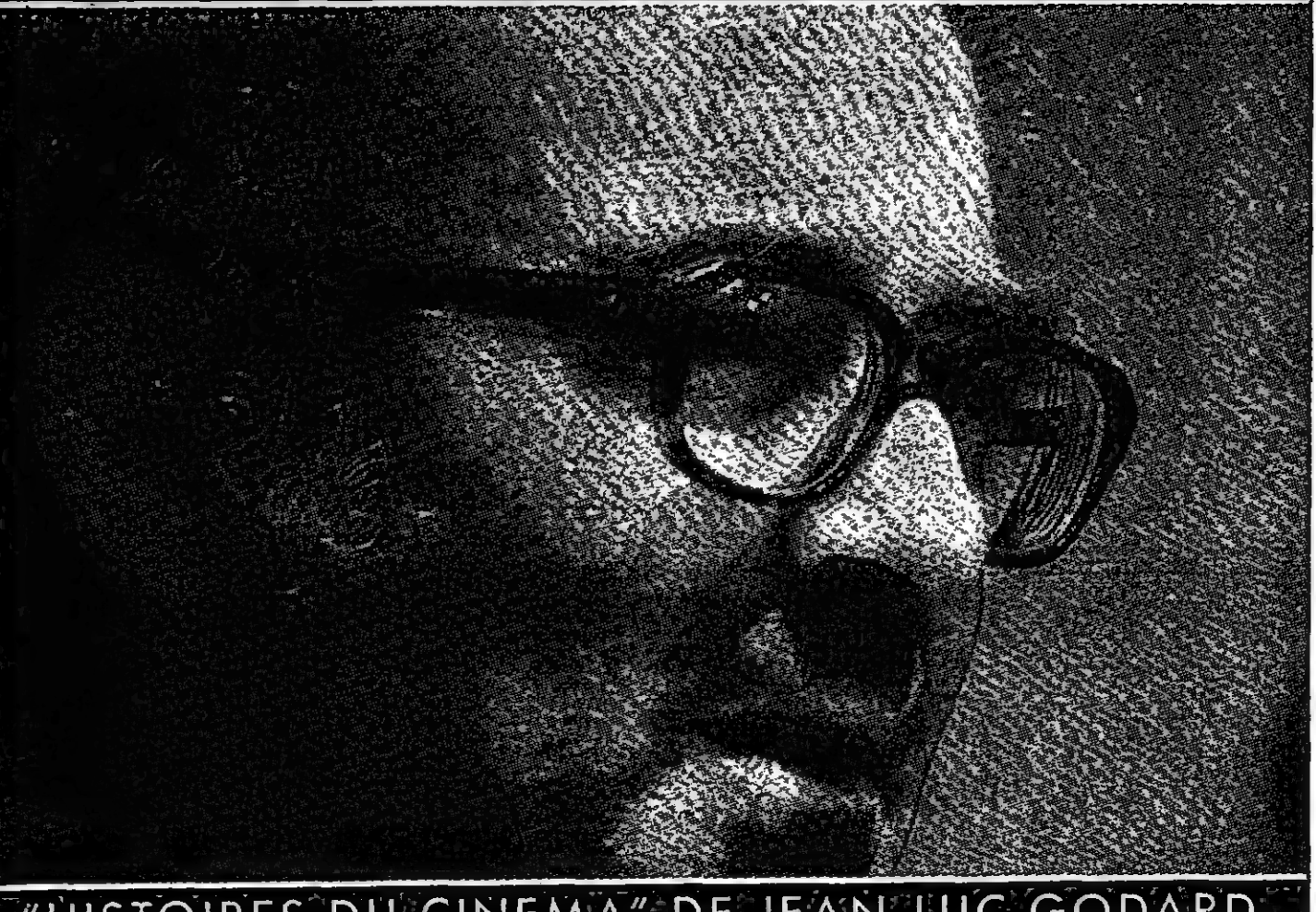
LAURENT DANIELOU.

• Un Dali et un Matisse volés à Rio-de-Janeiro. — Une dizaine d'œuvres d'art estimées à plus de 240 millions de francs, dont deux tableaux de Dali et de Matisse, ont été dérobées au musée Chacabuco de Rio-de-Janeiro dans la nuit du mercredi 3 au jeudi 4 mai.

Les voleurs se sont fait passer pour des policiers à la poursuite de malfaiteurs et ont maîtrisé les gardiens. En moins d'une demi-heure, ils ont mis la main sur des peintures, des sculptures et des tapisseries, sachant visiblement ce qu'ils cherchaient. Parmi les tableaux dérobés, les *Deux Balcons de Dali* et le *Jardin du Luxembourg* de Matisse.

La plupart des œuvres n'étaient pas assurées, car les primes d'assurance coûtaient trop cher.

CANAL+ DE REGARD



"HISTOIRES DU CINEMA" DE JEAN-LUC GODARD

Que serait le cinéma sans Jean-Luc Godard ? Sans doute, pour beaucoup de cinéphiles, lui manquerait-il un regard original. Canal+, a toujours donné à la création la place qui lui revient. Jean-Luc Godard a conçu et réalisé pour Canal+ l'histoire ou plutôt les "Histoires du Cinéma" : deux émissions diffusées le 7 mai à 22h15 et le 14 mai à 22h40, mercredi 3 au jeudi 4 mai.

Jean-Luc Godard nous fait voir notre siècle avec les yeux du cinéma, et le cinéma avec les siens. Son grand talent a toujours été de donner à voir et à penser ; avant dire que ces deux émissions truffées de références cinématographiques vont ravir tous les cinéphiles. Le cinéma vu par Godard, c'est beaucoup de cinéma et beaucoup de Godard. Canal+, c'est plus de regard.

CANAL+ LA TELE PAS COMME LES AUTRES

Le nouveau bureau de l'Association des anciens élèves du Centre de formation des journalistes

A la suite de son assemblée générale annuelle, réunie le jeudi 20 avril, l'Association des anciens élèves du Centre de formation des journalistes de la rue du Louvre (à Paris) a renouvelé le comité de l'association et élu le nouveau bureau :

BUREAU :
Président : José de Broucker (Malesherbes Publications) ; vice-président : François-René Crispin (ID.COM), Sophie Bénaud (Flammarion), Jacqueline Durand (Bayard Presse) ; secrétaire général : Zette Gomes ; secrétaire général adjoint : Christiane Chombeau (Le Monde) ; trésorier : Olivier Samain (Europe 1) ; trésorier adjoint : Jean-François Fournel (Phosphore) ; chargé de mission : Jean-Michel Quatrepoint (AGEFI).

COMITE :
Madeleine Aslangul (CFPJ), Jean-Bernard Cadier (Europe 1), Hervé Cagnet (la Nouvelle République du Centre-Ouest), Martine Debaussart-Anger (Point de vue), Max Dejeun (le Monde), Valérie-Jeanne Duménil (Décisions-médias), Hubert Fagla (RFI), Mario-Odile Fargier (Science et Vie Junior), Claude Furet (CFPJ), Bernard Giansetto (AP), Jean-Pierre Gronin (le Figaro), Mario Guastoni (Revue politique et parlementaire), François Landmann (Antenne 2), Pierre Lebel (la Croix), Gérard Marcoux (l'Equipe), Henri Montant (CFPJ), Aline Richard (la Tribune de l'Expansion), Christian Sauvage (Agence Presse Hachette), Chantal Silighini-Meyze (la Croix), Olivier Sourice (Télévision), Philippe de Warren (Indépendant).

• L'annuaire 1989 des anciens élèves du Centre de formation des journalistes vient de paraître. Il propose les noms et adresses du travail et du domicile, en France et à l'étranger, — les spécialités et les entreprises (classement par régions) de près de mille cinq cents professionnels des médias et de la communication, tous issus de l'école de la rue du Louvre. * Prix de vente : 250 F (au forfait des anciens CFI, 33, rue du Louvre, Paris 2^e, Tél. : 45-08-96-71).

Économie

Le Monde • Samedi 6 mai 1989 21

97

SOMMAIRE

■ Les évolutions salariales accroissent les risques d'inflation dans certains pays. La Grande-Bretagne y ferait exception (lire ci-dessous).

■ Tension à Amiens : le nouveau maire (UDF-PR) ramène les horaires de travail des employés municipaux de trente-cinq à trente-neuf heures (lire page 23).

■ Le numéro un de l'armement maritime d'Allemagne fédérale, Hapag Lloyd, prend livraison d'un nouveau porte-conteneurs géant (lire page 22).

HONGRIE : un nouveau plan économique présenté prochainement

Face à la dégradation de la situation économique de la Hongrie, le premier ministre du pays, M. Miklós Nemeth a fait savoir, le jeudi 4 mai, qu'un plan économique, social et politique portant sur trois ans sera présenté au Parlement à la fin mai. Ce plan vise, selon M. Nemeth, à prévenir « l'effondrement de l'économie », dont les performances sont mises en péril par un taux d'inflation élevé et un endettement extérieur devenu difficile à gérer. Le taux de croissance économique de la Hongrie est pratiquement nul depuis deux ans.

M. Nemeth a annoncé que le déficit budgétaire du premier trimestre de 1989 était plus élevé que prévu et a évoqué « le développement négatif » de la balance commerciale extérieure (en devises). Si cette évolution n'est pas freinée, « la liquidité internationale de la Hongrie serait mise en question », a-t-il déclaré. Le plan annoncé par M. Nemeth comprend notamment l'accélération du processus de privatisation des entreprises. — (AFP).

Les pays industrialisés sont-ils sur le point de connaître une période d'inflation aiguë, du genre de celle qu'a connue le monde pendant les années 70 ? Plusieurs facteurs poussent depuis quelques mois les prix à la hausse : tensions sur les capacités de production, tensions sur les prix des matières premières, même si les prix du pétrole semblent de nouveau

orientés à la baisse. Mais l'une des clés du problème semble bien être les évolutions salariales : que celles-ci dépassent les progrès de la productivité, et les risques de dérapage inflationniste seront grands.

Tel ne semble pas être le cas à quelques exceptions près, comme la Grande-Bretagne. Après avoir

examiné les politiques salariales menées aux États-Unis et au Japon (le Monde du 4 mai), puis en Espagne et en Grande-Bretagne (le Monde du 5 mai), nous terminons aujourd'hui notre enquête avec la RFA et avec l'Italie, dont on vient d'apprendre que les prix de détail avaient de nouveau fortement augmenté en avril (+ 0,7%).

RFA : le devoir de paix sociale

BONN
correspondance

« Rien n'indique que la politique salariale va relancer l'inflation en RFA. Le marché de l'immobilier et une hausse toujours possible du prix du pétrole créent en revanche de nouvelles incertitudes. »

Tout le monde ne partage pas l'optimisme de Thomas Vajna, l'un des porte-parole de l'Institut de l'économie allemande de Cologne. Début avril, un rapport de l'Office fédéral des statistiques de Wiesbaden confirmait la tendance à une accélération de l'inflation apparue depuis le début de l'année en RFA. La hausse des prix a atteint 0,6% pour le seul mois d'avril, portant le taux d'inflation annuel à 3%, après 2,7% en mars et 2,6% en février. Le chiffre le plus élevé depuis cinq ans. On est loin de la baisse des prix (-1,1% sur un an) enregistrée fin 1986 grâce à la dégringolade des prix du pétrole.

Si l'alimentation est relativement stable, les loyers (+ 3,4%) et surtout l'essence (+ 18%) ont fait grimper les prix, du fait notamment de l'augmentation de la TVA au début de l'année sur les produits pétroliers. Mais c'est surtout la remontée des cours du pétrole, répercutée par les compagnies pétrolières qui explique les hausses de prix récentes.

Quant aux prix des logements, il ne faut pas s'attendre à une amélioration dans les trois ou quatre ans à venir. L'afflux des immigrants des pays de l'Est de sonche allemande a pris la RFA au dépourvu. Il va falloir remettre à flot l'industrie du bâtiment. « En attendant, fait remarquer M. Vajna, il faudra s'attendre à ce que les loyers continuent de grimper. S'il doit y avoir des négociations salariales alors que normalement, ces problèmes n'en finissent pas. »

Est-ce à dire que ces prochaines négociations s'annoncent dures et longues ? S'il doit y avoir des conflits sociaux importants en RFA, ceux-ci ne se déclencheront, selon toute vraisemblance, pas avant le

printemps 1990. Actuellement, en effet, les syndicats les plus influents de l'industrie (sidérurgie, chimie, imprimerie...) sont tenus de respecter les accords salariaux conclus pour une période de deux ou trois ans, en vertu de ce que l'on appelle en RFA le devoir de paix sociale. Dans la sidérurgie et l'imprimerie, ces accords expirent le 1^{er} avril 1990, dans la chimie le 1^{er} juin 1990. D'une façon générale, les négociations pour le renouvellement des accords plurisannuels (elles couvrent 45% des salaires distribués) devraient commencer à l'automne prochain pour se terminer au printemps 1990.

Cela étant dit, certains secteurs restent instables, comme celui de l'imprimerie par exemple où le patronat a marchandé en 1987 avec le syndicat IG Druck, réputé pour être le plus « gauchiste » des syndicats ouest-allemands, une convention collective plus longue contre une réduction du temps de travail hebdomadaire à trente-sept heures. Ce qui n'a pas empêché le même syndicat IG Druck d'appeler ses adhérents à la grève en mars dernier pour protester contre l'introduction de formules dites de flexibilité du temps de travail, proposition visant en particulier le travail le samedi et le dimanche, un point qui n'était pas prévu dans la convention collective. Les employés ont obtenu satisfaction à 90%.

Rentabilité

Faire tourner les machines le plus longtemps possible, et surtout pendant le week-end, pour en accroître la rentabilité, voilà ce dont rêvent tous les patrons en RFA. Paradoxalement, ceux-ci ont reçu le soutien du réaliste vice-président des sociaux-démocrates, Oscar Lafontaine. Mais côté syndicats, c'est toujours la même fin de non-recevoir. « Pure question d'idéologie », dit-on dans les milieux patronaux. « Tout le monde gagnerait au travail dominical. Mais voilà, en Allemagne, le père appartient à la famille le dimanche. »

ITALIE : un dynamisme mal contrôlé

ROME
correspondance

Avec des salaires qui continuent d'être partiellement indexés sur la hausse des prix de détail et une inflation qui s'accroît depuis octobre dernier, l'Italie est engagée sur une voie dangereuse, peut-être à cause d'un trop grand dynamisme intérieur.

Le gouvernement maintient son objectif d'une hausse des prix de 4% pour l'année 1989. Pourtant, après les 5,1% de hausse de 1988, les signes d'accélération se multiplient : + 0,3% en décembre, + 0,8% en janvier et février, + 0,5% en mars, + 0,7% en avril. En taux annuel, l'inflation — qui avait passé la barre des 5% — des novembre dernier s'est établie maintenant à plus de 6,7%. Une accélération qui par le jeu de l'échelle mobile est répercutée tous les semestres sur les salaires.

Selon l'Institut national des statistiques, l'ISTAT, la hausse des salaires bruts a été de 10,1% en 1988. Pour moitié environ cette progression ne fait que compenser la hausse des prix de détail. Mais elle s'explique aussi par l'augmentation de la masse salariale due aux créations d'emplois — une des bonnes nouvelles de l'année 1988 — et à la réactualisation l'an dernier de conventions collectives nationales (1).

Néanmoins, lorsqu'on parle de « hausse des salaires » en Italie, les chiffres varient considérablement selon les sources. Selon le patronat privé, la Cofindustria, elle a été de 9% en 1988. Pour le ministre du Trésor, Giuliano Amato, « la croissance des revenus du travail dans l'ensemble de l'économie nationale a été en 1988 d'environ 7% en terme nominal et de 2,2% en terme réel ». On est de toutes façons très loin des folles augmentations de 1981 : 24% pour les salaires nominaux, 19% pour les réels.

La répartition par secteurs socio-professionnels de la hausse nominale de 10,1% des salaires bruts relevée par l'ISTAT pour 1988 fait apparaître que les travailleurs agricoles sont les salariés les plus mal lotis (+ 5,7%) suivis de près par ceux du bâtiment (+ 6,4%). Dans l'industrie, la hausse moyenne a été de 8% alors que les salariés dans le secteur des services ont grimpé de 10,9%. Les fonctionnaires ont été les mieux servis avec une augmentation de 12,3% l'an. Cela pour un total de 23 990 000 actifs au 1^{er} janvier 1989, dont 2 937 000 sans-emplois, soit un taux de chômage de 12,4% au 31 décembre 1988, inchangé par rapport au 31 décembre précédent.

Une bonne année

C'est l'année 1988 a été une bonne année pour l'économie italienne. Les créations d'emplois les plus nombreuses de ces huit dernières années le confirment : 260 000, dont 100 000 postes de travailleurs indépendants, et surtout 70 000 emplois salariés dans l'industrie, ce qui constitue un renversement de tendance très net par rapport aux années antérieures.

La productivité continue de croître très vite dans l'industrie : + 2,1% en 1984, + 3,8% en 1985, + 3,7% en 1986, + 6% en 1987. Les chiffres de 1988 ne sont pas encore connus mais ont, semble-t-il, été

encore élevés, et ce malgré les créations d'emplois dans l'industrie. La production nationale — mesurée en termes de PIB — a progressé quant à elle de 3,9% en volume par rapport à 1987, et la production industrielle de 5%. L'Italie est bien, de ce point de vue, au tableau d'honneur des pays occidentaux.

Ces bonnes performances semblent avoir poussé les Italiens à dépenser davantage — et peut-être à alimenter l'inflation. La consommation des ménages a en tous les cas augmenté d'environ 4% en volume, ce qui est beaucoup. Le crédit à la consommation est florissant (+ 30%), une nouveauté dans un pays où les familles étaient plutôt portées à épargner. Les autorités italiennes craignent que le relèvement du taux de l'escompte à 13% début mars ne suffise même pas à freiner cette fringale de dépenses, alors qu'il approche les beaux jours.

Confronté au problème d'un risque de dérapage inflationniste des prix et des salaires, le gouvernement tente avec les employeurs de proportionner les hausses de rémunérations aux possibilités des entreprises, c'est-à-dire à leur productivité.

La priorité est donc aux « nouvelles relations industrielles » dans les négociations annuelles des « contrats d'intégration », cette version par entreprise des conventions collectives nationales par secteur.

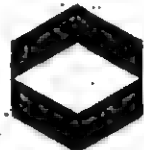
Ce dossier que le patronat tant public — l'Intersind — que privé — la Cofindustria — espère boucler fin mai, se négocie actuellement avec les trois grandes fédérations syndicales, CGIL, CISL et UIL, qui sont déterminées, malgré leurs nombreux désaccords internes, à « tenir bon sur l'échelle mobile ».

Un des employeurs « pilotes » de la reconstruction industrielle (IRI), le grand holding du secteur public, se félicitait récemment d'avoir obtenu la signature au 1^{er} mars de tous ses contrats d'intégration au prix de conflits « extrêmement réduits ». Au sein du groupe, l'augmentation moyenne retenue oscille entre 100 000 et 150 000 liras (480 à 720 francs français) par mois et par poste de travail selon les différentes filiales qui regroupent au total 90 000 salariés. Dans le reste du pays, les contrats conclus jusqu'ici ont abouti à une augmentation de 110 000 liras (530 francs français) en moyenne par poste de travail (secteurs public et privé confondus).

Le fait d'associer dans les négociations des « contrats d'intégration », les hausses de salaires au rendement de l'entreprise « constitue un important élément de contrôle de l'inflation », et permet d'espérer « une révision d'ensemble de la structure de ce type de négociation », estimait récemment en termes un peu sibyllins le directeur de la politique de l'emploi et du développement de l'IRI, Enrico Michel.

Une formule qui met en avant la productivité et la rentabilité de chaque entreprise et sur laquelle les syndicats se montrent pour l'instant très réservés. Sans y être pourtant complètement hostiles.

(1) Le taux de salaire horaire entre mars 1988 et mars 1989 a augmenté de 7,3% globalement dont 9,7% dans la fonction publique et 5,7% dans l'industrie.



PETROBRAS
PETROLEO BRASILEIRO S.A.

AVIS DE PRÉQUALIFICATION CONSTRUCTION DE LA PLATE-FORME FIXE DE TRAITEMENT À ENCHOVA

La PETROBRAS, par son bureau d'études (serviço de Engenharia — SEGEN) annonce qu'elle procédera à une préqualification des entreprises pour la construction de la plate-forme fixe de traitement à Enchova, qui sera installée dans une tranche d'eau de 115 mètres, au Bassin de Campos, littoral de l'État de Rio de Janeiro, Brésil.

Avec pour but principal de rendre viable une offre de financement global pour la plate-forme en question, PETROBRAS promouvra, dans une deuxième phase, une demande des prix selon le projet de base développé par PETROBRAS, dont l'ampleur va du début du projet jusqu'à la livraison finale de la plate-forme.

Les entreprises intéressées devront solliciter par télex la documentation pour la préqualification jusqu'au 22/05/89, à l'adresse suivante.

PETROBRAS/SEGEN/EMPEC

Attention : Ingénieur Marco Antonio da Rocha Tristao

Télex : 2123335 PETRA BR

Réf. : préqualification pour le contrat de construction de la plate-forme de traitement à Enchova.

Le télex doit contenir l'adresse complète de l'entreprise pour l'envoi de la documentation de la part de PETROBRAS.

La PETROBRAS informe que la participation à cette préqualification ne garantira pas la future invitation à répondre à la demande des prix.

ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES n° 67 mai

EN KIOSQUE 17 F

Pourquoi l'inflation menace

AVIS D'APPEL A PROMOTEURS

Rectificatif à l'annonce parue le : 12 avril 1989

Suite à des difficultés imprévues, le calendrier des appels à promoteurs organisés par la Société Immobilière de Kourou (S.I.K.O.) et relatifs aux opérations ANSE III, BRANLY et CABALOU a été modifié et s'établit comme suit :

- Lancement de la consultation : à compter du présent avis ;
- Date de remise des dossiers aux candidats à compter du : 9 mai 1989, pour ANSE III ; 22 mai 1989, pour BRANLY et CABALOU.
- Date limite de remise des offres, pour les 3 opérations : 19 juin 1989 (12 heures locales) à la S.I.K.O.

Pour tous renseignements, contacter Y. PENNEC (19.594) 32-10-34.

Économie

Europe 1993

Les pays tiers et le grand marché

Une Communauté ouverte ou offerte ?

Les modalités d'accès des banques et autres établissements financiers des pays tiers au marché unique communautaire ; le maintien de limitations à l'importation des voitures japonaises ou coréennes dans la CEE ; les conditions imposées à l'implantation dans la Communauté d'usines de montage d'automobiles ou de produits électroniques. Autant de questions longtemps étudiées auxquelles la Communauté, pressée par son propre succès, devra bientôt répondre. Chacun des dossiers du grand marché comporte ainsi un volet extérieur.

BRUXELLES (Communautés européennes) de notre correspondant

Quelles contreparties la CEE peut-elle demander aux pays tiers dont les entreprises auront accès à partir de 1993 à un marché unifié et homogène de 320 millions d'habitants ? Avant de séparer les États membres, ces questions divisaient la Commission européenne. Des divergences qu'on peut juger dangereuses pour l'avenir dans la mesure où la Commission, seule responsable de la politique commerciale commune, sera l'autorité unique dont dépendra la régulation du marché. Source supplémentaire d'incertitude, cette querelle au sein de la Commission est largement personnalisée, le président Jacques Delors devant affronter l'offensive menée avec une certaine brutalité par le vice-président britannique, M. Leon Brittan.

Cette tension est apparue voilà quinze jours, lors du débat laborieux que la Commission a consacré à la réciprocité en matière bancaire. Quelle contrepartie la Communauté doit-elle exiger des pays tiers dont des banques veulent s'installer dans la CEE et pourront, si on leur accorde l'«*agrément unique*», que prévoit la nouvelle directive, exercer leurs activités d'un bout à l'autre de la CEE ? L'affaire est importante, et elle a soulevé beaucoup d'émotion en Amérique et au Japon, où elle a contribué à alimenter la controverse sur le thème de «*l'Europe fortifiée*». Les péripéties qui ont accompagné la mise au point au niveau de la Commission de cet important texte législatif du grand marché méritent d'être contées.

Premier épisode, en janvier 1988 : la Commission adopte son projet de deuxième directive bancaire. L'essentiel consiste à dire qu'une banque d'un État membre donné se verra attribuer, au moment de l'entrée en vigueur de la directive, un «*agrément unique*», c'est-à-dire une licence lui permettant d'exercer son métier dans l'ensemble de la CEE, en étant contrôlée par les seules autorités de tutelle de son pays d'origine. C'est le décloisonnement du marché, l'ouverture à la concurrence, au profit des établissements financiers des Douze.

Le problème de la réciprocité

Comment appliquer cette libération des prestations de services aux banques étrangères ? «*La Communauté doit contrôler son action sur la base d'une stricte réciprocité*», écrit M. Henri Froment-Meurice, ambassadeur de France, dans un rapport sur la dimension extérieure du grand marché rédigé à la demande du gouvernement de Paris (1). C'est ainsi que l'entendit

«*3616 Euroguide*». — M^{me} Edith Cresson, ministre des affaires européennes, a annoncé à l'occasion du conseil des ministres du mercredi 3 mai l'ouverture, le 15 mai, d'un service Minitel «*3616 Euroguide*» (Le Monde du 5 mai).

Ce service sera composé de fiches pratiques destinées pour trois cents d'entre elles aux particuliers, pour sept cents aux entreprises, pour deux cent cinquante aux élus et aux collectivités locales. Au menu : les recommandations et les décisions de la Commission de Bruxelles, le fonctionnement des institutions et les références des interlocuteurs éventuels.

Ces données devraient être étoffées avec le temps et, à terme, elles seront connectées avec celles d'autres serveurs également consacrés à l'information sur l'Europe.

Lire aussi

● M. Leonid Plouchitch candidat du Parti radical italien aux élections européennes p. 4
● L'électronique européenne pénalisée par la compétition américano-japonaise p. 22

d'abord la Commission. Elle indique dans une première version de sa proposition que la demande d'agrément présentée par des banques extérieures à la CEE devrait être transmise à ses services. Ceux-ci, avant de donner une réponse positive, examineraient si les pays d'origine des établissements demandeurs accordaient des facilités équivalentes aux banques de la CEE. Cependant, un point faisait l'objet d'une sourde controverse : une banque japonaise ou nord-américaine déjà établie dans un seul pays de la CEE, par exemple au Royaume-Uni, pourrait-elle, après l'adoption de la directive, proposer ses services dans les autres États membres, sans condition supplémentaire, sans avoir à se soumettre auprès de Bruxelles à l'enquête de réciprocité ? «*Absolument*», proclamait lord Cockfield, alors vice-président de la Commission. «*Ce n'est pas la position de la Commission. Il est juridiquement légitime dans un tel cas de subordonner l'agrément à de nouvelles conditions*», répliquait-on dans l'entourage de M. Delors.

Cette seconde thèse, plus exigeante à l'égard des pays tiers, n'a finalement pas prévalu. Les États membres, y compris ceux qui, à l'origine de la France, défendent le concept de réciprocité, ne veulent, en effet, rien entreprendre qui puisse décourager les banques américaines ou asiatiques de venir s'installer en Europe. Aussi, lorsque la Commission s'est à nouveau saisie du dossier en avril 1989, elle a confirmé que l'agrément unique, ouvrant la possibilité d'exercer sur tout le territoire de la CEE, serait accordé sans restriction aux banques possédant déjà une filiale dans la Communauté.

L'accès au marché tiers

S'agissant des banques encore absentes dans la CEE et désirant s'y installer, M. Brittan, le vice-président de la Commission chargé de la politique de la concurrence et des institutions financières depuis le 1^{er} janvier 1989, suggère une formule libérale : l'agrément communautaire serait accordé de façon automatique, sans enquête préalable sur la réciprocité. Ce n'est qu'en cas de problème sérieux avec le pays d'origine de ladite banque que la Commission, voire le conseil des

ministres, pourrait envisager de limiter ou de supprimer cet agrément. Par problème sérieux, M. Brittan entendait le refus du pays tiers d'accorder le «*traitement national*» à un établissement bancaire de la CEE. La proposition de la Commission, telle qu'elle a été finalement révisée, ne donne que partiellement satisfaction à M. Brittan. La Commission renonce, certes, à imposer une enquête préalable avant de consentir un agrément mais, lorsqu'une discrimination est constatée de la part d'un pays tiers, elle entend pouvoir «*limiter ou suspendre tout nouvel agrément et toute nouvelle acquisition par une entreprise mère relevant du pays tiers en question*». Elle désire pouvoir intervenir de la sorte non seulement en cas de refus d'accorder à une banque communautaire le traitement national mais aussi, de façon plus générale, lorsque «*l'accès réel au marché n'est pas assuré*».

C'est en juin que les États membres devraient se mettre d'accord sur la deuxième directive bancaire. Cependant, en dépit des assouplissements apportés à la proposition initiale, plusieurs d'entre eux (le Royaume-Uni, la RFA, les Pays-Bas) trouvent que l'effort de réciprocité demandé aux pays tiers est encore excessif.

L'ouverture des marchés publics

La Commission souligne dans sa proposition que la clause de réciprocité ainsi définie ne vaut que pour les banques. Elle fait ainsi comprendre que pour d'autres prestations de services — par exemple, pour les assurances, où les États membres seront probablement moins enthousiastes à l'idée de voir débarquer en rangs serrés les compagnies étrangères — les contreparties réclamées pourraient être plus substantielles. S'il en est bien ainsi, on peut d'ores et déjà prévoir de belles empoignées au sein de la Commission puis du conseil des ministres, sans même parler des protestations horribles qui viendront alors de Washington, de Berlin ou de Tokyo.

Des réactions du même ordre sont attendues des partenaires extérieurs lorsque les Douze examineront les propositions de la Commission qui définissent de nouvelles règles du jeu pour l'ouverture des marchés publics dans les secteurs dits exclus.

Il s'agit de matériels concernant l'énergie, les transports, les télécommunications et le traitement des eaux. Selon Bruxelles, les entreprises des pays tiers ne pourront soumissionner à de tels appels d'offres que si les équipements proposés incluent au moins 50 % de «*contenu local*» communautaire.

Courant mai, la Commission doit se prononcer sur les amendements à apporter au régime d'importation des voitures japonaises dans la CEE. A coup sûr, une nouvelle pomme de discorde entre les Douze. Les restrictions à l'importation appliquées selon des modalités diverses par la France, l'Italie, le Royaume-Uni et l'Espagne devraient être remplacées par un quota communautaire, celui-ci garanti par un engagement d'autolimitation souscrit par les autorités japonaises. C'est seulement après la conclusion de cet accord d'autolimitation que la Communauté pourrait envisager de négocier avec Tokyo un élargissement progressif du quota communautaire. Telle était l'opinion de la précédente Commission, celle dont le mandat est venu à expiration fin 1988. Apparemment, M. Martin Bangemann, le nouveau vice-président chargé des affaires industrielles, veut ouvrir plus vite et plus largement le marché de la CEE. Il serait favorable à une augmentation immédiate des différents quotas nationaux d'importation, notamment français. A un terme relativement rapproché, mais pouvant peut-être excéder de quelques années la date butoir du 31 décembre 1992, ces quotas devraient disparaître. On dit par ailleurs, à propos des investissements des constructeurs automobiles japonais ou coréens dans la CEE, que M. Bangemann ne verrait pas la nécessité d'exiger un «*contenu local*» minimal. Des positions qui, si elles sont confirmées, risquent de déplaire à M. Jacques Calvet, le PDG de Peugeot-Citroën, déjà enclin à dénoncer la décomposition de l'Europe communautaire.

PHILIPPE LEMAITRE.

(1) Henri Froment-Meurice, l'Europe de 1993 : aspects et perspectives, publié par la Documentation française en mars 1988. Ce rapport, qu'il faut lire, expose de manière claire et en s'appuyant sur les cas concrets qui ont servi de point de vue français qui est largement partagé tant par l'administration que par les grandes entreprises.

SOCIAL

Le prochain recensement aura lieu du 5 mars au 12 avril 1990

L'INSEE procédera à un recensement général de la population de la France entre le 5 mars et le 12 avril 1990, aux termes d'un décret du ministre de l'économie publié au Journal officiel du 4 mai. A la mi-février, la Commission nationale de l'information et des libertés (CNIL) avait donné son feu vert à l'INSEE. Les renseignements recueillis auprès de la population

soumise au recensement — qui doit obligatoirement répondre aux questions des enquêteurs de l'INSEE — seront utilisées «*uniquement à des fins statistiques et dans le respect le plus absolu du secret attaché au caractère individuel de ces informations*», précise le décret.

Le dernier recensement général date de 1982.

Après le changement de majorité à la mairie Les employés municipaux d'Amiens retrouvent la semaine de trente-neuf heures

AMIENS de notre correspondant

Le nouveau maire d'Amiens, M. Gilles de Robien, UDF-PR, a décidé de revenir sur les trente-cinq heures de travail hebdomadaires pour le personnel communal, instaurées en 1982 par son prédécesseur M. René Lampa, communiste. Cette réduction du temps de travail sans diminution de salaire s'était faite dans le cadre d'un contrat de solidarité entre l'État et la ville. Celle-ci recevait une aide et s'engageait en contrepartie à embaucher deux cents personnes.

«*A l'époque*, rappelle M. Roger Mézin, adjoint aux finances, nous étions dans l'opposition et nous avions accepté ce système parce qu'il s'agissait d'une mesure nationale et qu'il était difficile d'aller contre. Mais en s'est rendu compte par la suite que cela ne marchait pas...» Il affirme que les deux cents emplois promis n'ont pas été créés car des personnes parties en retraite n'ont pas été remplacées. L'auraient-elles été, ajoute-t-il, cela aurait coûté 30 millions de francs par an qui n'auraient pu être affectés à des investissements.

M. Mézin note par ailleurs que les services de la ville ont été dégraissés parce que certains agents n'ont pas diminué leur temps de travail chaque jour mais prennent par exemple un après-midi par semaine. Il avance aussi comme argument que la loi interdit à des fonctionnaires de collectivités locales de bénéficier d'avantages supérieurs à ceux de l'État. «*Et puis*, ajoute-t-il, ce n'est pas moral de travailler moins que les autres catégories de salariés». Il fait néanmoins remarquer que le retour à la base légale de trente-neuf heures ne sera pas appliqué pour les travaux pénibles comme ceux des éboueurs et des égoutiers.

D'autre part, des négociations seront entamées en ce qui concerne les salaires modulables. Ainsi, certains horaires particuliers pourront compter double, par exemple ceux effectués par les secrétaires qui restent tard ou travaillent le samedi. Des avantages pourraient aussi être consentis au personnel qui ne prendrait pas ses congés en période de vacances scolaires. M. Mézin assure enfin que la politique de non-embauche se poursuivra. Grâce aux départs naturels, les effectifs, actuellement de deux mille cinq cents personnes, baisseront de 10 % en trois ans.

La décision de la nouvelle municipalité a eu pour effet de rassurer les syndicats en une intervention unanime à rappeler que M. de Robien avait promis, lors de la campagne électorale, de ne pas revenir sur les trente-cinq heures. A FO, majoritaire dans le personnel, qui «*n'avait pas de position systématique*» sur le sujet et à la CFDT qui était «*prête à reconsidérer la question*», on est aujourd'hui complètement braqué : «*On nous désigne à la vindicte populaire. C'est intolérable. Nous sommes prêts à nous battre*». A la CGT, qui a toujours estimé qu'il ne fallait pas discuter d'un retour aux trente-neuf heures, on fait signer une pétition. Les trois syndicats dénoncent aussi ce que la CGT appelle la «*casse du service public*», c'est-à-dire la privatisation envisagée du ramassage des ordures ménagères, des cantines scolaires et de la service des espaces verts.

Le 27 avril, en fin d'après-midi, à l'après des trois syndicats, plusieurs centaines de personnes ont tenu une réunion dans une salle du centre-ville. Elles sont allées ensuite manifester dans la cour de l'hôtel de ville. Le 2 mai, à l'issue d'une nouvelle manifestation, un début de négociation avec le nouveau maire a tourné court.

MICHEL CURIE.

LA VIE DANS LES ENTREPRISES Hausse des cotisations retraite et... des salaires chez Casino

A l'occasion des négociations salariales pour 1989 dans le groupe Casino, un accord a été signé par FO, la CFDT, la CFTC et le syndicat autonome sur une modification de la cotisation de retraite complémentaire des employés et des ouvriers à compter du 1^{er} décembre 1988. La direction a accepté de faire passer de 8,5 % le taux de cotisation des 13 000 salariés de Casino, des 6 000 de CEDIS et des 2 000 de SOMACA, intégrés dans le groupe en 1988, l'alignant sur celui de l'Epagne (3 000 salariés), absorbée aussi en 1988. Mais les salariés ont pris à leur charge 48,57 % de la cotisation au lieu des 40 % antérieurs. Pour compenser cette perte de pouvoir d'achat, l'entreprise a accordé une augmentation de 0,6 % des salaires au 1^{er} décembre 1988 pour les salariés de Casino, de CEDIS et de SOMACA, de 0,88 % pour ceux de l'Epagne : une formule plus prudente même si, sur le moment, le coût était le même que si l'on avait conservé la répartition antérieure. L'accord a été facilité par les 3 % d'augmentation générale de salaire prévus pour 1989. Quant aux cadres, ils ont obtenu que leur taux de cotisation passe de 7 % à 8 % en acceptant de prendre totalement en charge le point supplémentaire.

● Comité de politique humaine européen chez BSN. — Le groupe BSN va réunir les 29, 30 et 31 mai à Bruxelles un comité de politique humaine européen. L'ensemble des directions des relations humaines des pays européens où le groupe agro-alimentaire est implanté (France, Allemagne, Italie, Belgique, Espagne, Autriche et Pays-Bas) sont conviés à cette réunion. Des tables rondes seront organisées sur l'échelle de 1993 avec des représentants de l'Union des industries de la Communauté européenne (UNICE) et de la Confédération européenne des syndicats (CES).

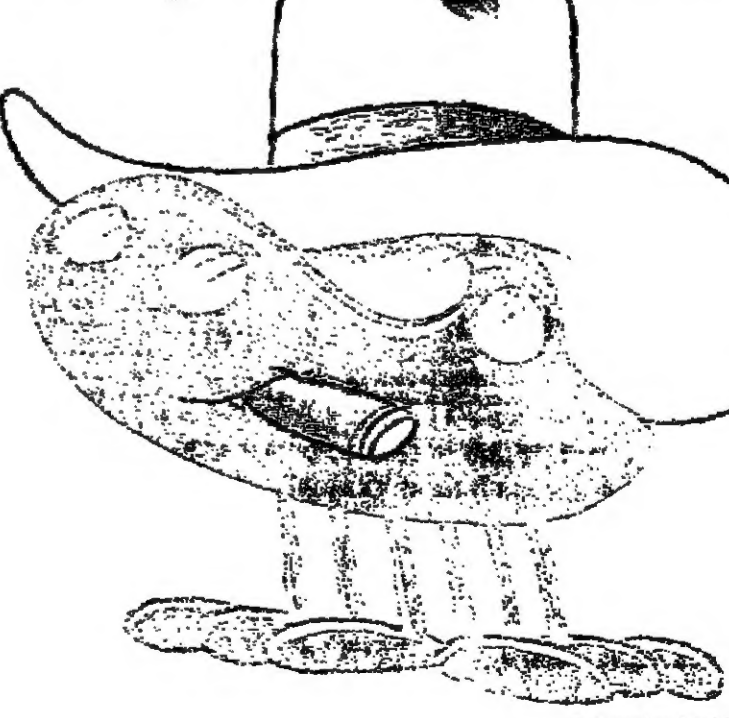
● Accord salarial aux Mutuelles du Mans. — La direction des Mutuelles du Mans et les organisations syndicales

CFDT, CGT, CFTC, FO et CGC ont signé un accord salarial pour 1989. Selon la direction «*les différentes mesures de cet accord représentent une augmentation de la masse salariale de 6,3 % à effectifs constants, englobant le règlement d'un contentieux en cours pour 1987-1988*». Deux hausses générales sont programmées : une, rétroactive, de 1,3 % au 1^{er} janvier 1989 et une autre de 1,3 % au 1^{er} octobre. Une prime uniforme de 2 300 francs sera versée «*au prorata temporis pour le personnel non titulaire*». Le salaire annuel brut minimal est porté à 74 000 francs et la prime minimale de vacances à 4 200 francs.

● Précision d'un «*clownnalyse*». — A la suite de notre article «*Profession clownnalyse*» publié dans notre page emploi du 6 avril, M. Bertil Sylvander nous précise : «*L'activité «*clownnalyse*» n'est pas ma première occupation, bien*

que je réalise avec toute la rigueur nécessaire, ma profession première étant celle de chargé de recherches à l'INRA. » Nous avions écrit : «*Bertil Sylvander (alias Kilowatt) est ingénieur agronome et il est d'abord chargé de recherches à l'INRA*»...

Avis SuperValue. Miami à 86 \$* la semaine, c'est mieux que Dallas!



* titre indicatif. 545 FF au 14 02.89

Décidés à faire mille fois plus. Où que vous alliez aux USA, vous allez vivre une vraie série américaine : grâce au forfait Avis SuperValue, vous pourrez choisir la voiture de vos vacances parmi un très grand choix de modèles, et parcourir autant de kilomètres qu'il vous plaira. Tout ceci à un prix jusqu'à 30% moins cher que le tarif standard, garanti jusqu'à fin mars 1990 et payable en France. Avis SuperValue, c'est la formule simplissime pour les vacances à l'étranger.



BUICK REGAL

Marchés financiers

Industrie chimique

Hoechst : un optimisme à toute épreuve

Redevenu en 1988 le numéro mondial de la chimie devant Bayer, le groupe allemand Hoechst a de nouveau enregistré une très sensible hausse de ses résultats pour les trois premiers mois de l'année. Pour la première fois, son chiffre d'affaires trimestriel a franchi la barre des 10 milliards de deutschemarks (1) pour s'élever à 11 milliards de deutschemarks, en augmentation de 12,1%. Ses bénéfices ont progressé encore plus vite (+22,6%), dépassant même 1 milliard de deutschemarks (1005 millions de deutschemarks) avant impôts.

« L'international » a joué un rôle moteur, la croissance des ventes ayant été particulièrement forte aux États-Unis, au Canada, au Japon et en Australie. Par contre, la conjoncture s'est montrée plus timide en Allemagne fédérale, avec une augmentation du chiffre d'affaires (1836 millions de deutschemarks) de 5% seulement. Mais grâce à des exportations musclées les profits de la maison mère ont quand même bondi (+24,4%). Toutes les divisions du groupe ont participé à ce nouvel essor, la branche « fibres et matières plastiques », jouant les locomotives.

Tout ira pour le mieux si la réforme du régime des remboursements des médicaments ne donne quelques soucis à la direction de la firme de Frankfurt, qui note en RFA pour le premier trimestre une stagnation du chiffre d'affaires pharmaceutique, en liaison avec la réticence des médecins à prescrire.

En outre, la hausse continue des prix des matières premières est également jugée préoccupante. Habituellement très prudent sur ses perspectives, M. Wolfgang Hilger, président du directoire, n'a pas hésité cette fois à se montrer très optimiste. D'après lui, l'exercice 1989 pourrait être de bonne qualité et le suivant aussi.

S'agissant de la pharmacie, le professeur Hilger a précisé que vingt-cinq nouveaux médicaments, dont quatre de première importance, attendaient pour être lancés d'ici la fin de l'année. L'AMM (autorisation de mise sur le marché). De quoi compenser le coût pour le groupe de l'application de la nouvelle loi sur la santé (au moins 125 millions de deutschemarks). De toute façon, Hoechst n'a pas vraiment à craindre un retournement de conjoncture, « la grande palette de ses activités lui donnant les moyens de retrouver son équilibre », a dit le professeur Hilger. Hoechst va donc accélérer ses investissements (+17,9%), dont le montant atteindra 3,3 milliards de deutschemarks pour 1989.

Transparence

Pour son cent vingt-cinquième anniversaire, Hoechst a voulu innover en matière d'information financière, contrairement à d'autres chimistes allemands plus frileux. S'alignant sur les normes anglo-saxonnes, le groupe publie, enfin, ses résultats d'exploitation par branches d'activité. Ainsi pour 1988, c'est la division « chimie et colorants » qui a le plus contribué aux bénéfices (1 308 millions de deutschemarks). Elle a été suivie par les « polymères » (1 097 millions), la « santé » (694 millions), les « fibres et films plastiques » (564 millions), l'« ingénierie et technologie » (314 millions) et, plus loin, par l'« agrochimie » (23 millions). D'autres chimistes seraient bien inspirés de lever à leur tour les derniers voiles pudiquement jetés jusqu'ici sur les profits par métiers. Le marché unique exigera une parfaite transparence.

ANDRÉ DESSOT.

(1) Un deutschemark vaut 3,4 francs français.

Le Crédit national crée une société d'investissement avec des partenaires européens

Le Crédit national s'européanise. Il vient en effet de trouver trois partenaires pour créer un fonds de développement destiné à accompagner en fonds propres des sociétés « moyennes-grosses » (chiffre d'affaires compris entre 2 et 3 milliards de francs et jusqu'à 25 milliards) dans leur expansion (acquisitions, prises de participation...). Ce fonds d'un montant de 500 millions d'ECU (environ 3,5 milliards de francs)

réunit la Bayerische Vereinsbank, quatrième banque privée d'Allemagne, Hambro, l'une des plus anciennes banques d'affaires britanniques, et Credipol, filiale bancaire de la Cassa dei depositi italiana. C'est la première fois que se constitue une telle société d'investissement au niveau européen et d'autres partenaires, notamment espagnols, pourraient venir rejoindre les promoteurs de cette initiative.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

MARINE-WENDEL

Le Conseil de Marine-Wendel s'est réuni le 25 avril sous la présidence de M. Pierre Cailier.

Il a pris connaissance des comptes consolidés établis comme précédemment pour l'année civile et comprenant CGIP par intégration globale et Dilling par mise en équivalence. Les résultats nets consolidés de 1988 s'élevaient pour la part de groupe à 329 MF contre 256 MF l'année précédente.

Par ailleurs, le Conseil, informé de la possibilité de céder la participation de Marine-Wendel dans Dilling à l'occasion de l'élargissement des intérêts arrosés de Usinor/Sacilor, a donné son accord de principe pour la cession de cet élément important et très ancien du patrimoine social, en vue de mettre la Société à même de développer son actif de diversification sans ralentir le soutien apporté à sa filiale CGIP. Il a accepté que le règlement puisse comporter un paiement comptant de 145 MF environ et la remise d'environ 2,7 % du capital de Sollef, dont la revente serait assurée avant le 1^{er} janvier 1992.

BERGER S.A.

Le conseil d'administration de Berger S.A., réuni le 26 avril 1989, a examiné les comptes consolidés du Groupe et arrêté les comptes sociaux de l'exercice 1988.

Les principales données consolidées pour l'exercice 1988 font ressortir un chiffre d'affaires de 675 128 KF.

Le résultat courant bénéficiaire s'est établi à 19 762 KF. Le résultat net s'élève à 15 822 KF.

Comptes sociaux

Le résultat net s'est établi à 12 582 KF.

Le conseil d'administration a décidé de proposer à l'assemblée générale de fixer le dividende à 10 francs par action au titre de l'exercice 1988. Le revenu global de l'action serait donc de 15 francs, compte tenu de l'avoir fiscal.

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires se réunira le 26 juin 1989 à 11 heures au siège social : Z.I. La Grande Marine - Route nationale 100 - L'Isle-sur-Sorgue (84800).

Les actionnaires pourront obtenir les documents d'information ainsi que les formulaires de procuration et de vote par correspondance en se présentant au siège social ou en demandant écritement de leur part, par lettre recommandée avec accusé de réception reçue au siège social cinq jours au moins avant la date de l'assemblée.

GÉREZ VOTRE PORTEFEUILLE SUR MINITELE

LE MONDE DE LA BOURSE

Pour suivre en direct l'évolution de chacune de vos valeurs et le montant global de votre portefeuille

BOURSE

36.15 LEMONDE

NEW-YORK, 4 mai ↓

Nouveau repère

Quatrième séance de baisse jeudi à Wall Street, mais très modérée, comme les jours précédents. La tendance, à la vérité, a été très irrégulière et l'indice des Industriels, un institut, avait même un peu progressé, mais vu le minuscule des comptes d'affaires, il devait s'établir, en clôture, à 2 384,89 (-4,80 points), après s'être élevé à 2 399,01. Le bilan de la journée a été bien retenu l'état de la Bourse américaine. Sur 1 922 valeurs traitées, 664 ont monté, 722 ont baissé et 546 n'ont pas varié.

D'après les professionnels, les investisseurs sont restés aux aguets, attentifs aux dernières rumeurs sur des OPA en préparation. Très peu ont pris des initiatives d'achat. Autour du Big Board, tout le monde attend, en effet, la publication, ce vendredi, des derniers chiffres du chômage pour avril, dont on espère qu'ils clarifieront un peu la situation économique pour le moins assez confuse. Les prévisions portent sur un taux inchangé de 5%, avec 223 000 créations d'emplois (non agricoles). L'activité a fortement diminué et a porté sur 153,3 millions de titres, contre 171,69 millions la veille.

VALEURS	Cours de 3 mai	Cours de 4 mai
Alcoa	62	62 1/2
Amgen	77 1/2	78 1/2
Boeing	77 1/2	78 1/2
Chemical Bank	105 1/4	106 1/4
General Electric	48 1/4	48 1/2
IBM	111 1/2	112 1/2
ITT	88 1/2	89
Johnson & Johnson	89 1/2	90 1/2
Merck	81 1/4	82 1/4
Schering	38 1/2	39 1/2
Union Carbide	127 1/2	128
US Steel	30 3/4	30 5/8
Westinghouse	67 3/8	67 1/2
Yale	88 1/4	89 1/4

LONDRES, 4 mai ↑

L'Ascension

A sa manière, la Bourse londonienne a fêté l'Ascension. Après un démarrage en flèche, le marché s'est maintenu à un bon niveau et, à la clôture, l'indice Footsie des cent valeurs s'établissait à 2 119, en progrès de 13,3 points (+0,63 %).

Ce sont surtout les rumeurs d'OPA qui ont favorisé les initiatives d'achat, avec un intérêt particulier porté sur Reed International et Boots.

Néanmoins, la faiblesse persistante de Wall Street, même relative, a freiné les ardeurs des investisseurs. Reste que la majorité des compartiments ont généralement progressé, notamment les assurances (Sun Alliance), les magasins (Barton), les pharmaceutiques (Boehringer), les brasseries (Bass), ainsi que la construction (Wimpey). Bonne tenue des fonds d'Etat. Irrégularité des mines d'or.

FAITS ET RÉSULTATS

● La SMH continue ses retours aux bénéfices. — Numéro deux de l'industrie hôtelière mondiale, la firme suisse SMH (Société de Management Hôtelier) a déposé pour 1988 un bénéfice net de 105 millions de francs suisses (400 millions de francs français) pour un chiffre d'affaires de 1,34 milliard de francs suisses (7 milliards de francs français), en progression de 6 % compte tenu des activités abandonnées. Les actionnaires recevront un dividende de 8 %, contre 6 %. La SMH s'est notamment débarrassée des accesseurs de mode, inspirés de la célèbre Swatch et qui étaient diffusés par les filiales américaines du groupe. Ses ventes de montres et de bijoux ont été en hausse de 11,5 %. Le groupe dispose désormais de 760 millions de francs suisses (2,88 milliards de francs français) de fonds propres confirmant ainsi son retour à la rentabilité. Pour le premier trimestre de cette année, le président Hayek parle de « résultats extrêmement bons ». Il a précisé que la SMH laisserait à la fin de cette année plusieurs modèles rétroconçus de la Swatch.

● Merck-Clévot : nouvelle croissance en vue. — La société Merck-Clévot, filiale du groupe allemand E. Merck, table pour 1989 sur une croissance de 10 % à 12 % de son chiffre d'affaires, qui devrait ainsi atteindre 720 millions de francs. Pour l'exercice écoulé, la société n'a, toutefois, pas atteint ses objectifs de rentabilité avec un bénéfice net de 6,3 millions de francs, en baisse de 6,7 %. Cette diminution est due à la réduction de l'impôt, à la disparition d'un crédit d'impôt. Dans la pharmacie, la société a lancé deux nouveaux produits sur le marché français, un anti-inflammatoire, le Dolgit, et un antalgique à usage local, l'Ortram.

● Regroupement dans le moteur Diesel. — La Société allemande de

PARIS, 5 mai ↑

Calmé et irrégulier

« Un enragement de première classe ». C'est ainsi que de nombreux observateurs ont qualifié la séance de vendredi rue Vivienne. Ce n'est rien de dire que le calme a régné sous les colonnes. Déserté par les amateurs de « viols », le parquet n'a réouvert que du rare pas des quelques survivants de la grande migration. On aurait presque pu entendre une mouche voler. Cependant, si la machine s'était ouverte sur de l'effritement (-0,22 %), la journée devait se poursuivre sur une note plus irrégulière. Dès 11 heures, l'indicateur s'est retourné au point d'équilibre et, dans l'après-midi, il s'est stabilisé à 0,11 % au-dessus de son niveau précédent.

En l'absence des grands capitaux des « Investissements », leurs seconds sont restés prudemment fermés au pied, se bornant à procéder à quelques ajustements mineurs de positions. Les courants d'échanges ont été au moins aussi mesurés que mardi et mercredi derniers, séances au cours desquelles le volume des transactions sur les valeurs françaises a tout juste dépassé 1 milliard de francs.

Rien, il est vrai, ne favorise pour l'instant les initiatives d'achat. La situation économique reste confuse aux États-Unis et, à cet égard, beaucoup comptent sur la chute du chômage américain en avril, publiable ce jour à 14 h 30, pour en donner une image un peu plus nette. Surtout le cas ? De plus, la perspective d'une déflation poussée dans la situation en Nouvelle-Calédonie qui mettrait alors le gouvernement Rocard dans une position délicate, pousse les boursiers à mettre la pédale douce, à la veille d'un second long week-end, et surtout après les prévisions du roi Fahd d'Arabie saoudite sur un baril de pétrole à 26 dollars au début de 1990. La Bourse sera fermée lundi 8 mai pour l'anniversaire de l'Armistice de 1945.

Le marché obligataire et le MATIF ont été bien orientés, mais sans plus.

BOURSE DE HONGKONG

Au plus haut depuis le krach

Fortes hausses de cours, jeudi 4 mai, à la Bourse de Hongkong, où l'indice Hang Seng a progressé de 65,90 points, soit de 2,09 %, pour s'établir à 3 221,12 points, son niveau le plus élevé depuis le krach d'octobre 1987. L'activité a fortement augmenté au cours de la séance, avec 1,91 milliard de dollars de Hongkong (1,54 milliard de francs), contre 1,35 milliard (1,08 milliard de francs) l'année dernière. L'indice de la Bourse de Hongkong a été le plus élevé de l'Asie depuis la réouverture des marchés de Taïwan et de Singapour, pour des raisons de fait. Et l'indice Hang Seng, ajoute-on, pourrait bien prochainement tester ses plus hauts niveaux (3 949,73 points) atteints le 1^{er} septembre 1987, une quinzaine de jours avant le krach.

En fait, les autorités chinoises ont choisi, dit-on à Hongkong, de mettre la pédale douce, en prévision, probablement, de la prochaine réunion à Pékin de la Banque de développement asiatique, mais aussi, à la fin du mois de mai, du sommet sino-soviétique.

D'après les agents de change de la colonie britannique, la spéculation, avant maintenant provisoirement disparu, le repère prévisible de la Bourse de Hongkong, le plus sous-évalué de l'Asie depuis la réouverture des marchés de Taïwan et de Singapour, pour des raisons de fait. Et l'indice Hang Seng, ajoute-on, pourrait bien prochainement tester ses plus hauts niveaux (3 949,73 points) atteints le 1^{er} septembre 1987, une quinzaine de jours avant le krach.

PARIS

Second marché (collection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amstel & Amstel	450	450	Legrand de la Roche	364	364
Amstel	270	270	Legrand de la Roche	285	285
B.C.	320	320	Legrand de la Roche	182	182
B. Dumas & Amstel	180	180	Legrand de la Roche	150	150
B.C.M.	787	787	Legrand de la Roche	185 50	185 50
B.P.	545	545	Legrand de la Roche	304	304
Bouillon-Lagarde	980	980	Legrand de la Roche	302	302
Bouillon-Lagarde	255	255	Legrand de la Roche	302	302
Bouillon-Lagarde	2010	2010	Legrand de la Roche	302	302
Bouillon-Lagarde	828	828	Legrand de la Roche	302	302
Bouillon-Lagarde	840	840	Legrand de la Roche	302	302
Bouillon-Lagarde	285	285	Legrand de la Roche	302	302
Bouillon-Lagarde	1485	1485	Legrand de la Roche	302	302
Bouillon-Lagarde	258	258	Legrand de la Roche	302	302
Bouillon-Lagarde	1940	1940	Legrand de la Roche	302	302
Bouillon-Lagarde	880	880	Legrand de la Roche	302	302
Bouillon-Lagarde	615	615	Legrand de la Roche	302	302
Bouillon-Lagarde	240	240	Legrand de la Roche	302	302
Bouillon-Lagarde	348	348	Legrand de la Roche	302	302
Bouillon-Lagarde	881	881	Legrand de la Roche	302	302
Bouillon-Lagarde	436	436	Legrand de la Roche	302	302
Bouillon-Lagarde	1500	1500	Legrand de la Roche	302	302
Bouillon-Lagarde	1215	1215	Legrand de la Roche	302	302
Bouillon-Lagarde	648	648	Legrand de la Roche	302	302
Bouillon-Lagarde	215	215	Legrand de la Roche	302	302
Bouillon-Lagarde	18 75	18 75	Legrand de la Roche	302	302
Bouillon-Lagarde	250	250	Legrand de la Roche	302	302
Bouillon-Lagarde	436	436	Legrand de la Roche	302	302
Bouillon-Lagarde	223 60	223 60	Legrand de la Roche	302	302
Bouillon-Lagarde	880	880	Legrand de la Roche	302	302
Bouillon-Lagarde	252 50	252 50	Legrand de la Roche	302	302
Bouillon-Lagarde	279	279	Legrand de la Roche	302	302
Bouillon-Lagarde	184 10	184 10	Legrand de la Roche	302	302
Bouillon-Lagarde	312	312	Legrand de la Roche	302	302
Bouillon-Lagarde	910	910	Legrand de la Roche	302	302
Bouillon-Lagarde	270	270	Legrand de la Roche	302	302

LA BOURSE SUR MINITELE

36-15 TAPAZ

LEMONDE

Marché des options négociables le 3 mai 1989

Nombre de contrats : 7 583.

VALEURS	PRIX exercice	Options d'achat	Options de vente
Accor	689	18	—
CCE	489	23,18	34
EL-Agitation	489	9	17
Lafarge-Coppée	1 559	46	75
Michelin	249	2	35
MIL	1 559	25	—
Paribas	489	15	16
Peugeot	1 709	62	71
Saint-Gobain	609	28	21
Société générale	529	5	—
Thomson-CSF	249	5,68	12,58

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 3 mai 1989

Nombre de contrats : 28 395.

COURS	Échéances	Options d'achat	Options de vente
Dernier	106,76	106,66	106
Précédent	106,68	106,52	105,92
Prix d'exercice	106	0,96	1,58
		0,23	0,99

INDICES

CHANGES

Dollar : 6,40 F ↑

Le dollar était orienté à la hausse, le vendredi 5 mai, les marchés financiers de Tokyo étant clos et le plupart des places européennes fonctionnant en ralenti. Dans l'attente des statistiques américaines du chômage au 1^{er} avril, les investisseurs ont procédé à des achats de billets verts, tout en redoutant l'intervention des banques centrales, remarquées plusieurs fois sur les marchés depuis le début de la semaine. Le dollar cotait 6,4040 F à Paris, contre 6,3830 F mercredi à la cotation officielle.

MARCHÉ MONÉTAIRE

(offres privées)
Paris (5 mai) : 85/847/84
New-York (4 mai) : 85/847/84

BOURSES

PARIS (BSE, base 100: 30-12-88)

2 mai 3 mai

Valeurs françaises : 136,1 136,2

Valeurs étrangères : 108,3 108,7

(SBF, base 100: 31-12-81)

Indice général CAC : 463,7 463,9

(SBF, base 100: 31-12-87)

Indice CAC 40 : 1 679,85 1 680,48

(OMF, base 100: 31-12-81)

Indice OMF 50 : 479,35 479,85

* NEW-YORK (Indice Dow Jones)

Industrielles : 2 393,89 2 384,89

* LONDRES (Indice Financial Times)

Industrielles : 1 744,5 1 736,1

Indice général : 173,7 173,7

Fonds d'Etat : 85,64 85,62

* TOKYO

Nikkei Dow Jones : 14 500 14 500

Indice général : 14 500 14 500

* Indices des 3 et 4 mai.

Collection Repères

L'EXCELLENCE EN POCHÉ

- Les banques
- Les biotechnologies
- La Bourse
- Le budget de l'État
- La bureaucratie
- Les catégories socioprofessionnelles
- Le chômage
- Le commerce extérieur de la France
- Le commerce international
- Le comportement électoral des Français
- La comptabilité
- Et plus de 60 autres titres

128 pages - 38 F

LA DÉCOUVERTE

مكتبة المعرفة

Marchés financiers

BOURSE DU 5 MAI

[illegible]**Comptant** (sélection)[illegible]**SICAV**[illegible]

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS	COURS	COURS DES BILLETS	
	prix.	5/5	Achat	Vente
Rente 500 (5 1)	5 383	5 404	5 200	5 600
ECU				
Allemagne 100 (M)	337 025	337 510	327 500	347 600
Belgique 100 (M)	15 122	15 128	15 000	15 600
France 100 (L)	299 430	299 430	291	311
Grande-Bretagne 100 (M)	85 760	85 840	85 000	86 500
Grèce 100 (M)	5 383	5 383	5 200	5 600
Hollande 100 (M)	10 746	10 722	10 420	11 120
Italie 100 (M)	3 955	3 955	4 370	4 580
Portugal 100 (M)	4 620	4 620	4 350	4 890
Spain 100 (M)	378 225	378 525	369	389
Suisse 100 (L)	50 510	50 510	50 000	102 500
Sweden 100 (M)	48	47 395	48 550	49 850
Saludos 100 (M)	5 445	5 400	5 200	5 750
Austria 100 (M)	4 084	4 084	3 900	4 050
Canada 100 (M)	5 445	5 400	5 200	5 750
Portugal 100 (M)	4 084	4 084	3 900	4 050
Spain 100 (M)	5 445	5 400	5 200	5 750

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS prix.	COURS \$/6
Or fin (bars au gramme)	77800	78000
Or fin (en lingots)	77750	78000
Pièce française (20 fr.)	446	447
Pièce française (10 fr.)	362	363
Pièce suisse (20 fr.)	448	447
Pièce helvète (10 fr.)	363	363
Pièce de 20 dollars	2820	2825
Pièce de 10 dollars	1370	1376 50
Pièce de 5 dollars	730	730
Pièce de 50 pesos	2500	2505
Pièce de 10 Roubles	425	430
Or Londres
Or Zurich
Or Hongkong
Argent Londres

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
5-55-91-82, poste 4330

e: coupon détaché - o: offert - *: droit détaché - d: demandé - ♦: prix précédent - ★: marché continu

